



Les Sociétés des comptables en management de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve, de la Saskatchewan, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut ainsi que l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec

Examen d'admission

Exemple de 2008

(Durée : 4 heures)

Notes :

- i) Toutes les réponses doivent être indiquées sur la feuille de réponse aux questions à choix multiple lisible par lecteur optique. Le travail fait sur le questionnaire d'examen et sur les feuilles de papier écolier **NE SERA PAS** noté.
- ii) Dans l'enveloppe de l'examen se trouve un supplément comprenant des formules et des tables. Il s'agit d'un supplément standard qui peut être utile pour répondre aux questions du présent examen.
- iii) **Aucun document d'examen NE DOIT ÊTRE SORTI du centre d'examen.** Il faut remettre au responsable, avant de quitter la salle, tous les documents d'examen (feuille de réponse, feuilles de papier écolier utilisées ou non, enveloppe, supplément et questionnaire).

TABLE DES MATIÈRES

Examens :

Instructions	1
Gestion stratégique	3
Gestion du risque et gouvernance	4
Gestion de la performance	7
Mesure de la performance	19
Gestion financière	23
Information financière	27
Compétences transversales	40

Solutions :

Résumé des réponses.....	43
Gestion stratégique	44
Gestion du risque et gouvernance	44
Gestion de la performance	46
Mesure de la performance	56
Gestion financière	62
Information financière	65
Compétences transversales	75

Supplément – Formules et Tables*

77

* Ce supplément est remis à tous les candidats lors de l'Examen.

INSTRUCTIONS :

Vous devez utiliser la feuille de réponse aux questions à choix multiple. N'oubliez pas d'indiquer sur la feuille de réponse le numéro à quatre chiffres figurant sur votre enveloppe. Choisissez la **MEILLEURE** réponse pour chacune des **105** questions et indiquez votre réponse sur la feuille de réponse aux questions à choix multiple en noircissant l'ovale correspondant avec un crayon à mine tendre (HB). Répondez à toutes les questions. N'indiquez qu'**UNE SEULE RÉPONSE** pour chacune des questions.

Exemple :

189. (-) Les coûts des études de marché et des relations publiques sont des

- a) coûts variables non discrétionnaires.
- b) coûts variables discrétionnaires.
- c) coûts fixes de structure.
- d) coûts fixes discrétionnaires.
- e) coûts fixes non discrétionnaires.

Si votre réponse est d), vous noircissez l'ovale « d » à la ligne 189 de la zone « RÉPONSES » sur la feuille de réponse aux questions à choix multiple de la façon illustrée ci-dessous.

189 a b c d e

Pondération des questions :

La note que vous obtiendrez sera déterminée par la valeur pondérée totale des bonnes réponses. Veuillez noter que toutes les questions ont la même pondération, sauf celles qui sont marquées du signe plus (+) signifiant une pondération plus élevée ou du signe moins (-) signifiant une pondération plus faible. Ainsi, dans l'exemple ci-dessus, le signe moins au début de la question indique que cette question a une valeur pondérée inférieure à la valeur de la majorité des questions.

Concernant l'emploi du singulier ou du pluriel dans la formulation des questions :

Par souci de simplicité, toutes les questions sont formulées comme s'il n'y avait qu'une seule bonne réponse, même dans le cas où une question donnée comporte plusieurs bonnes réponses. Ainsi, à une question du type « Lequel des énoncés suivants est... », la bonne réponse peut très bien être celle qui fait référence à deux choix de réponse combinés ou plus, p. ex. « a) et b) à la fois ».

Politique concernant les calculatrices et le supplément

Les calculatrices suivantes pourront être utilisées au cours de l'Examen d'admission à partir de janvier 2008:

Texas Instruments TI BA II Plus (y compris le modèle Professionnel)

Hewlett Packard HP 10bII (ou HP 10Bii)

Sharp EL-738C (ou EL-738)

Le supplément qui accompagne l'Examen d'admission **comprend** les tables servant à calculer la valeur actualisée.

Gestion stratégique

1. (-) L'énoncé de mission d'une organisation
 - a) précise les résultats finals des activités planifiées.
 - b) expose en termes non définitifs ce que l'organisation souhaite accomplir.
 - c) quantifie ce que l'organisation souhaite accomplir et précise le calendrier de réalisation de ses objectifs.
 - d) précise le but ou la raison d'être de l'organisation, ainsi que le champ de ses activités.
 - e) est l'ensemble des croyances, des attentes et des valeurs que partagent les membres de l'organisation.

2. Internet facilite l'accès à l'information sur les secteurs d'activité. Cette réalité a le plus d'incidence sur
 - a) la rivalité entre les entreprises concurrentes.
 - b) les barrières à l'entrée pour les nouveaux concurrents.
 - c) le développement potentiel de produits de substitution.
 - d) le pouvoir de négociation des fournisseurs.
 - e) le pouvoir de négociation des clients.

3. Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour réussir à adopter une stratégie concurrentielle axée sur les coûts?
 - a) Des systèmes visant à rendre tous les membres de l'organisation responsables du contrôle des coûts.
 - b) La maîtrise technologique en matière de conception de produits.
 - c) Une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement.
 - d) Une main-d'œuvre non syndiquée.
 - e) La capacité de développer des produits présentant des caractéristiques de pointe.

4. (-) Lequel des énoncés suivants concernant la décentralisation est habituellement **FAUX**?
 - a) Elle facilite l'évaluation des gestionnaires des différents services par la haute direction.
 - b) Elle contribue à la motivation des gestionnaires des différents services.
 - c) Elle favorise la convergence des efforts entre les gestionnaires des différents services et la haute direction.
 - d) Elle ramène les problèmes à des proportions raisonnables et raccourcit les délais de réponse.
 - e) a) et b) à la fois.

5. Une organisation qui a adopté avec succès la philosophie de l'amélioration continue ferait normalement appel à laquelle des stratégies suivantes de gestion du changement pour gérer cette philosophie?
 - a) Les séances de sensibilisation.
 - b) Le changement radical.
 - c) La décristallisation dans le but d'augmenter la force motrice.
 - d) Le changement graduel.
 - e) La recristallisation en vue de maintenir les changements souhaités.

Gestion du risque et gouvernance

6. Le contrôle comptable interne englobe le plan d'organisation, les procédures et les documents relatifs à la protection des actifs et
- a) les processus décisionnels de la direction.
 - b) la fiabilité des documents comptables.
 - c) l'autorisation des opérations.
 - d) la réalisation des objectifs administratifs.
 - e) rien de ce qui précède.
7. Le contrôle interne comprend le plan général d'organisation et les procédures qui concernent principalement
- a) la protection des actifs et la production de documents comptables fiables.
 - b) la promotion de l'efficacité organisationnelle et le respect des politiques.
 - c) l'utilisation optimale des ressources.
 - d) a) et b) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.
8. Certains contrôles importants qui concernent les systèmes d'information comptable automatisés sont les contrôles de validité, les contrôles de valeur limite, les contrôles de champ et les tests de signe. Ils figurent parmi :
- a) les programmes de validation des totaux de contrôle.
 - b) les totaux de contrôle.
 - c) les programmes de validation d'accès aux données.
 - d) les contrôles sur les sorties.
 - e) les programmes de validation des données d'entrées.
9. Lequel des énoncés suivants concernant l'environnement de contrôle est vrai?
- a) Si les employés sont compétents, fiables et intègres, les actifs de l'entreprise seront protégés contre les risques divers et les données comptables seront relativement exemptes d'erreurs, même s'il manque d'autres éléments à l'environnement de contrôle.
 - b) Les employés qui ne prennent pas les vacances auxquelles ils ont droit font preuve de fiabilité; il n'est donc pas nécessaire de regarder leur travail à la loupe.
 - c) Une erreur risque davantage de survenir lorsque le gestionnaire insiste pour que les employés se conforment rigoureusement aux tâches et aux responsabilités qui leur sont confiées que lorsqu'il permet aux employés de partager la responsabilité de l'exécution des tâches du service.
 - d) Afin de protéger les biens de l'entreprise, toutes les opérations doivent être amorcées ou approuvées par une personne ayant l'autorité voulue ou par son mandataire.
 - e) a) et d) à la fois.

10. Lequel des éléments suivants s'inscrit parmi les procédures que devrait habituellement comprendre un contrôle interne efficace sur l'achat de matières premières?
- a) obtenir d'un tiers un rapport écrit sur la qualité et la quantité des matières premières avant de procéder au paiement.
 - b) déterminer le besoin en matières premières avant d'établir le bon de commande.
 - c) faire systématiquement un rapport sur les changements apportés aux produits et qui toucheront les matières premières.
 - d) b) et c) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.
11. Les contrôles internes ont pour but de réduire ou d'atténuer les risques auxquels une entreprise est exposée. Lequel des risques suivants est le **MOINS SUSCEPTIBLE** d'être réduit ou atténué par les contrôles internes?
- a) Le risque de conventions ou méthodes comptables inappropriées.
 - b) Le risque d'amendes et de sanctions en cas de non-conformité aux lois et aux règlements.
 - c) Le risque de pertes sur des placements à court terme.
 - d) Le risque d'un service à la clientèle insatisfaisant.
 - e) Le risque de produits défectueux.
12. (-) La prévention de la fraude au sein d'une organisation est une fonction qui incombe d'abord
- a) à la direction.
 - b) au vérificateur interne.
 - c) au personnel de la sécurité.
 - d) au comité de vérification du conseil d'administration.
 - e) au vérificateur externe.
13. Un exemple de faiblesse du contrôle interne consiste à confier au chef d'un service la tâche
- a) de revoir et d'approuver les feuilles de temps des subalternes.
 - b) d'entreprendre les démarches nécessaires pour demander le rajustement du salaire des subalternes.
 - c) d'autoriser les chèques de paie des employés qui quittent leur emploi.
 - d) de distribuer les chèques de paie aux subalternes.
 - e) d'embaucher les nouveaux employés du service.
14. Lequel des éléments ci-dessous est-il le **MOINS SUSCEPTIBLE** d'être détecté par un système de contrôle interne?
- a) Les actes frauduleux commis par un groupe d'employés.
 - b) Les paiements en double à des fournisseurs.
 - c) Les écarts par rapport aux procédures écrites.
 - d) Les actes frauduleux commis par un seul employé.
 - e) Des décaissements non autorisés.

15. Les programmes de qualité de vie au travail et les cercles de qualité sont des exemples
- a) de structures et de processus participatifs destinés à accroître la productivité.
 - b) de nouvelles structures organisationnelles qui sont en train de remplacer rapidement les organisations fonctionnelles classiques.
 - c) d'approches axées sur les personnes en vue du changement organisationnel.
 - d) a) et c) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.
16. Une entreprise de forage pétrolier canadienne exerçait ses activités dans un pays étranger. Le gouvernement de ce pays a acquis les actifs de l'entreprise, et lui a offert à titre d'indemnité une somme d'argent et lui a proposé un contrat lui permettant de poursuivre ses activités. Lequel des termes suivants décrit le mieux la situation?
- a) Nationalisation.
 - b) Privatisation.
 - c) Expropriation.
 - d) Rapatriement.
 - e) Confiscation.
17. Lequel des énoncés suivants décrit le rôle du conseil d'administration dans la gestion stratégique de l'entreprise?
- a) Évaluer les compétences des cadres supérieurs en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre des stratégies de l'entreprise.
 - b) Formuler une stratégie globale pour l'entreprise et en déléguer la mise en œuvre à la direction de l'entreprise.
 - c) Surveiller les mesures stratégiques de l'entreprise en évaluant d'un œil critique, puis en approuvant, les plans d'action stratégiques.
 - d) Déterminer la vision sur laquelle est fondée la stratégie de l'entreprise et surveiller les plans d'action stratégiques de la direction.
 - e) a) et c) à la fois.
18. Le conseil d'administration de sociétés ouvertes joue un rôle de plus en plus important depuis l'adoption de mesures législatives comme la Loi *Sarbanes-Oxley* aux États-Unis et les normes multilatérales des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Laquelle des activités suivantes **NE FAIT PAS** partie du rôle du conseil d'administration?
- a) Superviser l'orientation, les stratégies et les démarches commerciales de l'entreprise.
 - b) Établir la rémunération des dirigeants clés et des membres du conseil en fonction des intérêts à court terme de l'entreprise et de ses actionnaires.
 - c) Évaluer les compétences des cadres supérieurs en matière d'élaboration et d'exécution des stratégies.
 - d) Surveiller l'efficacité des méthodes de gouvernance de l'entreprise.
 - e) S'assurer de l'intégrité des systèmes de comptabilité et d'information financière de l'entreprise.

Gestion de la performance

19. (-) Les coûts directs

- a) sont déterminés avec soin et exprimés habituellement sur une base unitaire.
- b) se rapportent expressément à un objet de coût donné.
- c) varient dans l'ensemble en proportion directe des variations d'un inducteur de coût.
- d) ne peuvent être évités ni modifiés peu importe les mesures prises.
- e) sont différents selon les divers plans d'action.

Les renseignements suivants concernent les questions 20 et 21.

La société Omega fabrique trois produits chimiques au moyen d'un processus conjoint. Les coûts de fabrication du processus conjoint comprennent 35 000 \$ de matières premières et 55 000 \$ de coûts de transformation. Les trois produits chimiques font ensuite l'objet d'une transformation supplémentaire avant d'être vendus. Voici d'autres données pertinentes :

Produits chimiques	Valeur de réalisation des produits au point de séparation	Coûts spécifiques	Valeur de réalisation des produits après transformation supplémentaire
A	40 000 \$	78 000 \$	120 000 \$
B	80 000 \$	103 000 \$	180 000 \$
C	60 000 \$	44 000 \$	100 000 \$

20. (+) Si l'on utilise la méthode de la valeur de réalisation nette estimative, la portion des coûts communs attribués au produit chimique B se chiffre à
- a) 40 000 \$.
 - b) 51 500 \$.
 - c) 41 200 \$.
 - d) 40 500 \$.
 - e) 39 600 \$.
21. La décision de poursuivre la transformation des trois produits chimiques après le point de séparation n'est pas optimale. Si la décision optimale avait été prise, le bénéfice de la société Omega aurait augmenté de
- a) 5 000 \$.
 - b) 2 000 \$.
 - c) 7 000 \$.
 - d) 3 000 \$.
 - e) 4 000 \$.

22. Les renseignements ci-dessous ont trait aux activités liées à la fabrication de ABC Itée pour le mois de mars :

Achats de matières premières	82 000 \$
Rémunération de la main-d'œuvre directe	60 000 \$
Taux horaire de main-d'œuvre directe	15,00 \$
Frais généraux de fabrication par heure de main-d'œuvre directe	10,00 \$

	Stock d'ouverture 1 ^{er} mars	Stock de clôture 31 mars
Matières premières	30 000 \$	37 000 \$
Produits en cours	12 000 \$	18 000 \$
Produits finis	72 000 \$	93 000 \$

Pour le mois de mars, le coût des produits destinés à la vente est de

- a) 241 000 \$.
 b) 169 000 \$.
 c) 148 000 \$.
 d) 187 000 \$.
 e) 175 000 \$.
23. Au lieu des taux (coefficient) d'imputation des frais généraux de fabrication basés sur le coût réel, l'emploi des taux (coefficients) annualisés prédéterminés
- a) permettra un contrôle des coûts plus rapide et plus efficace.
 b) éliminera la variabilité saisonnière des frais généraux de fabrication imputés.
 c) rendra inutile l'accumulation des frais indirects réels.
 d) conduira à un calcul plus exact des coûts incorporables.
 e) a) et b) à la fois.
24. Lequel des énoncés suivants concernant la gestion intégrale de la qualité (ou gestion de la qualité totale) est **FAUX**?
- a) Selon cette philosophie, la qualité est l'élément moteur du leadership, de la conception, de la planification et des projets d'amélioration.
 b) Elle consiste à gérer toute l'organisation de manière à ce que celle-ci excelle dans tous les domaines qui importent au client.
 c) Elle fait prendre conscience que la qualité est essentielle à la réussite financière à long terme.
 d) Elle s'applique généralement davantage aux produits qu'aux services.
 e) Elle utilise à la fois des outils de contrôle statistique du processus et des outils de contrôle statistique de la qualité.

25. La Compagnie Dubois a établi les prévisions de vente suivantes pour les deuxième et troisième trimestres de son exercice:

Avril	100 000 \$
Mai	120 000
Juin	140 000

Juillet	160 000 \$
Août	150 000
Septembre	130 000

D'habitude, 50 % des comptes clients sont encaissés pendant le mois de la vente, 30 % au cours du mois suivant et 15 % au cours du deuxième mois suivant. Les 5 % restants ne sont jamais encaissés. Les encaissements de Dubois prévus pour le troisième trimestre se chiffrent à :

- a) 337 000 \$.
 b) 439 000 \$.
 c) 418 000 \$.
 d) 440 000 \$.
 e) 423 000 \$.
26. (+) La société Dundas utilise la comptabilité par activités. Tenez compte des renseignements suivants :

Activité de fabrication	Inducteur de coûts employé comme unité d'œuvre	Coût de transformation par unité d'œuvre
Réglage des machines	Nombre de réglages	180 \$
Manutention des matières	Nombre de pièces	15 \$
Usinage	Heures-machines	50 \$
Montage	Heures de main-d'œuvre directe	30 \$

Au cours du dernier mois, on a fabriqué 60 unités d'un composant. Trois réglages ont été nécessaires. Chaque unité exige 35 pièces, 4 heures de main-d'œuvre directe et 6 heures-machines. Les matières premières coûtent 140 \$ par unité finie du composant. Tous les autres coûts sont classés comme des coûts de transformation.

Si l'entreprise souhaite que sa marge brute corresponde à 35 % des ventes, quel prix devra-t-elle facturer pour chaque unité du composant (arrondi au dollar près)?

- a) 1 477 \$
 b) 1 468 \$
 c) 1 683 \$
 d) 1 094 \$
 e) 3 126 \$

Les renseignements suivants concernent les questions 27 et 28.

Caron, Brosseau et associés est un cabinet d'avocats qui emploie huit avocats à temps plein et dix auxiliaires. Les coûts directs et indirects sont attribués aux clients en fonction des heures de travail professionnel accomplies par les avocats et les auxiliaires. Le tableau ci-dessous contient les coûts budgétés et les coûts réels pour l'an 9:

	Coûts budgétés	Coûts réels
Salaire par avocat	92 000 \$	95 000 \$
Salaire par auxiliaire	41 600 \$	47 840 \$
Coûts indirects	691 200 \$	711 936 \$
Heures de travail professionnel	28 800	29 200

Pour l'attribution des coûts directs et indirects aux clients, Caron, Brosseau et associés utilise le système de coûts budgétés. Le cabinet facture ses clients au taux de 180 % du coût des heures de travail professionnel.

27. Les taux des coûts directs et indirects utilisés par Caron, Brosseau et associés pour l'attribution des coûts aux clients sont (au cent près) :
- 42,41 \$ et 24,38 \$.
 - 43,00 \$ et 24,72 \$.
 - 39,45 \$ et 23,67 \$.
 - 40,00 \$ et 24,00 \$.
 - aucune de ces réponses.
28. Caron, Brosseau et associés a deux clients. L'exécution des mandats du client A exige 13 heures de travail par des avocats et 31 heures par des auxiliaires; l'exécution des mandats du client B exige 25 heures de travail par des avocats et 19 heures par des auxiliaires. Les mandats du client A nécessitent beaucoup plus de temps de déplacement et de communication que ceux du client B.
- En se basant sur le système de coûts budgétés, comportant un coût direct et un coût indirect des heures de travail professionnel, lequel des énoncés suivants est CORRECT?
- Le total des coûts attribués au client A et au client B est le même.
 - Le total des coûts attribués au client A est supérieur à celui du client B, parce que le client A nécessite plus de temps de déplacement et de communication.
 - Le total des coûts attribués au client B est supérieur à celui du client A, parce que le taux horaire des avocats est supérieur à celui des auxiliaires.
 - Les coûts indirects attribués au client A sont supérieurs à ceux du client B, parce que le client A nécessite plus d'heures de la part des auxiliaires.
 - Les coûts directs attribués au client B sont supérieurs à ceux du client A, parce que le client B nécessite plus d'heures de la part des avocats.

Les renseignements suivants concernent les questions 29 et 30

Les dirigeants de Fabrication XYZ étudient des moyens de répartir les coûts des sections auxiliaires, telles que le Contrôle de la qualité et la Maintenance, entre les ateliers de production. À cette fin, le contrôleur leur a fourni les renseignements suivants :

	Sections auxiliaires		Ateliers de production		Total
	Contrôle de la qualité	Maintenance	Usinage	Assemblage	
Frais généraux de fabrication budgétés, avant répartition	350 000 \$	200 000 \$	400 000 \$	300 000 \$	1 250 000 \$
Heures-machines budgétées	—	—	50 000	—	50 000
Heures de main-d'œuvre directe budgétées	—	—	—	25 000	25 000
Heures de service budgétées :					
Contrôle de la qualité	—	7 000	21 000	7 000	35 000
Maintenance	10 000	—	18 000	12 000	40 000

29. (+) Selon la méthode de répartition directe, le coût total des sections auxiliaires attribué à la section Usinage se chiffre à
- 782 500 \$.
 - 300 000 \$.
 - 120 000 \$.
 - 382 500 \$.
 - 262 500 \$.
30. (+) Selon la méthode séquentielle, si l'on commence par répartir les coûts de la section Maintenance, les coûts de la section Contrôle de la qualité attribués à la section Usinage se chiffreront à
- 300 000 \$.
 - 262 500 \$.
 - 234 000 \$.
 - 210 000 \$.
 - 252 632 \$.
-
31. Si l'écart total sur volume des ventes est de 2 100 \$ et est défavorable, que l'écart total sur composition des ventes est de 900 \$ et est favorable et que l'écart sur part de marché est de 500 \$ et est favorable, l'écart sur taille du marché se chiffre à
- 2 500 \$ et est défavorable.
 - 1 700 \$ et est défavorable.
 - 700 \$ et est défavorable.
 - 3 500 \$ et est défavorable.
 - 2 600 \$ et est défavorable.

Les renseignements suivants concernent les questions 32 et 33.

La société Ex, qui fabrique un seul produit, a commencé à exercer ses activités le 1^{er} janvier de l'an 1. La matière A est ajoutée au début du processus de production et le matériel d'emballage B, à la fin du processus. Les coûts de transformation sont engagés de manière uniforme tout au long du processus. On procède à une inspection lorsque la fabrication a pris fin, mais avant l'ajout du matériel d'emballage B. Dans le cadre de ce processus de production, les unités jugées inacceptables sont rejetées. Les rejets normaux représentent 4 % de la production acceptable. Les données suivantes concernent la production du premier trimestre de l'an 1 :

Unités commencées	18 000 unités
Unités acceptables achevées et sorties	15 000 unités
Stocks de clôture des produits en cours	2 000 unités

D'après la méthode de coût de revient en production uniforme et continue fondée sur la méthode de l'épuisement successif (PEPS), Ex ltée a engagé les coûts suivants par unité équivalente au cours du premier trimestre :

Matière A	11,00 \$
Matériel d'emballage B	0,80 \$
Coûts de transformation	15,00 \$

Le coût des stocks de clôture des produits en cours selon la méthode PEPS s'est chiffré à 34 000 \$.

32. La perte au titre des rejets anormaux pour le premier trimestre s'est établie à
- 16 080 \$.
 - 10 720 \$.
 - 10 400 \$.
 - 15 600 \$.
 - 26 800 \$.
33. (+) En ce qui concerne la transformation, quel a été le pourcentage d'achèvement des stocks de clôture des produits en cours?
- 65,4 %
 - 34,7 %
 - 54,5 %
 - 40,0 %
 - 63,4 %

34. Marieville inc. utilise trois produits chimiques différents dans la fabrication d'un engrais de luxe pour pelouse. La quantité standard entrant dans la fabrication d'un sac de 20 kg d'engrais est la suivante : 5 kg du produit X, 7 kg du produit Y et 8 kg du produit Z. Le prix d'achat budgété des produits chimiques se chiffre à 1,00 \$ le kg du produit X, 0,40 \$ le kg du produit Y et 0,20 \$ le kg du produit Z.

Les données concernant la fabrication de 20 000 sacs d'engrais pour pelouse en mai s'établissent comme suit :

	Quantité réelle des intrants	Prix réel des intrants
Produit chimique X	97 900 kg	1,05 \$
Produit chimique Y	132 000 kg	0,36 \$
Produit chimique Z	210 100 kg	0,18 \$

Lequel des énoncés suivants est VRAI?

- a) L'écart sur prix des matières premières est favorable pour les produits chimiques X, Y et Z.
 b) L'écart sur quantité des matières premières est favorable pour l'ensemble des trois produits chimiques.
 c) L'écart sur composition des matières premières est favorable pour les produits chimiques X, Y et Z.
 d) L'écart sur rendement des matières premières est défavorable pour l'ensemble des trois produits chimiques.
 e) Aucune de ces réponses.
35. Les mécanismes et méthodes de contrôle des systèmes d'information comptable sont de caractère rétroactif, prédictif ou préventif. Lequel des énoncés suivants représente l'un de chaque type de contrôle dans l'ordre suivant : rétroactif, prédictif et préventif?
- a) Les écarts de la comptabilité analytique, la séparation des tâches et la planification de trésorerie.
 b) Les écarts de la comptabilité analytique, l'établissement du budget de trésorerie et l'indépendance organisationnelle.
 c) L'établissement du budget de trésorerie, les écarts de comptabilité analytique et la séparation des tâches.
 d) Le contrôle des stocks, l'établissement du budget des investissements et l'établissement du budget de trésorerie.
 e) L'établissement du budget de trésorerie, l'établissement du budget des investissements et l'embauche d'employés compétents.
36. À quels produits ou services parmi les suivants la distribution intensive convient-elle le mieux?
- a) Vêtements haute couture.
 b) Dentifrice de marque.
 c) Outils électriques.
 d) Services financiers.
 e) Rien de ce qui précède.

Les renseignements suivants concernent les questions 37 à 39.

Wye ltée prévoit fabriquer 11 000 unités du produit RGW au cours de sa première année d'activité. Les coûts de fabrication standards suivants par unité ont été établis d'après ce volume de production prévu :

Matières premières	13 \$
Main-d'œuvre directe	12
Frais généraux de fabrication variables	11
Frais généraux de fabrication fixes	<u>6</u>
Coût standard unitaire	<u>42 \$</u>

Aucuns frais de vente et d'administration variables n'ont été engagés au cours de l'année. À la fin de la première année d'activité, le comptable a dressé des états des résultats au moyen des méthodes suivantes : coût complet réel, coût variable rationnel, coût complet rationnel, coût variable standard et coût complet standard. Les cinq états des résultats, désignés par les lettres A à E, sont présentés ci-après (au hasard) :

	A	B	C	D	E
Ventes	<u>540 000 \$</u>	<u>540 000 \$</u>	<u>540 000 \$</u>	<u>540 000 \$</u>	<u>540 000 \$</u>
Coût des produits vendus	346 500	324 000	400 500	378 000	423 000
Écarts :					
Matières premières	-	5 000	-	5 000	-
Main-d'œuvre directe	-	20 000	-	20 000	-
Frais généraux de fabrication variables	15 000	15 000	15 000	15 000	-
Frais généraux de fabrication fixes	-	-	10 000	10 000	-
Autres coûts	<u>150 000</u>	<u>150 000</u>	<u>80 000</u>	<u>80 000</u>	<u>80 000</u>
	<u>511 500</u>	<u>514 000</u>	<u>505 500</u>	<u>508 000</u>	<u>503 000</u>
Bénéfice d'exploitation	<u>28 500 \$</u>	<u>26 000 \$</u>	<u>34 500 \$</u>	<u>32 000 \$</u>	<u>37 000 \$</u>

37. Quel état des résultats a été dressé à l'aide de la méthode du coût complet réel?

- a) A
- b) B
- c) C
- d) D
- e) E

38. Quel état des résultats a été dressé à l'aide de la méthode du coût variable standard?

- a) A
- b) B
- c) C
- d) D
- e) E

39. Combien d'unités du produit RGW ont effectivement été produites au cours de l'année?
- a) 10 000
 - b) 8 333
 - c) 10 667
 - d) 9 000
 - e) 11 667

40. Le bénéfice budgété de RST ltée pour le prochain exercice est le suivant :

Ventes – 125 000 unités à 40 \$		5 000 000 \$
Coûts de fabrication variables	2 000 000 \$	
Coûts de fabrication fixes	1 250 000	
Commissions de vente – 2,60 \$ par unité	325 000	
Frais de vente et d'administration fixes	<u>950 000</u>	<u>4 525 000</u>
Bénéfice d'exploitation		<u><u>475 000</u></u> \$

Supposons qu'un bon client ait demandé à RST un prix pour une commande spéciale de 20 000 unités. RST dispose de la capacité voulue pour exécuter la commande et n'aurait qu'à payer 8 000 \$ en commissions de vente. Si RST veut que la commande spéciale ajoute 48 000 \$ à son bénéfice d'exploitation, le prix de vente unitaire à proposer au client pour la commande spéciale est de

- a) 40,00 \$.
 - b) 20,20 \$.
 - c) 28,80 \$.
 - d) 36,40 \$.
 - e) 18,80 \$.
41. L'un des principaux problèmes que pose la mise en place d'un nouveau système d'information comptable est son incapacité à produire les résultats souhaités. Lequel des processus suivants contribuera le plus à l'atteinte des objectifs visés?
- a) La nomination d'un directeur des systèmes d'information (C/O) qui supervisera la mise en place du système.
 - b) L'installation d'un système de sécurité multiniveau pour empêcher l'accès non autorisé pendant la mise en place du système d'information comptable.
 - c) La documentation du flux de données en vue de garantir l'envoi des rapports aux gestionnaires.
 - d) L'exécution d'une étude de faisabilité avant la mise en place du système.
 - e) La préparation de la documentation de l'architecture du système.

Les renseignements suivants concernent les questions 42 et 43.

PTM Itée est un fabricant canadien d'articles de quincaillerie. Une grande entreprise lance un appel d'offres pour un contrat de fabrication de 150 000 unités de l'article X par an pendant trois ans. PTM Itée fournit actuellement cette pièce à une autre entreprise au prix de 6,50 \$ l'unité. On évalue, comme suit, la probabilité que le contrat soit attribué à PTM Itée pour divers prix proposés :

Probabilité	Prix proposé par unité
100 %	5,00 \$
90 %	5,50 \$
65 %	6,00 \$
40 %	6,50 \$
10 %	7,00 \$

Le coût standard de PTM Itée pour produire une unité de l'article X s'établit à 4,80 \$ (coût variable de 3,60 \$ + coût fixe de 1,20 \$), compte tenu d'un niveau d'activité standard de 375 000 unités par année. L'entreprise peut produire 600 000 unités par année. Si le contrat lui est attribué, les frais généraux de fabrication fixes de PTM Itée augmenteront de 12 000 \$ par année.

42. (+) Quel est le prix proposé pour le contrat de trois ans qui aurait l'incidence prévue la plus favorable sur le bénéfice de PTM Itée?
- a) 5,00 \$
 - b) 5,50 \$
 - c) 6,00 \$
 - d) 6,50 \$
 - e) 7,00 \$

43. (+) La probabilité que le contrat soit attribué à PTM Itée changera si un important concurrent, la Société X, décide de ne pas faire de soumission. Supposons que PTM Itée réalise le bénéfice additionnel suivant pour divers prix proposés si le contrat lui est attribué, et supposons que les probabilités de succès soient les suivantes selon que la Société X passe ou non une soumission :

Prix proposé par unité	Bénéfice additionnel en cas de succès	Probabilité de succès de PTM Itée	
		Si la Société X fait une soumission	Si la Société X ne fait pas de soumission
5,00 \$	200 000 \$	100 %	100 %
5,50 \$	275 000 \$	90 %	100 %
6,00 \$	350 000 \$	65 %	100 %
6,50 \$	425 000 \$	40 %	85 %
7,00 \$	500 000 \$	10 %	25 %

La probabilité que la Société X fasse une soumission est de 65 %. Quelle sera la valeur attendue (espérée), calculée selon une table de décision, si PTM Itée propose un prix de 6,50 \$ pour le contrat?

- a) 144 500 \$
- b) 425 000 \$
- c) 361 250 \$
- d) 170 000 \$
- e) 236 938 \$

44. Les ateliers Symons inc. fabriquent deux produits, A et B. Les données sur les ventes et la production s'établissent comme suit pour le mois prochain :

	A	B
Prix de vente par unité	200 \$	170 \$
Coûts variables par unité	110 \$	100 \$
Machine 1 – heures-machine par unité	3	2
Machine 2 – heures-machine par unité	2	1,5
Demande maximale pour le mois prochain	500 unités	1 000 unités

La demande pour le mois prochain comprend un contrat signé pour 300 unités du produit B. Au cours du mois prochain, l'entreprise disposera de 2 500 heures-machine sur chacune des deux machines. Il n'y a pas de stock d'ouverture ou de clôture pour les produits. La direction cherche à formuler le problème selon la technique de programmation linéaire en vue de planifier la production du mois prochain qui maximiserait le bénéfice.

Laquelle des fonctions suivantes correspond à une bonne formulation du problème?

- a) Fonction objectif : Maximiser $200 \$A + 170 \B
 Contraintes : $3A + 1,5 B \leq 2\ 500$
 $A \leq 500; B \leq 1\ 000; A, B \geq 0$
- b) Fonction objectif : Maximiser $90 \$A + 70 \B
 Contraintes : $3A + 2B \leq 2\ 500$
 $2A + 1,5B \leq 2\ 500$
 $A \leq 500; B \leq 1\ 000; A \geq 0; B \geq 300$
- c) Fonction objectif : Maximiser $(3A \times 90 \$) + (2B \times 70 \$) + (2A \times 90 \$) + (1,5B \times 70 \$)$
 Contraintes : $5A + 3,5B \leq 5\ 000$
 $A \leq 500; B \leq 1\ 000; A, B \geq 0$
- d) Fonction objectif : Maximiser $200 \$A + 170 \B
 Contraintes : $3A + 2B \leq 2\ 500$
 $2A + 1,5B \leq 2\ 500$
 $A \leq 500; B \leq 1\ 000; A, B \geq 300$
- e) Fonction objectif : Maximiser $110 \$A + 100 \B
 Contraintes : $3A + 1,5B \leq 2\ 500$
 $A \leq 500; B \leq 1\ 000; A \geq 0; B \geq 300$

Mesure de la performance

45. Robert Motoz est le directeur de la division B d'une grande entreprise de fabrication. La division B se procure toutes ses matières premières auprès de la division A à un prix de cession interne qui a été négocié. La division B fabrique un produit et vend le produit sur le marché. Robert Motoz prend toutes les décisions concernant l'efficacité de la production dans la division, y compris le remplacement et la modernisation du matériel de fabrication. Cette division représente quel type de centre de responsabilité?
- Centre de coûts.
 - Centre de chiffre d'affaires.
 - Centre de profit.
 - Centre d'investissement.
 - Centre discrétionnaire.
46. ZIL inc. exploite deux divisions qu'elle traite comme des centres d'investissement. Les données relatives à chaque division pour l'année 4 sont les suivantes (en milliers de dollars) :

	Division A	Division B
Bénéfice net	65 000 \$	140 000 \$
Actifs totaux	400 000 \$	850 000 \$

Le taux de rendement que vise la société est de 15 %. Le président souhaite évaluer la performance de ces divisions et se demande s'il doit, pour ce faire, utiliser le rendement du capital investi (RCI) ou le résultat net résiduel (RNR). Quelle division obtient la meilleure performance selon les critères du RCI et du RNR?

- La division A, car elle affiche un RNR supérieur à celui de la division B.
 - La division B, car elle affiche un RCI et un RNR supérieurs à ceux de la division A.
 - La division A, car elle affiche un RCI supérieur à celui de la division B.
 - a) et c) à la fois.
 - Aucune des réponses qui précèdent.
47. Pour fixer le prix de cession interne qui déterminera la vente de produits entre les divisions établies dans différents pays, une entreprise devrait, en plus de se conformer aux lois des pays,
- ne pas tenir compte de la juste valeur marchande du produit.
 - considérer en premier lieu le bénéfice de l'ensemble de l'entreprise.
 - faire tout ce qui est nécessaire pour réduire au minimum les droits de douane.
 - faire tout ce qui est nécessaire pour maximiser le bénéfice net après impôts des filiales étrangères.
 - rien de ce qui précède.

Les renseignements suivants concernent les questions 48 et 49.

La Société OEM, fabricant d'articles de sport, compte plusieurs divisions. Chacune des divisions est un centre de profit bénéficiant d'une autonomie entière. La division B a informé la division A qu'elle a modifié sa politique concernant les prix de cession interne; dorénavant, elle facturera le coût complet plutôt que le coût variable. La division A a décidé d'acheter la composante EX1 à l'externe lorsque la division B a fait passer le prix de cession interne de 156 \$ à 164 \$ par unité. Les renseignements suivants concernent la composante EX1 pour la division A et la division B :

Prix externe pour la composante EX1	160 \$
Achats annuels de la division A	10 000 unités
Coût variable par unité de la division B	120 \$
Coût de fabrication fixe de la division B	1 000 000 \$
Capacité de production de la division B	50 000 unités
Utilisation de la capacité de la division B	100 %

Toutes les unités de la composante EX1 produites par la division B peuvent être vendues sur le marché. Le coût de vente variable est de 7 \$ l'unité dans le cas des ventes externes. Tous les autres coûts de vente et d'administration sont fixes, que la composante EX1 soit vendue à la division A ou à des clients externes.

48. Lequel des énoncés suivants est vrai?
- a) La division A achète 10 000 \$ de la composante EX1 auprès du fournisseur externe au prix de 160 \$ et la société économise 40 000 \$.
 - b) La division B vend 10 000 unités de la composante EX1 à la division A à 164 \$ et le bénéfice de la société augmente de 110 000 \$.
 - c) La division A achète 10 000 unités de la composante EX1 auprès de la division B parce que la division B ne fonctionnerait pas à pleine capacité si la division A achetait la composante à l'externe.
 - d) La division B vend 50 000 unités de la composante EX1 à des clients externes et la société réalise un bénéfice optimal.
 - e) La division A achète 10 000 unités de la composante EX1 auprès de la division B et le bénéfice de la société augmente de 70 000 \$.
49. Supposons maintenant que la division B vende 46 000 unités à des clients externes au lieu de 50 000 et qu'elle n'a pas modifié sa politique concernant les prix de cession interne. Quel est le prix de cession interne minimum que la division B accepterait afin de fournir à la division A les 10 000 unités dont elle a besoin?
- a) 120,00 \$
 - b) 125,00 \$
 - c) 137,00 \$
 - d) 160,00 \$
 - e) 144,00 \$

50. (-) Le processus qui consiste pour une entreprise à mesurer ses produits, ses services et ses méthodes à ceux des chefs de file du secteur et à chercher à égaler leur performance s'appelle
- a) l'amélioration continue.
 - b) la stratégie des pratiques exemplaires.
 - c) la stratégie de concentration, une des stratégies concurrentielles de Porter.
 - d) l'analyse comparative ou l'étalonnage.
 - e) la gestion intégrale de la qualité.
51. Un système bien conçu de mesure du rendement comporte des mesures qui
- a) sont liées aux objectifs de l'organisation.
 - b) mettent surtout l'accent sur les enjeux à court terme.
 - c) sont raisonnablement objectives et facilement quantifiables.
 - d) a) et c) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.
52. Le rendement du capital investi est une méthode utilisée couramment pour évaluer le rendement des directeurs des centres d'investissement, parce
- a) qu'il comprend les principaux éléments sur lesquels le directeur exerce un contrôle.
 - b) qu'il se prête difficilement à manipulation.
 - c) qu'il permet d'établir des comparaisons entre les centres dans des secteurs différents.
 - d) qu'il incite les directeurs à prendre des décisions qui s'harmonisent avec les objectifs généraux de l'organisation.
 - e) que tout ce qui précède est possible.
53. Des études récentes ont conclu que les dimensions de la personnalité ont une incidence sur le comportement lié au travail et sur le rendement au travail. Parmi les dimensions suivantes, laquelle est la plus importante pour un employé affecté aux relations avec la clientèle qui doit bien répondre aux demandes et aux plaintes des clients?
- a) Souci du travail bien fait.
 - b) Stabilité émotionnelle.
 - c) Ouverture d'esprit.
 - d) Personnalité agréable.
 - e) Introversion.
54. L'efficacité des procédés de modification du comportement comme le renforcement positif peut être réduite par :
- a) Les différences entre les individus.
 - b) La participation des employés à la détermination des récompenses.
 - c) Les normes du groupe.
 - d) a) et c) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.

55. Lequel des éléments suivants est un facteur de motivation selon la théorie de la motivation et de l'hygiène de vie de Herzberg et un besoin de croissance, (de développement ou d'évolution) selon la théorie ERG (existence, relations avec autrui, croissance)?
- a) L'accroissement des responsabilités au travail.
 - b) Compétence technique du patron.
 - c) Relations avec la clientèle.
 - d) Bonnes conditions de travail.
 - e) Sécurité d'emploi.
56. M. Lebrun et M. Legris occupent le même poste dans deux entreprises différentes du même secteur d'activité. M. Lebrun est syndiqué, mais non M. Legris. Leurs régimes de rémunération sont semblables.
- Comment cela se fait-il?
- a) Répercussions des efforts des syndicats.
 - b) Loi sur l'équité salariale.
 - c) Loi sur les droits de la personne.
 - d) Lois sur les normes d'emploi.
 - e) a) et d) à la fois.
57. Parmi les décisions suivantes prises par un comptable en management, laquelle pose un problème d'ordre éthique?
- a) L'exercice tirant à sa fin et le bénéfice étant moindre que prévu, proposer de reporter au prochain exercice une campagne de publicité coûteuse.
 - b) Recommander que la soumission d'un fournisseur offrant un produit de la plus haute qualité mais au plus bas prix, soit rejetée, du fait que les pratiques de ce fournisseur ont un effet nuisible sur l'environnement.
 - c) À la demande du directeur de division, appuyer une proposition sur les projections les plus favorables, passant sous silence les projections potentiellement défavorables.
 - d) Informer le contrôleur qu'on soupçonne un cadre hiérarchique de fournir des données erronées concernant la production dans le but d'augmenter sa prime de fin d'année.
 - e) L'exercice tirant à sa fin et le bénéfice étant moindre que prévu, proposer, pour le quatrième trimestre, une augmentation des primes de rendement du personnel de vente.
58. M. et M^{me} Simard ont deux enfants. Emma a 4 ans et Samuel, 2 ans. M. Simard est à l'emploi d'une grande entreprise manufacturière et travaille de 45 à 60 heures par semaine. Son régime de rémunération prévoit un salaire de base et une prime individuelle, quatre semaines de vacances et un programme complet de soins médicaux et dentaires de base et complémentaires pour sa famille. M^{me} Simard a cessé de travailler durant cinq ans pour prendre soin des enfants et songe à revenir sur le marché du travail si le régime de rémunération est intéressant. Lesquels des avantages suivants pourrait-elle considérer comme intéressants?
- a) Partage de poste et garderie sur place.
 - b) Permission de travailler à la maison et flexibilité des horaires.
 - c) Participation à des ateliers de formation périodiques et voiture de fonction.
 - d) a) et b) à la fois.
 - e) a), b) et c) à la fois.

59. (+) M. Simard est le propriétaire et le dirigeant d'une société privée sous contrôle canadien qui est assujettie à un taux d'imposition total de 18,12 %. La société réalise un bénéfice avant impôts de 25 000 \$ avant salaires et impôts sur le bénéfice. Le seul revenu de M. Simard sera sous forme de salaire ou de dividende versé par sa société. Son revenu personnel est assujetti à un impôt de 15,5 % au fédéral et de 10 % au provincial. La somme de 25 000 \$ sera versée en entier sous forme de salaire ou de dividende. Compte non tenu des crédits d'impôt personnels au niveau fédéral et provincial, si le bénéfice de la société est versé sous la forme d'un dividende plutôt que d'un salaire, l'impôt sur le revenu des particuliers que paiera M. Simard (arrondi au dollar près) sera :
- inférieur de 5 249 \$.
 - supérieur de 150 \$.
 - inférieur de 3 813 \$.
 - supérieur de 1 594 \$.
 - inférieur de 4 968 \$.

Gestion financière

60. Kim inc. se propose d'investir dans un projet d'une durée de deux ans. Ce projet devrait rapporter des flux de trésorerie d'exploitation (nets d'impôts) de 50 000 \$ la première année et de 80 000 \$ la deuxième. L'entreprise exige un taux de rendement interne de 15 %. Quel est le montant maximum qu'elle sera disposée à investir dans ce projet?
- 81 670 \$
 - 103 980 \$
 - 163 340 \$
 - 152 941 \$
 - 130 000 \$

Les renseignements suivants concernent les questions 61 et 62.

YG inc. détermine le coût de son capital en vue de ses décisions d'investissement futures. La direction estime que la structure du capital actuelle de la société à la valeur au marché est optimale, et elle entend la maintenir ainsi dans l'avenir. La dette actuelle comporte un taux d'intérêt de 9 %, mais toute nouvelle dette n'exigera qu'un taux de 6 %. Les actions privilégiées ont une valeur nominale de 80 \$, donnent droit à un dividende de 8 \$ par année et se négocient actuellement à 45 \$. Le cours actuel de l'action ordinaire de YG inc. est de 50 \$; la société vient d'effectuer le versement annuel d'un dividende en espèces de 4 \$ par action. Elle s'attend à majorer son dividende de 10 % par année au cours des prochains exercices. La valeur au marché actuelle de la dette et des capitaux propres de la société s'établit comme suit :

Dette	8 000 000 \$
Actions privilégiées	2 000 000 \$
Actions ordinaires	10 000 000 \$

Le taux d'imposition marginal de la société est de 40 %.

61. Quels sont le coût de la dette après impôts et le coût des actions privilégiées de YG aux fins du calcul du coût moyen pondéré du capital (arrondi au dixième de pourcentage près)?
- a) Coût de la dette = 3,6 % Coût des actions privilégiées = 10,7 %
 - b) Coût de la dette = 5,4 % Coût des actions privilégiées = 10,7 %
 - c) Coût de la dette = 3,6 % Coût des actions privilégiées = 10,0 %
 - d) Coût de la dette = 5,4 % Coût des actions privilégiées = 17,8 %
 - e) Coût de la dette = 3,6 % Coût des actions privilégiées = 17,8 %
62. (+) Supposons que, pour déterminer le coût moyen pondéré du capital, le coût approprié de la dette après impôts soit de 3,9 % et le coût approprié des actions privilégiées, de 14,2 %. Quel est le coût moyen pondéré du capital de YG inc. (arrondi au dixième de pourcentage près)?
- a) 7,4 %
 - b) 10,6 %
 - c) 12,4 %
 - d) 12,0 %
 - e) 8,6 %
-
63. (+) Une obligation a été émise le 1^{er} juin de l'an 1 et arrive à échéance le 1^{er} juin de l'an 15. Nous sommes le 1^{er} juin de l'an 5, et le coupon du 1^{er} juin de l'an 5 vient d'être honoré. L'obligation a une valeur nominale de 1 000 \$ et un taux d'intérêt nominal de 8 % composé semestriellement; le rendement actuel s'établit à 10 %, composé semestriellement. Abstraction faite des impôts, quel est le prix actuel de l'obligation?
- a) 846 \$.
 - b) 878 \$.
 - c) 1 135 \$.
 - d) 1 173 \$.
 - e) 875 \$.
64. GEF inc. estime que, si elle acquiert HIP Itée, société issue du regroupement réalisera des synergies entraînant des économies avant impôts liées à l'exploitation de 1 000 000 \$ par an. À l'heure actuelle, HIP Itée dégage des flux de trésorerie après impôts de 4 000 000 \$. On s'attend à ce que les flux de trésorerie annuels et les économies découlant des synergies se poursuivent indéfiniment. Si le taux d'imposition est de 40 % et si le taux de rendement requis est de 16 %, quel est le maximum que GEF inc. devrait être prête à payer pour HIP Itée?
- a) 21 250 000 \$
 - b) 31 250 000 \$
 - c) 18 750 000 \$
 - d) 28 750 000 \$
 - e) 25 000 000 \$

65. Une entreprise a émis des droits de souscription dans le cadre d'une opération récente de financement. Il faut trois (3) droits de souscription plus 12 \$ pour acheter une nouvelle action. Les actions se négocient actuellement à 15 \$ et la date d'expiration des droits de souscription approche. La valeur minimale d'un droit de souscription s'établit comme suit :

- a) 9 \$.
- b) 1 \$.
- c) 4 \$.
- d) 0 \$.
- e) 3 \$.

66. (+) Une personne possède le portefeuille de placements suivant :

	Montant	Rendement
Placement 1	20 000 \$	8 %
Placement 2	40 000 \$	6 %
Placement 3	70 000 \$	3 %
Placement 4	10 000 \$	10 %

Quel est le taux de rendement attendu du portefeuille en entier?

- a) 3,00 %
- b) 5,07 %
- c) 6,75 %
- d) 7,00 %
- e) 27,00 %

67. La mesure du risque systématique que comportent les actions d'Avignon inc. par rapport à l'actif moyen donne une valeur de 3. La prime de risque du marché est de 12 % et le taux de rendement actuel des obligations d'État à court terme est de 5,5 %. Le taux de rendement des capitaux propres d'Avignon inc. s'établit à

- a) 41,5 %.
- b) 17,5 %.
- c) 36,0 %.
- d) 25,0 %.
- e) 28,5 %.

68. Les conditions de règlement d'Allard inc. sont les suivantes : un escompte de 2 % est accordé lorsque l'achat est réglé dans un délai de 10 jours, et le plein montant est exigible dans un délai de 30 jours (2/10, net dans 30 jours). Si 20 % des clients règlent leur achat au moment de la livraison, 60 % paient le 10^e jour et 20 % paient le 30^e jour, le délai moyen de recouvrement est égal à :

- a) 20 jours.
- b) 12 jours.
- c) la moyenne des comptes clients divisée par la moyenne des ventes quotidiennes.
- d) le montant annuel des ventes à crédit divisé par la moyenne des comptes clients.
- e) b) et d) à la fois.

69. (+) Les produits, les charges et la structure du capital d'une société sont les suivants :

Ventes	500 000 \$
Coûts variables (40 % des ventes)	200 000 \$
Coûts fixes (sauf les intérêts et les impôts)	120 000 \$
Dette (intérêts annuels de 10 %)	800 000 \$
Capitaux propres (100 000 actions)	1 200 000 \$

À partir des renseignements ci-dessus, quel est le ratio de levier d'exploitation de cette société?

- a) 1,5
b) 1,7
c) 2,8
d) 1,8
e) 2,5
70. M. Rouleau possède actuellement un terrain (immobilisation) qu'il compte céder à Holding en se prévalant de sa disposition de roulement (paragraphe 85(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu). La juste valeur marchande du terrain s'établit à 28 000 \$ et son prix de base rajusté se chiffre à 40 000 \$. M. Rouleau recevra en contrepartie du terrain un billet de 10 000 \$ et une action ordinaire sans valeur nominale. La somme choisie par M. Rouleau (et qui détermine le produit de disposition réputé) en vertu du paragraphe 85(1) ne peut être inférieure à
- a) 28 000 \$.
b) 40 000 \$.
c) 10 000 \$.
d) 38 000 \$.
e) 30 000 \$.
71. (+) Le 1^{er} novembre de l'an 10, Kevin Wagner vend un bien en immobilisation pour 300 000 \$. Le prix de base rajusté du bien s'établit à 110 000 \$ et les frais de vente sont de 8 000 \$. Kevin reçoit le paiement en espèces du prix de vente intégral le 10 novembre. Le total du gain en capital imposable à inclure dans le revenu net de Kevin aux fins de l'impôt pour l'an 10 s'élèvera à
- a) 118 000 \$.
b) 91 000 \$.
c) 95 000 \$.
d) 182 000 \$.
e) 190 000 \$.

72. En 2005, Théo Gravel projetait d'investir dans les actions privilégiées de sociétés canadiennes imposables. Un dividende annuel de 10 000 \$ était versé sur ces actions. L'impôt fédéral que Théo aurait payé sur ce revenu en 2005 (si l'on suppose qu'il se situait dans la tranche d'imposition la plus élevée au niveau fédéral, soit 29 %, et si l'on ne tient pas compte des surtaxes) serait établi à :
- a) 2 900 \$.
 - b) 967 \$.
 - c) 1 958 \$.
 - d) 1 208 \$.
 - e) 3 625 \$.

Information financière

73. Au moment d'établir ses écritures de régularisation, Jesson Itée a omis de redresser le compte des primes d'assurance payées d'avance pour tenir compte de l'assurance échue au cours de l'exercice. À la suite de cette erreur,
- a) le bénéfice net est sous-évalué, le solde des bénéfices non répartis est sous-évalué et l'actif est sous-évalué.
 - b) le bénéfice net est surévalué, le solde des bénéfices non répartis est surévalué et l'actif est évalué correctement.
 - c) le bénéfice net est sous-évalué, le solde des bénéfices non répartis est surévalué et l'actif est surévalué.
 - d) le bénéfice net est surévalué, le solde des bénéfices non répartis est surévalué et l'actif est surévalué.
 - e) Aucune des réponses ci-dessus n'est correcte.

74. (+) Voici l'état condensé des résultats d'une société privée sous contrôle canadien pour l'exercice terminé le 31 décembre de l'an 7 (en milliers de dollars) :

Ventes		9 500 \$
Coût des produits vendus	4 200 \$	
Salaires	500	
Amortissement	800	
Publicité et promotion	700	
Divers	<u>1 000</u>	<u>7 200</u>
Bénéfice avant impôts		2 300
Impôts sur le bénéfice		<u>920</u>
Bénéfice net		<u>1 380 \$</u>

Autres renseignements :

1. Le coût des produits vendus comprend les stocks dont la valeur est établie selon la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS). La valeur des stocks, calculée selon les méthodes dernier entré, premier sorti (DEPS) et premier entré, premier sorti (PEPS), s'établit respectivement comme suit (en milliers de dollars) :

	DEPS	PEPS
Stock d'ouverture	125 \$	140 \$
Stock de fermeture	145 \$	155 \$

2. La société se prévaut chaque année de la déduction pour amortissement (DPA) maximale à laquelle elle a droit. Aucune immobilisation n'a été acquise ou aliénée au cours de l'an 7. La fraction non amortie du coût en capital à l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars) s'établit comme suit :

Catégorie 8 (taux de DPA de 20 %)	1 950 \$
Catégorie 10 (taux de DPA de 30 %)	1 300 \$

3. Les charges diverses comprennent ce qui suit (en milliers de dollars) :

Intérêt sur impôts sur le bénéfice payés après la date d'échéance	50 \$
Intérêt se rapportant à l'achat de 80 % des actions d'une autre société canadienne	15 \$
Contribution à un parti politique fédéral enregistré	10 \$

Quel est le bénéfice imposable de la société pour l'an 7 (en milliers de dollars)?

- a) 2 375 \$
 b) 2 385 \$
 c) 2 325 \$
 d) 2 390 \$
 e) 2 370 \$

75. (+) H ltée, une entreprise de construction, comptabilise ses produits d'exploitation selon la méthode de l'avancement des travaux. Elle n'a qu'un projet en cours, dont le prix convenu total est de 42 000 000 \$. Le projet a été amorcé en l'an 1 et devrait s'achever en l'an 3. Les données relatives au projet se résument comme suit (en milliers de dollars) :

	An 1	An 2	An 3
Sommes facturées	14 000 \$	14 000 \$	14 000 \$
Coûts engagés pendant l'exercice	12 000 \$	13 000 \$	14 000 \$
Coûts d'achèvement prévus	24 000 \$	15 000 \$	0

Le bénéfice brut présenté (La perte brute présentée) par H ltée en l'an 2 (en milliers de dollars) s'établit à

- a) (750)\$.
 b) 2 000 \$.
 c) 1 250 \$.
 d) 0 \$.
 e) 1 000 \$.
76. La Société MM vend du matériel à tempérament et, comme il se doit, fait appel à la méthode de comptabilisation à l'encaissement. Les données suivantes sont disponibles pour les ventes à tempérament réalisées en l'an 1 et en l'an 2 :

	An 1	An 2
Ventes à tempérament	600 000 \$	850 000 \$
Coût des marchandises vendues	420 000 \$	680 000 \$
Recouvrements durant l'exercice - ventes de l'an 1	210 000 \$	210 000 \$
- ventes de l'an 2		250 000 \$

Quel est le montant de la marge brute réalisée que la Société MM doit inscrire dans ses résultats de l'an 2?

- a) 170 000 \$
 b) 50 000 \$
 c) 113 000 \$
 d) 138 000 \$
 e) 92 000 \$
77. Parmi les opérations ou événements suivants, lesquels seraient généralement qualifiés d'éléments extraordinaires?
- a) Les pertes au titre des stocks attribuables à une percée technologique imprévue.
 b) Les pertes découlant d'une variation des taux de change due à l'effondrement du marché boursier.
 c) L'expropriation du terrain et du bâtiment d'une société pour l'élargissement d'une route.
 d) Les réductions d'impôts sur les bénéfices par suite de l'utilisation de pertes qui n'avaient pas été constatées au cours d'exercices antérieurs.
 e) Les pertes attribuables à l'insuffisance d'une assurance incendie.

78. TKC Itée vend le produit A 5 000 \$ l'unité, garantie d'un an comprise. L'entreprise offre aussi, pour 400 \$, une garantie prolongée de deux ans qui prend effet au terme de la période de garantie initiale d'un an. Sur la base de l'expérience, la garantie initiale d'un an coûte à l'entreprise en moyenne 80 \$ par unité vendue, et la garantie prolongée, 300 \$ par garantie prolongée vendue. En l'an 10, l'entreprise a vendu 300 unités du produit et 160 garanties prolongées. Les charges pour garantie réelles engagées au cours des années 10, 11, 12 et 13 au titre des unités du produit A vendues en l'an 10 s'établissent comme suit :

An 10	12 000 \$
An 11	24 000 \$
An 12	24 000 \$
An 13	12 000 \$

Si l'on suppose que toutes les ventes et toutes les charges de garantie se sont produites de façon uniforme tout au long de l'exercice, quels montants seront inscrits aux bilans aux 31 décembre de l'an 10 et de l'an 11 au titre de ces garanties?

	An 10	An 11
a) Provision pour garantie	60 000 \$	36 000 \$
b) Produit constaté d'avance au titre de la garantie	64 000 \$	48 000 \$
Provision pour garantie	12 000 \$	-
c) Produit constaté d'avance au titre de la garantie	64 000 \$	32 000 \$
d) Produit constaté d'avance au titre de la garantie	64 000 \$	48 000 \$
Provision pour garantie	60 000 \$	36 000 \$
e) Produit constaté d'avance au titre de la garantie	64 000 \$	64 000 \$
Provision pour garantie	24 000 \$	-

79. Fortis Itée a subi une perte de 160 000 \$ au cours du dernier exercice. On dispose des renseignements suivants pour cet exercice :

Dividendes versés	40 000 \$
Amortissement	30 000 \$
Augmentation des comptes fournisseurs	15 000 \$
Produit de l'émission d'actions	100 000 \$
Remboursement de la dette	50 000 \$

À combien s'élèvent les rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation du dernier exercice?

- a) (205 000)\$
 b) (130 000)\$
 c) (115 000)\$
 d) 65 000 \$
 e) 75 000 \$

80. Les conventions comptables adoptées par une société constituent une information essentielle pour les utilisateurs des états financiers. Lequel des éléments suivants est une information qui doit être fournie concernant les stocks de marchandises?
- La liste des principaux fournisseurs.
 - La composition des stocks, c'est-à-dire les matières premières, les produits en cours et les produits finis.
 - Tout changement apporté à la base d'évaluation des stocks depuis l'exercice précédent.
 - La méthode de détermination du coût des stocks.
 - c) et d) à la fois.

81. Les données suivantes se rapportent au portefeuille de placements à court terme de la Société G, au 31 décembre :

Placements à court terme	Valeur nominale	Nombre d'actions	Coût	Valeur de marché	Gain latent (perte latente)
Actions Air Canadien		1 000	31 500 \$	39 375 \$	7 875 \$
Actions Supérieur		10 500	246 750 \$	243 625 \$	(3 125) \$
Obligations Volatil	100 000 \$		92 750 \$	92 000 \$	(750) \$

Quel devrait être le montant inscrit au poste des placements nets à court terme du bilan de la Société G au 31 décembre si tous les placements dans le portefeuille sont considérés comme détenus à des fins de transaction?

- 378 875 \$
 - 371 000 \$
 - 375 000 \$
 - 378 250 \$
 - 367 125 \$
82. Le 1^{er} janvier de l'an 5, la Société Q a acquis 25 % des actions ordinaires négociées sur le marché de la Société R pour 3 000 000 \$. La Société Q est un important client de la Société R. La valeur comptable de la Société R ce jour-là était de 11 000 000 \$, et la juste valeur d'un bien important ayant une durée de vie restante de 25 ans était de 1 000 000 \$ supérieure à sa valeur comptable. Au cours de l'an 5, la Société R a présenté un bénéfice net de 500 000 \$ et versé des dividendes de 200 000 \$. La valeur marchande des actions de la Société R détenues par la Société Q au 31 décembre de l'an 5 s'établissait à 3 100 000 \$. Quel(s) montant(s) la Société Q devrait-elle constater dans ses résultats de l'an 5 à l'égard de sa participation dans la Société R?
- Revenu de placement de 115 000 \$.
 - Revenu de dividende de 50 000 \$.
 - Revenu de dividende de 50 000 \$ et profit de détention latent de 100 000 \$.
 - 0 \$
 - Revenu de placement de 125 000 \$.

83. Dans le but de construire de nouvelles installations, LL inc. a fait l'acquisition d'un terrain sur lequel se trouve un vieux bâtiment. Les dépenses suivantes sont engagées relativement aux nouvelles installations :

Honoraires d'architecte	3 600 \$
Païement au comptant pour le terrain et le vieux bâtiment qui s'y trouve (80 % se rapportant au terrain)	200 000 \$
Taxe municipale relative au système d'évacuation	2 600 \$
Coût de l'arpentage avant la construction	500 \$
Excavation pour la mise en place des fondations avant la construction	18 500 \$
Frais juridiques pour la recherche des titres	1 500 \$
Construction du nouveau bâtiment	1 500 000 \$
Enlèvement du vieux bâtiment	25 000 \$
Somme récupérée grâce à la vente et à l'enlèvement des matériaux de construction du vieux bâtiment	5 500 \$
Arbres et aménagement paysager, une fois la construction terminée	7 300 \$

Quelle est la valeur du compte du bâtiment au terme de la construction?

- a) 1 518 500 \$
 b) 1 581 600 \$
 c) 1 522 100 \$
 d) 1 522 600 \$
 e) 1 529 400 \$
84. Supposez que vous êtes le chef comptable de DrawPro inc., un fabricant de logiciels. L'entreprise procède au développement d'un nouveau logiciel appelé Outil graphique. À la fin de l'exercice, le directeur de la recherche estimait que la somme de 1 million de dollars a été consacrée à ce logiciel au cours de l'exercice. Il vous a demandé de réduire ses frais en capitalisant 1 million de dollars au titre des frais de recherche et de développement.

Avant de capitaliser ces coûts, de laquelle des questions suivantes **NE TIENDRIEZ-VOUS PAS COMPTE** pour faire en sorte que vos états financiers soient conformes aux principes comptables généralement reconnus?

- a) Le marché futur du logiciel a-t-il été clairement défini?
 b) Le logiciel est-il techniquement réalisable?
 c) Les frais se rapportent-ils aux activités de recherche ou aux activités de développement?
 d) La direction compte-t-elle mettre le logiciel sur le marché dès qu'il sera terminé?
 e) Quand pourra-t-on commencer à commercialiser le logiciel?

Les renseignements suivants concernent les questions 85 et 86.

Les renseignements suivants ont trait à un contrat de location-acquisition non résiliable d'une durée de 4 ans :

Durée du bail (du 1 ^{er} janvier de l'an 1 au 31 décembre de l'an 4)	4 ans
Valeur résiduelle à la fin du bail	11 000 \$
Loyer annuel à payer au début de chaque année	22 890 \$
Juste valeur du bien au 1 ^{er} janvier de l'an 1	90 000 \$
Durée économique du bien	4 ans
Valeur actualisée des loyers	81 915 \$
Taux d'intérêt marginal du preneur	10 %
Taux de rendement implicite du bailleur (connu par le preneur)	8 %

Le bail n'est pas assorti d'une option d'achat à prix de faveur ni d'une option de renouvellement à prix de faveur à la fin du bail; aucuns frais accessoires ne sont exigés. Le preneur et le bailleur utilisent tous les deux la méthode linéaire pour amortir des biens de cette nature.

85. Quel est le montant total des frais reliés au bail que le preneur doit comptabiliser dans ses états financiers en l'an 1?
- 20 479 \$
 - 27 032 \$
 - 22 890 \$
 - 24 508 \$
 - 25 201 \$
86. Supposons que le bailleur ait fabriqué le bien au coût de 75 000 \$ et qu'il le vende habituellement à un prix égal à sa juste valeur marchande, soit 90 000 \$. Supposons en outre que le bailleur ne puisse pas considérer le bail comme un contrat de location-exploitation à des fins comptables. De quel montant augmenterait le bénéfice avant impôts du bailleur pour l'an 1 par suite du bail?
- 4 772 \$
 - 15 000 \$
 - 19 722 \$
 - 6 890 \$
 - 8 522 \$

87. (+) L'information ci-dessous se rapporte au régime de retraite à prestations déterminées de SEN Itée pour l'an 20 :

Rendement réel de l'actif de la caisse de retraite	160 000 \$
Rendement prévu de l'actif de la caisse de retraite	184 000 \$
Prestations de retraite versées aux retraités	90 000 \$
Amortissement du coût des prestations non constatées au titre des services passés	120 000 \$
Amortissement de la perte actuarielle nette non constatée	66 000 \$
Intérêts sur les prestations constituées (obligations au titre des prestations projetées)	290 000 \$
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	640 000 \$

À combien s'est élevée la charge de retraite nette de SEN Itée en l'an 20?

- a) 932 000 \$
- b) 1 022 000 \$
- c) 956 000 \$
- d) 800 000 \$
- e) 866 000 \$

Les renseignements suivants concernent les questions 88 et 89.

Les capitaux propres de ODP inc. au 31 décembre de l'an 5 se répartissaient comme suit :

Actions privilégiées convertibles, à dividende cumulatif de 8 %, 50 000 émises	1 000 000 \$
Actions ordinaires, 200 000 émises	2 000 000 \$
Bénéfices non répartis	1 600 000 \$

Chaque action privilégiée est convertible en deux actions ordinaires. Le 1^{er} janvier de l'an 6, ODP inc. a émis des options d'achat d'actions autorisant le porteur à acheter 60 000 actions ordinaires au prix de 18 \$ l'action. Le 30 septembre de l'an 6, ODP inc. a émis 100 000 actions ordinaires pour une somme de 1 500 000 \$ au comptant. Le bénéfice net après impôts que la société a réalisé pour l'an 6 se chiffrait à 450 000 \$ (si l'on suppose un taux d'imposition de 40 %). Avant l'an 5, les dividendes étaient versés annuellement; par contre, aucun dividende n'a été déclaré ni payé sur les actions privilégiées ou sur les actions ordinaires au cours de l'an 5 et de l'an 6. Aucune action privilégiée n'avait été convertie et aucune option d'achat d'actions n'avait été exercée à la clôture de l'an 6. Le cours moyen de l'action ordinaire de ODP inc. s'établissait à 15 \$ en l'an 6.

88. À combien se chiffre le bénéfice de base par action en circulation de ODP inc. pour l'an 6 (arrondi au cent près)?
- a) 1,50 \$
 - b) 2,00 \$
 - c) 1,23 \$
 - d) 1,29 \$
 - e) 1,64 \$

89. (+) Supposons maintenant que ODP inc. ait versé des dividendes privilégiés au cours de chaque année et qu'un dividende de 0,50 \$ par action ordinaire ait été déclaré et versé le 31 décembre de l'an 6. À combien se chiffre le bénéfice dilué par action de ODP inc. pour l'an 6 (arrondi au cent près)?
- a) 1,38 \$
 - b) 1,14 \$
 - c) 1,88 \$
 - d) 1,44 \$
 - e) 1,64 \$

90. La Société P a acquis 70 % d'un magasin de détail en achetant l'actif de la Société Q au coût de 800 000 \$. La Société P prend également en charge le passif de la Société Q. À la date de la vente, les postes du bilan de la Société Q ainsi que leur juste valeur marchande respective s'établissent comme suit :

	Valeur comptable	Juste valeur marchande
Actif		
Encaisse	60 000 \$	60 000 \$
Autres éléments d'actif à court terme	173 000	383 000
Immobilisations corporelles	<u>457 000</u>	<u>560 000</u>
Total de l'actif	<u>690 000 \$</u>	<u>1 003 000 \$</u>
Passif et capitaux propres		
Passif	240 000 \$	240 000 \$
Capitaux propres	<u>450 000</u>	
Total du passif et des capitaux propres	<u>690 000 \$</u>	

À combien s'établit l'écart d'acquisition à inscrire au bilan consolidé de la Société P?

- a) 37 000 \$
- b) 265 900 \$
- c) 110 000 \$
- d) 97 900 \$
- e) 350 000 \$

Les renseignements suivants concernent les questions 91 et 92.

Univers parallèle inc. (UPL) est une société étrangère, filiale d'une société canadienne, qui en est à sa deuxième année d'exploitation. Les soldes de compte de fin d'exercice d'UPL, figurant dans les livres de la société au 31 décembre et libellés dans la Devise du Pays Hôte (DPH) :

	An 1	An 2
Encaisse	30 000 DPH	150 000 DPH
Comptes clients	45 000 DPH	90 000 DPH
Stocks (méthode PEPS)	40 000 DPH	75 000 DPH
Immobilisations	190 000 DPH	180 000 DPH
Comptes fournisseurs	55 000 DPH	25 000 DPH
Capital-actions	10 000 DPH	10 000 DPH
Bénéfices non répartis, 1 ^{er} janvier	0 DPH	240 000 DPH
Ventes	550 000 DPH	600 000 DPH
Coût des ventes	200 000 DPH	250 000 DPH
Amortissement	10 000 DPH	10 000 DPH
Autres charges liées à l'exploitation	100 000 DPH	120 000 DPH

Autres renseignements :

- 1) Les stocks proviennent des achats effectués de façon uniforme au cours du quatrième trimestre de chacun des deux exercices.
- 2) Les immobilisations ont été achetées le 1^{er} janvier de l'an 1.
- 3) Le capital-actions a été émis le 1^{er} janvier de l'an 1.
- 4) Les ventes, les achats et les charges se sont produits de façon uniforme tout au long de chacun des deux exercices.
- 5) Les taux de change se sont établis comme suit :

	1 DPH = \$ CA	
	An 1	An 2
1 ^{er} janvier	0,36	0,30
31 décembre	0,30	0,34
Moyenne de l'exercice	0,33	0,32
Moyenne du quatrième trimestre	0,31	0,35

91. (+) Si UPL ne dépend pas de sa société mère canadienne en matière de gestion financière et d'exploitation, les sommes devant figurer dans ses états financiers à la clôture de l'an 2, une fois converties (en dollars canadiens), s'établissent comme suit :

- a) Stocks 24 000 \$, ventes 192 000 \$, amortissement 3 200 \$
- b) Stocks 25 500 \$, ventes 204 000 \$, amortissement 3 400 \$
- c) Stocks 25 500 \$, ventes 192 000 \$, amortissement 3 200 \$
- d) Stocks 26 250 \$, ventes 204 000 \$, amortissement 3 400 \$
- e) Stocks 26 250 \$, ventes 192 000 \$, amortissement 3 200 \$

92. (+) Si UPL utilise la méthode du taux courant, quel sera l'écart de conversion cumulatif qui figurera au bilan de la société, au 31 décembre de l'an 2?
- Gain de 9 800 \$
 - Gain de 6 600 \$
 - Gain de 4 400 \$
 - Gain de 6 800 \$
 - 0

93. (+) RJT inc. a été rentable pendant les ans 1 à 5; cependant, en l'an 6, elle a subi une perte comptable inhabituelle avant impôts de 100 000 \$. RJT inc. a des débiteurs de 40 000 \$ qui ont été comptabilisés à titre de produit en l'an 6, mais qui ne seraient constatés aux fins de l'impôt qu'en l'an 7.

Autres renseignements

- RJT inc. a un bénéfice imposable antérieur de 90 000 \$ sur lequel elle peut reporter toute perte imposable subie en l'an 6.
- RJT inc. s'attend à réaliser un bénéfice considérable au cours de chacune des cinq prochaines années.
- Le taux d'imposition actuel de 40 % de RJT inc. est demeuré le même pendant les cinq années précédentes.
- À la fin de l'an 5, le bilan de RJT inc. ne comportait aucun actif ni passif d'impôts futurs.

Dans les états financiers de RJT inc. pour l'an 6, à combien se chiffre l'économie et (ou) la charge au titre des impôts exigibles et futurs?

- Économie d'impôts exigibles de 36,000 \$; économie d'impôts futurs de 4,000 \$
 - Économie d'impôts exigibles de 56,000 \$; charge d'impôts futurs de 16,000 \$
 - Économie d'impôts exigibles de 0 \$; économie d'impôts futurs de 40,000 \$
 - Économie d'impôts exigibles de 24,000 \$; économie d'impôts futurs de 16,000 \$
 - Économie d'impôts exigibles de 36,000 \$; charge d'impôts futurs de 16,000 \$
94. (+) Le 9 décembre de l'an 10, la Société X, une entreprise canadienne, a acquis des stocks d'un fournisseur britannique au coût de 100 000 £. L'achat doit être réglé en livres (£) le 8 janvier de l'an 11. Voici les taux de change de la livre sterling :

9 décembre de l'an 10	1 £ = 1,50 \$
31 décembre de l'an 10	1 £ = 1,55 \$
8 janvier de l'an 11	1 £ = 1,57 \$

Pour la Société X, dont l'exercice se termine le 31 décembre, ces opérations ont donné lieu aux résultats de change suivants :

- perte de 0 \$ en l'an 10 et perte de 7 000 \$ en l'an 11.
- perte de 5 000 \$ en l'an 10 et perte de 2 000 \$ en l'an 11.
- gain de 5 000 \$ en l'an 10 et gain de 2 000 \$ en l'an 11.
- gain de 0 \$ en l'an 10 et gain de 7 000 \$ en l'an 11.
- perte de 55 000 \$ de l'an 10 et perte de 2 000 \$ de l'an 11.

Les renseignements suivants concernent les questions 95 à 98.

Les données présentées ci-après et tirées des états financiers de RCL inc. sont exprimées en milliers de dollars :

	31 décembre	
	An 10	An 9
Encaisse	87 \$	111 \$
Titres négociables	40	50
Débiteurs (nets)	180	190
Stock de marchandises	432	366
Immobilisations corporelles (montant net)	640	800
Total de l'actif	1 379	1 517
Passif à court terme	455	517
Total du passif	695	837
Actions ordinaires	500	500
Bénéfices non répartis	184	180
Ventes nettes (100 % à crédit)	1 800 \$	1 900 \$
Coût des produits vendus	1 080	1 045
Charges d'exploitation, sans les amortissements	468	412
Amortissement	160	200
Intérêts débiteurs	19	26
Charge d'impôts	29	87
Bénéfice net	44	130
Dividendes déclarés et versés	40	60

95. Quel est le ratio de liquidité relative pour l'an 10?
- a) 3,03
 - b) 0,44
 - c) 1,62
 - d) 1,98
 - e) 0,67
96. Quelle est le délai moyen de rotation des stocks de marchandises (sur la base d'une année de 365 jours) de RCL inc. en l'an 10?
- a) 74 jours
 - b) 135 jours
 - c) 81 jours
 - d) 124 jours
 - e) 202 jours

97. Quel est le ratio de couverture des intérêts pour l'an 10?
- a) 4,8
 - b) 37,9
 - c) 2,3
 - d) 16,8
 - e) 3,3
98. Quel est le ratio emprunts/capitaux propres pour l'an 10?
- a) 1,39
 - b) 1,02
 - c) 0,35
 - d) 0,50
 - e) 3,78
-
99. Le 1^{er} janvier de l'an 1, BDS inc. a émis pour 1 000 000 \$ d'obligations portant intérêt au taux de 8 % et échéant dans cinq ans; des intérêts semestriels sont payables les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Comme les investisseurs n'étaient prêts à accepter qu'un taux d'intérêt effectif de 10 % par année (composé semestriellement), les obligations se sont vendues au prix de 922 783 \$. Si l'on utilise la méthode des intérêts effectifs, quelle serait la charge d'intérêts comptabilisée par BDS inc. pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin de l'an 1?
- a) 46 139 \$
 - b) 40 000 \$
 - c) 36 911 \$
 - d) 50 000 \$
 - e) 47 772 \$
100. (-) Lequel des éléments suivants **N'EST PAS TENUE** de présenter une société faisant appel public à l'épargne et ayant d'importants secteurs d'exploitation?
- a) Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de chaque secteur.
 - b) Les facteurs utilisés pour définir les secteurs isolables.
 - c) L'amortissement des immobilisations de chaque secteur.
 - d) Le rapprochement des produits des secteurs isolables et du total des produits de l'entreprise.
 - e) La méthode de comptabilisation des opérations entre les divers secteurs.

101. CLC, un organisme sans but lucratif qui aide les enfants à améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture, rend compte de ses activités selon la comptabilité par fonds. M. Dumais a fait un don de 250 000 \$ à CLC pour financer une activité particulière qui vise à accroître les capacités de lecture et d'écriture des enfants. Dans lequel des fonds suivants CLC devrait comptabiliser le don?
- Fonds d'administration.
 - Fonds de réserves.
 - Fonds des immobilisations.
 - Fonds en fidéicommis.
 - Fonds de dotation.

Compétences transversales

Les renseignements suivants concernent les questions 102 et 103.

La Société HGML fabrique un seul produit au moyen d'une seule machine qui a une capacité de production annuelle de 100 000 unités. L'an dernier, l'entreprise a fabriqué et vendu 80 000 unités. Elle songe à remplacer la machine par une nouvelle machine automatisée qui éliminerait tous les coûts de main-d'œuvre directe; toutefois, cette machine exigerait des matières premières de meilleure qualité et le versement de droits de licence de 1 \$ par unité. Les coûts de production comparatifs des deux machines s'établissent comme suit pour deux niveaux de production :

	80 000 unités		100 000 unités	
	Vieille machine	Nouvelle machine	Vieille machine	Nouvelle machine
Matières premières	120 000 \$	152 000 \$	150 000 \$	190 000 \$
Main-d'œuvre directe	80 000	-	100 000	-
Amortissement	50 000	70 000	50 000	70 000
Droits de licence	-	80 000	-	100 000
Autres frais généraux de fabrication	<u>350 000</u>	<u>280 000</u>	<u>380 000</u>	<u>310 000</u>
Total	<u>600 000 \$</u>	<u>582 000 \$</u>	<u>680 000 \$</u>	<u>670 000 \$</u>

Le prix de vente se chiffre à 10 \$ l'unité. Tous les frais de vente et d'administration sont fixés à 300 000 \$ par an, et ne changeraient pas si on achetait la nouvelle machine. Le taux d'imposition de la société est de 40 %, et le coût du capital après impôts est de 10 %. La durée de vie utile de la nouvelle machine serait de trois ans, ce qui correspond à la vie utile restante de la vieille machine. La valeur d'aliénation des deux machines serait négligeable au terme des trois ans. Voici d'autres données concernant les deux machines :

	Vieille machine	Nouvelle machine
Coût en capital initial	250 000 \$	210 000 \$
Valeur marchande actuelle	120 000 \$	210 000 \$
Valeur comptable actuelle	180 000 \$	
Fraction non amortie du coût en capital (FNACC)	195 500 \$	
Taux de DPA	30 %	30 %

102. Si l'entreprise continue d'utiliser la vieille machine, quelle sera la marge sur coûts variables par unité du produit?
- a) 7,50 \$
 - b) 4,00 \$
 - c) 6,925 \$
 - d) 3,70 \$
 - e) 6,00 \$
103. (+) Quelle serait l'économie d'impôts additionnelle découlant de la déduction pour amortissement fiscal si l'entreprise achetait la nouvelle machine au lieu de conserver la vieille machine?
- a) 25 773 \$
 - b) 27 000 \$
 - c) 8 591 \$
 - d) 4 152 \$
 - e) 20 618 \$

Les renseignements suivants concernent les questions 104 et 105.

La Société A est une maison d'édition qui se spécialise dans le marché de l'éducation postsecondaire. Au cours du prochain exercice, l'une des stratégies de la Société A vise à accroître le développement et l'utilisation du livre électronique. Les cégeps et universités utilisent de plus en plus le livre électronique, et l'entreprise souhaiterait augmenter sa part de ce marché. Le tableau suivant présente certains résultats de la Société A pour les trois derniers exercices :

	An 8		An 9		An 10	
	Société (milliers)	Segment du livre électronique (milliers)	Société (milliers)	Segment du livre électronique (milliers)	Société (milliers)	Segment du livre électronique (milliers)
Total des ventes	30 000 \$	2 400 \$	31 500 \$	3 150 \$	32 400 \$	4 212 \$
Marge sur coûts variables	8 400	821	8 568	1 213	8 904	1 761
Bénéfice d'exploitation net	3 000	235	3 240	485	3 300	889

Le volume des ventes (milliers de dollars) du marché du livre électronique s'établit comme suit pour les trois derniers exercices :

An 8	100 000 \$
An 9	120 000 \$
An 10	144 000 \$

104. (+) Selon l'analyse des tendances ou l'analyse horizontale, lequel des énoncés suivants est vrai?
- La marge sur coûts variables de l'entreprise augmente plus rapidement que le bénéfice d'exploitation net.
 - L'entreprise augmente sa part du marché du livre électronique.
 - La performance du segment du livre électronique est supérieure à celle de l'ensemble de l'entreprise.
 - a) et b) à la fois.
 - b) et c) à la fois.
105. La Société A élabore ses stratégies en tenant compte de leur incidence sur le triple résultat net (économique, environnemental et social). La stratégie définie par la Société A au cours du prochain exercice met l'accent sur lequel des éléments du triple résultat net?
- Économique.
 - Environnemental.
 - Social.
 - a) et b) à la fois.
 - Tout ce qui précède.

Fin de l'examen

Solution de l'Exemple d'Examen d'admission 2008

Résumé des réponses :

1	d	26	c	51	d	76	c	101	b
2	a	27	d	52	a	77	c	102	e
3	a	28	a	53	d	78	b	103	a
4	c	29	d	54	d	79	c	104	e
5	d	30	a	55	a	80	e	105	d
6	b	31	d	56	a	81	c		
7	e	32	c	57	c	82	a		
8	e	33	d	58	d	83	c		
9	e	34	d	59	e	84	e		
10	d	35	b	60	b	85	e		
11	c	36	b	61	e	86	c		
12	a	37	e	62	c	87	a		
13	d	38	b	63	e	88	e		
14	a	39	a	64	d	89	a		
15	d	40	e	65	b	90	b		
16	c	41	d	66	b	91	c		
17	e	42	b	67	a	92	b		
18	b	43	e	68	b	93	a		
19	b	44	b	69	b	94	b		
20	e	45	d	70	a	95	e		
21	c	46	b	71	b	96	b		
22	a	47	b	72	c	97	a		
23	b	48	e	73	d	98	b		
24	d	49	c	74	a	99	a		
25	c	50	d	75	a	100	a		

Gestion stratégique

1. Réponse : d.
L'énoncé de mission décrit le champ d'activités actuel de l'organisation (qui nous sommes et ce que nous faisons).
2. Réponse : a.
La présence d'Internet touche toutes les forces concurrentielles (énoncés a) à e)), mais c'est sur la rivalité entre les entreprises concurrentes (énoncé a)) qu'elle a le plus d'incidence. La capacité de recueillir de l'information dans Internet permet aux entreprises d'en savoir plus sur leurs compétiteurs, ce qui nourrit et attise la rivalité concurrentielle.
3. Réponse : a.
4. Réponse : c.
Dans un régime de décentralisation, les avantages d'une décision pour une unité organisationnelle peuvent faire augmenter les coûts d'une autre unité, ce qui donne lieu à la prise de décisions non optimale et à la divergence des efforts. Tous les autres énoncés sont vrais.
5. Réponse : d.
Le changement graduel est une stratégie évolutive qui consiste à apporter de légères améliorations à l'organisation existante et à progresser peu à peu vers la réalisation des objectifs de la politique de changement. L'amélioration continue consiste habituellement à réaliser un changement graduel parce qu'elle permet d'apporter de légères améliorations aux processus de travail existants. En outre, le changement graduel se heurte à moins de résistance et comporte moins de risques qu'une stratégie de changement radical (énoncé b)). La décristallisation et la recristallisation sont des éléments du modèle du champ de forces : la gestion du changement commence par la décristallisation de la situation actuelle (énoncé c)), ce qui crée un déséquilibre entre les forces qui font avancer le changement et celles qui le freine, et se termine par la recristallisation (énoncé e)), qui renforce et maintient les nouveaux modèles de rôle. Les énoncés a), c) et e) sont des techniques de gestion du changement dont l'efficacité serait limitée dans un contexte d'amélioration continue.

Gestion du risque et gouvernance

6. Réponse : b.
7. Réponse : e.
Par contrôle interne, on entend les politiques et les procédures définies et maintenues par la direction en vue d'atteindre l'objectif qu'elle s'est fixés, soit d'assurer la conduite ordonnée et efficiente des activités de l'entité. Il s'agit notamment du plan stratégique d'organisation et de toutes les méthodes adoptées par l'entreprise pour optimiser l'utilisation des ressources (énoncé c)), prévenir et détecter les erreurs et les fraudes, respecter les politiques, les plans, les lois et les règlements, protéger les actifs (énoncé a)), assurer l'exactitude et la fiabilité des documents comptables (énoncé a)), favoriser l'efficacité et l'économie organisationnelles (énoncé b)) et encourager le recours à des processus décisionnels efficaces. Par conséquent, l'énoncé e) est la bonne réponse.
8. Réponse : e.

9. Réponse : e.
L'environnement de contrôle désigne la conscience qu'ont les administrateurs et les membres de la direction de l'existence des contrôles internes et de l'importance que ces derniers revêtent dans l'entreprise, l'attitude que ces personnes adoptent en général et les mesures qu'elles prennent à l'égard des contrôles internes et de leur importance au sein de l'entreprise. Parmi les facteurs qui influent sur l'environnement de contrôle figurent la philosophie et le style de gestion des administrateurs et de la direction, la structure organisationnelle, les méthodes d'attribution des pouvoirs et des responsabilités, et les moyens employés pour imposer le contrôle. La qualité du personnel constitue le facteur le plus important pour la protection des actifs d'une entreprise et la fiabilité des données comptables. Si les employés sont compétents, fiables et intègres, ils accompliront leurs tâches de manière assidue et honnête, et il y a lieu de croire que les actifs de l'entreprise seront protégés contre les risques divers et que les données comptables seront relativement exemptes d'erreurs, même s'il manque d'autres éléments à l'environnement de contrôle (énoncé a)). Il importe également que de bonnes procédures d'autorisation aient été mises en place pour que toutes les opérations soient amorcées ou approuvées par une personne qui a l'autorité voulue ou à qui le pouvoir a été dûment délégué (énoncé d)).
- On peut penser qu'un employé qui ne prend jamais de vacances fait preuve de loyauté et de dévouement, mais il est possible qu'il veuille tout simplement empêcher qu'un autre employé, chargé temporairement d'accomplir ses fonctions, ne découvre des irrégularités et même des opérations frauduleuses, comme la fraude par reports différés. Par conséquent, l'énoncé b) est faux. Peu importe la mesure dans laquelle le personnel est compétent et fiable, pour que toutes les tâches nécessaires soient exécutées de manière efficace et rapide, il faut définir clairement les pouvoirs et les responsabilités de chaque employé. Par conséquent, l'énoncé c) est faux.
10. Réponse : d.
11. Réponse : c.
Les énoncés a), b), d) et e) représentent tous des risques courants que les contrôles internes essaient de réduire ou d'atténuer. L'énoncé c) est correct parce que les contrôles internes n'ont aucun effet sur les risques externes, comme ceux que comportent les placements à court terme.
12. Réponse : a.
Le contrôle constitue le principal mécanisme de prévention des fraudes. Il incombe en premier lieu à la direction d'établir et de maintenir un contrôle. Au bout du compte, la prévention s'effectue au moyen des politiques et des procédures établies par la direction.
13. Réponse : d.
Confier au chef d'un service la tâche de distribuer les chèques de paie aux subalternes constitue une faiblesse du contrôle interne. Il peut embaucher des employés fictifs et encaisser leurs chèques en utilisant de fausses identités. Les énoncés a), b), c) et e) représentent des tâches appropriées pour le chef d'un service.
14. Réponse : a.
Un système de contrôle interne peut difficilement détecter les actes frauduleux commis par un groupe d'employés (cas de collusion). Des employés qui s'entendent pour frauder l'entreprise peuvent contourner de tels contrôles.

15. Réponse : d.
Les programmes de qualité de vie au travail et les cercles de qualité sont des approches axées sur les personnes en vue du changement organisationnel; ils ont pour effet d'améliorer la qualité de vie au travail des employés (énoncé c)) tout en augmentant la productivité des groupes et des organisations (énoncé a)). Il ne s'agit pas de structures organisationnelles (énoncé b).
16. Réponse : c.
L'expropriation est une forme de nationalisation en vertu de laquelle le gouvernement verse une indemnité à l'entreprise dont elle a acquis les actifs.
- Choix a) – De façon générale, la nationalisation est une opération par laquelle un gouvernement acquiert les actifs d'une entreprise privée.
Choix b) – La privatisation est l'opération inverse de la nationalisation.
Choix d) – Le rapatriement limite le montant des bénéfices réalisés dans le pays étranger que l'entreprise canadienne peut faire rentrer au Canada.
Choix e) – La confiscation est une forme de nationalisation en vertu de laquelle le gouvernement ne verse aucune indemnité à l'entreprise étrangère.
17. Réponse : e.
La responsabilité première de la formulation et de la mise en application d'une stratégie globale d'entreprise incombe à la haute direction. Le premier rôle stratégique du conseil d'administration est d'exercer une surveillance de manière que la gestion stratégique serve au mieux les intérêts des actionnaires (dans le cas des sociétés ouvertes et des sociétés fermées) ou des parties intéressées (dans le cas des organismes sans but lucratif). Il s'agit 1) d'évaluer d'un œil critique les plans d'action stratégiques de l'organisation, puis de les approuver (énoncé c)), et 2) d'évaluer les compétences en leadership stratégique du chef de la direction et d'autres cadres supérieurs susceptibles de lui succéder (énoncé a)). Par conséquent, le conseil d'administration approuve – mais ne formule pas – la stratégie (énoncé b)) ou la vision globale (énoncé d)) de l'entreprise.
18. Réponse : b.
Le conseil d'administration a de nombreuses responsabilités, dont la supervision de l'orientation de la stratégie et des démarches commerciales de l'entreprise (énoncé a), l'évaluation des compétences des cadres supérieurs en matière d'élaboration et d'exécution des stratégies (énoncé c), la surveillance de l'efficacité des méthodes de gouvernance de l'entreprise (énoncé d), et l'intégrité des systèmes de comptabilité et d'information financière de l'entreprise (énoncé e). La rémunération des dirigeants clés et des membres du conseil devrait être établie en fonction des intérêts à **long** terme de l'entreprise et de ses actionnaires, plutôt qu'à court terme. Par conséquent, l'énoncé b) est **incorrect** et est la bonne réponse.

Gestion de la performance

19. Réponse : b.
Un coût direct est un coût qui est directement affectable au produit ou au service dont on établit le coût de revient. L'énoncé a) décrit un coût standard, l'énoncé c) décrit un coût variable, l'énoncé d) décrit un coût fixe et l'énoncé e) décrit un coût pertinent. Un coût direct peut aussi être un coût standard, variable, fixe ou pertinent, mais l'inverse n'est pas toujours le cas.

20. Réponse : e.

	Valeur de réalisation des produits après transformation supplémentaire	-	Coûts spécifiques	=	Valeur de réalisation nette
Produit chimique A	120 000 \$	-	78 000 \$	=	42 000 \$
Produit chimique B	180 000	-	103 000	=	77 000
Produit chimique C	100 000	-	44 000	=	<u>56 000</u>
					<u>175 000 \$</u>

Coûts communs attribués au produit chimique B
 $= 77\ 000 \$ \div 175\ 000 \$ \times (35\ 000 \$ + 55\ 000 \$)$
 $= 44 \% \times 90\ 000 \$ = 39\ 600 \$$

Choix a) – On utilise la valeur de réalisation au point de séparation comme unité d'œuvre :
 $(80\ 000 \$ / 180\ 000 \$) \times 90\ 000 \$ = 40\ 000 \$$

Choix b) – On utilise le rapport entre les coûts spécifiques et la valeur de réalisation après
transformation supplémentaire du produit chimique B comme unité d'œuvre :
 $(103\ 000 \$ / 180\ 000 \$) \times 90\ 000 \$ = 51\ 500 \$$

Choix c) – On utilise les coûts spécifiques comme unité d'œuvre : $[103\ 000 \$ / (78\ 000 \$ + 103\ 000 \$ + 44\ 000 \$)] \times 90\ 000 \$ = 41\ 200 \$$

Choix d) – On utilise la valeur de réalisation après transformation supplémentaire comme unité
d'œuvre : $(180\ 000 \$ / 400\ 000 \$) \times 90\ 000 \$ = 40\ 500 \$$

21. Réponse : c.

	Valeur de réalisation nette	-	Valeur de réalisation des produits au point de séparation	=	Augmentation (diminution) du bénéfice
Produit chimique A	42 000 \$	-	40 000 \$	=	2 000 \$
Produit chimique B	77 000	-	80 000	=	(3 000)
Produit chimique C	<u>56 000</u>	-	<u>60 000</u>	=	<u>(4 000)</u>
	<u>175 000 \$</u>		<u>180 000 \$</u>		<u>(5 000) \$</u>

La valeur de réalisation nette (c'est-à-dire le produit des ventes marginal diminué des coûts spécifiques) de transformation supplémentaire des produits chimiques après le point de séparation) des produits chimiques B et C est inférieure à leur valeur de réalisation au point de séparation. Par conséquent, si les produits chimiques B et C ne font pas l'objet d'une transformation supplémentaire après le point de séparation, le bénéfice augmenterait de $3\ 000 \$ + 4\ 000 \$ = 7\ 000 \$$.

Choix a) – Bénéfice additionnel provenant d'une transformation supplémentaire de tous les produits chimiques.

Choix b) – Bénéfice additionnel provenant d'une transformation supplémentaire du produit chimique A.

Choix d) – Augmentation du bénéfice si le produit chimique B ne fait pas l'objet d'une transformation supplémentaire.

Choix e) – Augmentation du bénéfice si le produit chimique C ne fait pas l'objet d'une transformation supplémentaire.

22. Réponse : a.

Matières premières utilisées (30 000 \$ + 82 000 \$ - 37 000 \$)	75 000 \$
Main-d'œuvre directe	60 000
Frais généraux de fabrication imputés (60 000 \$/15 \$ x 10 \$)	<u>40 000</u>
Total des coûts de fabrication	175 000
Stock des produits en cours – 1 ^{er} mars	12 000
Stock des produits en cours – 31 mars	<u>(18 000)</u>
Coût des produits fabriqués	169 000
Stock d'ouverture des produits – 1 ^{er} mars	<u>72 000</u>
Coût des produits destinés à la vente	<u><u>241 000 \$</u></u>

Choix b) – Coût des produits fabriqués de 169 000 \$

Choix c) – Coût des produits vendus : 241 000 \$ - 93 000 \$ = 148 000 \$

Choix d) – Ce chiffre est égal à la somme du total des coûts de fabrication et du stock d'ouverture des produits en cours : 175 000 \$ + 12 000 \$ = 187 000 \$

Choix e) – Total des coûts de fabrication de 175 000 \$

23. Réponse : b.

24. Réponse : d.

La gestion intégrale de la qualité (GIQ) (ou gestion de la qualité totale) peut être définie dans les termes suivants : « la gestion de l'ensemble de l'organisation de manière à ce que celle-ci excelle dans toutes les dimensions des produits et services qui importent au client. » L'énoncé d) est donc faux. Les autres énoncés sont vrais.

25. Réponse : c.

Les encaissements prévus pour le troisième trimestre sont calculés comme suit :

Encaissements de :	mai — 120 000 \$ × 15 % =	18 000 \$
	juin — 140 000 \$ × 45 % =	63 000
	juillet — 160 000 \$ × 95 % =	152 000
	août — 150 000 \$ × 80 % =	120,000
	septembre — 130 000 \$ × 50 % =	<u>65 000</u>
Total des encaissements		<u>418 000 \$</u>

Choix a) On ne prend pas en compte les encaissements des ventes de mai à juin.

Encaissements de :	juillet — 160 000 \$ × 95 % =	152 000 \$
	août — 150 000 \$ × 80 % =	120 000
	septembre — 130 000 \$ × 50 % =	<u>65 000</u>
Total des encaissements		<u>337 000 \$</u>

Choix b) On suppose que les montants irrécouvrables sont encaissés au cours du deuxième mois suivant la vente.

Encaissements de :	mai — 120 000 \$ × 20 % =	24 000 \$
	juin — 140 000 \$ × 50 % =	70 000
	juillet — 160 000 \$ × 100 % =	160 000
	août — 150 000 \$ × 80 % =	120 000
	septembre — 130 000 \$ × 50 % =	<u>65 000</u>
Total des encaissements		<u>439 000 \$</u>

Choix d) On suppose que toutes les ventes du troisième trimestre sont encaissées au cours de ce même trimestre.

Encaissements de :	juillet — 160 000 \$ × 100 % =	160,000 \$
	août — 150 000 \$ × 100 % =	150,000
	septembre — 130 000 \$ × 100 % =	<u>130,000</u>
Total des encaissements		<u>440,000 \$</u>

Choix e) On suppose que 5 % des ventes d'avril sont encaissées en juillet.

Encaissements de :	avril — 100 000 \$ × 5 % =	5 000 \$
	mai — 120 000 \$ × 15 % =	18 000
	juin — 140 000 \$ × 45 % =	63 000
	juillet — 160 000 \$ × 95 % =	152 000
	août — 150 000 \$ × 80 % =	120 000
	septembre — 130 000 \$ × 50 % =	<u>65 000</u>
Total des encaissements		<u>423 000 \$</u>

26. Réponse : c.

Matières premières	140 \$
Réglage des machines (3 x 180 \$/60)	9
Manutention des matières (15 \$ x 35)	525
Usinage (50 \$ x 6)	300
Montage (30 \$ x 4)	<u>120</u>
Coût de fabrication par unité	<u>1 094 \$</u>

Prix à facturer pour réaliser une marge brute de 35 % = 1 094 \$/0,65 = 1 683 \$ (arrondi)

Choix a) – Application erronée du pourcentage de marge brute :

$$1\,094 \$ \times 1,35 = 1\,477 \$ \text{ (arrondi)}$$

Choix b) – Les coûts des matières premières ne sont pas inclus dans les coûts de fabrication :

$$(9 \$ + 525 \$ + 300 \$ + 120 \$)/0,65 = 954 \$/0,65 = 1\,468 \$ \text{ (arrondi)}$$

Choix d) – Sans la marge brute : coût de 1 094 \$

Choix e) – Application erronée du pourcentage de marge brute :

$$1\,094 \$/0,35 = 3\,126 \$ \text{ (arrondi)}$$

27. Réponse : d.

Le système de coûts budgétés prend en compte les coûts budgétés et les heures de travail professionnel (HTP) budgétés pour déterminer les taux des coûts directs et indirects.

$$\text{Taux budgété des coûts directs} = (92\,000 \$ \times 8 + 41\,600 \$ \times 10) \div 28\,800 \text{ HTP}$$

$$= 40,00 \$ \text{ par HTP}$$

$$\text{Taux budgété des coûts indirects} = 691\,200 \$ \div 28\,800 \text{ PLH} = 24,00 \$ \text{ par HTP}$$

Choix a) Les coûts réels et les HTP réelles sont utilisés par erreur dans le calcul des taux :

$$\text{Taux réel des coûts directs} = (95\,000 \$ \times 8 + 47\,840 \$ \times 10) \div 29\,200 \text{ HTP}$$

$$= 42,41 \$ \text{ par HTP}$$

$$\text{Taux réel des coûts indirects} = 711\,936 \$ \div 29\,200 \text{ HTP} = 24,38 \$ \text{ par HTP}$$

Choix b) Les coûts réels sont utilisés par erreur dans le calcul des taux :

$$\text{Taux des coûts directs} = (95\,000 \$ \times 8 + 47\,840 \$ \times 10) \div 28\,800 \text{ HTP}$$

$$= 43,00 \$ \text{ par HTP}$$

$$\text{Taux des coûts indirects} = 711\,936 \$ \div 28\,800 \text{ HTP} = 24,72 \$ \text{ par HTP}$$

Choix c) Les HTP réelles sont utilisées par erreur dans le calcul des taux :

$$\text{Taux des coûts directs} = (92\,000 \$ \times 8 + 41\,600 \$ \times 10) \div 29\,200 \text{ HTP}$$

$$= 39,45 \$ \text{ par HTP}$$

$$\text{Taux des coûts indirects} = 691\,200 \$ \div 29\,200 \text{ HTP} = 23,67 \$ \text{ par HTP}$$

Choix e) Les taux des coûts directs et indirects se chiffrent respectivement à 40,00 \$ et 24,00 \$ par HTP (énoncé a).

28. Réponse : a.
Les coûts directs et indirects sont attribués en fonction des heures de travail professionnel accomplies à la fois par les avocats et les auxiliaires. Les coûts attribués au client A et au client B devraient être les mêmes, parce qu'ils ont nécessité le même nombre d'heures de travail professionnel (client A : $13 + 31 = 44$; client B = $25 + 19 = 44$).
- Choix b) Le temps de déplacement et de communication n'est pas pris en compte dans l'attribution des coûts directs et indirects aux clients.
- Choix c) Les salaires plus élevés des avocats ne sont pas pris en compte dans l'attribution des coûts directs et indirects aux clients.
- Choix d) Les coûts indirects attribués aux clients sont calculés en fonction du total des heures de travail professionnel et non des heures des auxiliaires seulement.
- Choix e) Les coûts directs attribués aux clients sont calculés en fonction du total des heures de travail professionnel et non des heures des avocats seulement.
29. Réponse : d.
Selon la méthode de répartition directe, les coûts des sections auxiliaires sont attribués directement aux ateliers de production comme suit :
- | | | |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------|
| Contrôle de la qualité : | $350\,000 \$ \times (21\,000/28\,000) =$ | <u>262 500 \$</u> |
| Maintenance : | $200\,000 \$ \times (18\,000/30\,000) =$ | <u>120 000</u> |
| Coût total des sections auxiliaires attribués à la section Usinage | | <u><u>382,500 \$</u></u> |
- Choix a) – On inclut les coûts de la section Usinage : $382\,500 \$ + 400\,000 \$ = 782\,500 \$$
- Choix b) – Les dénominateurs (heures totales) qu'on utilise sont incorrects : $[350\,000 \$ \times (21\,000/35\,000)] + [200\,000 \$ \times (18\,000/40\,000)] = 300\,000 \$$
- Choix c) – Il s'agit uniquement des coûts de 120 000 \$ de la section Maintenance qui sont attribués à la section Usinage,
- Choix e) – Il s'agit uniquement des coûts de 262 500 \$ de la section Contrôle de la qualité qui sont attribués à la section Usinage.
30. Réponse : a.
La méthode de répartition séquentielle tient compte partiellement des services fournis par des sections auxiliaires à d'autres sections auxiliaires. Elle consiste à attribuer les coûts d'une section auxiliaire à une autre avant d'attribuer les coûts de la seconde section auxiliaire aux ateliers de production. Les coûts de la section Contrôle de la qualité qui sont attribués à la section Usinage sont calculés comme suit :
- $$[350\,000 \$ + (200\,000/40\,000 \times 10\,000)]/28\,000 \times 21\,000 = 300\,000 \$$$
- Choix b) – Méthode de répartition directe : $350\,000 \$ \times (21\,000/28\,000) = 262\,500 \$$
- Choix c) – Le taux (coefficient) de répartition est erroné : $[(200\,000 \$ \times 7\,000/35\,000) + 350\,000 \$]/30\,000 \times 18\,000 = 234\,000 \$$
- Choix d) – On ne tient pas compte des coûts de la section Maintenance et on utilise le mauvais dénominateur : $350\,000 \$/35\,000 \times 21\,000 = 210\,000 \$$
- Choix e) – Méthode de répartition réciproque : coûts de la section Contrôle de la qualité (CQ)
 $= 350\,000 \$ + (10\,000/40\,000) \times [200\,000 \$ + (7\,000/35\,000) \times CQ] = 400\,000 \$ + 0,05CQ$
 $= 400\,000 \$/0,95 = 421\,053 \$$
 Coûts attribués à la section Usinage = $(21\,000/60\,000) \times 421\,053 \$ = 252\,632 \$$.

31. Réponse : d.

Écart total sur volume des ventes	2 100 \$	défavorable
Écart sur composition des ventes	<u>+ 900</u>	favorable
Écart sur quantité des ventes	3 000 \$	défavorable
Écart sur part de marché	<u>+ 500</u>	favorable
Écart sur taille du marché	<u>3 500 \$</u>	défavorable

- Choix a) L'écart sur part de marché est déduit de l'écart sur quantité des ventes, ce qui est incorrect : $2\ 100 \$ + 900 \$ - 500 \$ = 2\ 500 \$$ défavorable
- Choix b) L'écart sur composition des ventes est déduit de l'écart total sur volume des ventes, ce qui est incorrect : $2\ 100 \$ - 900 \$ + 500 \$ = 1\ 700 \$$ défavorable
- Choix c) L'écart sur composition des ventes est déduit de l'écart total sur volume des ventes et l'écart sur part de marché est déduit de l'écart sur quantité des ventes, ce qui est incorrect : $2\ 100 \$ - 900 \$ - 500 \$ = 700 \$$ défavorable
- Choix e) Un écart sur taille du marché défavorable signifie que la taille du marché réelle est inférieure à la taille du marché prévue.

32. Réponse : c.

Total des unités rejetées = $18\ 000 - 15\ 000 - 2\ 000 = 1\ 000$ unités
 Rejets normaux = $4\ % \times 15\ 000 = 600$ unités
 Rejets anormaux = $1\ 000 - 600 = 400$ unités
 Perte au titre des rejets anormaux = $400 \times (11,00 \$ + 15,00 \$) = 10\ 400 \$$

33. Réponse : d.

Coûts de transformation = Coût des stocks de clôture des produits en cours - Coûts de la matière A
 = $34\ 000 \$ - (11,00 \$ \times 2\ 000)$
 = $34\ 000 \$ - 22\ 000 \$ = 12\ 000 \$$
 Unités équivalentes reliées aux coûts de transformation = $12\ 000 \$ \div 15,00 \$ = 800$ unités
 Pourcentage d'achèvement = $800 \text{ unités équivalentes} \div 2\ 000 \text{ unités totales} =$ achevés à 40 %

- Choix a) La somme des coûts par unité équivalente de la matière A et des coûts de transformation est utilisée comme diviseur, ce qui est incorrect : $(34\ 000 \$ \div 26,00 \$) \div 2\ 000 \text{ unités} = 65,4\ %$.
- Choix b) Les coûts par unité équivalente de la matière B sont utilisés dans l'équation, ce qui est incorrect :
 $[34\ 000 \$ - (2\ 000 \times 11,80 \$)] \div 15,00 \$ \div 2\ 000 \text{ unités} = 34,7\ %$.
- Choix c) Les coûts de transformation des stocks de clôture des produits en cours sont divisés par les coûts par unité équivalente de la matière A, ce qui est incorrect :
 $(12\ 000 \$ \div 11,00 \$) \div 2\ 000 \text{ unités} = 54,5\ %$.
- Choix e) Le total des coûts par unité équivalente est utilisé comme diviseur, ce qui est incorrect :
 $(34\ 000 \$ \div 26,80 \$) \div 2\ 000 \text{ unités} = 63,4\ %$.

34. Réponse : d.
Puisque la quantité totale de matières premières (97 900 kg + 132 000 kg + 210 100 kg = 440 000 kg) dépasse la quantité standard de matières premières entrant dans la production de 20 000 sacs d'engrais (20 kg x 20 000 sacs = 400 000 kg), l'écart sur rendement des matières premières est défavorable pour l'ensemble des trois produits.
- Choix a) L'écart sur prix des matières premières pour le produit chimique X est défavorable, car le prix d'achat réel (1,05 \$) est supérieur au prix d'achat budgété (1,00 \$); l'écart sur prix des matières premières pour le produit chimique Y est favorable, car le prix d'achat réel (0,36 \$) est inférieur au prix d'achat budgété (0,40 \$); et l'écart sur prix des matières premières pour le produit chimique Z est favorable, car le prix d'achat réel (0,18 \$) est inférieur au prix d'achat budgété (0,20 \$). Par conséquent, l'énoncé est FAUX.
- Choix b) L'écart sur quantité des matières premières
- | | |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------|
| Produit chimique X 1,00 \$ x (97 900 kg – 5 kg x 20 000) | 2 100 \$ favorable |
| Produit chimique Y 0,40 \$ x (132 000 kg – 7 kg x 20 000) | 3 200 \$ favorable |
| Produit chimique Z 0,20 \$ x (210 100 kg – 8 kg x 20 000) | 10 020 \$ défavorable |
| Écart total sur quantité des matières premières | 4 720 \$ défavorable |
- L'énoncé est donc FAUX.
- Choix c) L'écart sur composition des matières premières pour le produit chimique X est favorable, car la composition réelle (97 900/440 000 = 0,2225) est inférieure à la composition budgétée (5/20 = 0,25); l'écart sur composition des matières premières pour le produit chimique Y est favorable, car la composition réelle (132 000/440 000 = 0,30) est inférieure à la composition budgétée (7/20 = 0,35); et l'écart sur composition des matières premières pour le produit chimique Z est défavorable, car la composition réelle (210 100/440 000 = 0,4775) est supérieure à la composition budgétée (8/20 = 0,40). Par conséquent, l'énoncé est FAUX.
- Choix e) Incorrect parce que l'énoncé (d) est VRAI.
35. Réponse : b.
36. Réponse : b.
La distribution intensive permet d'assurer une couverture du marché maximale. Par exemple, un fabricant essaie de convaincre le plus grand nombre possible de détaillants d'une région de vendre son produit. En règle générale, on fait appel à la distribution intensive pour des articles courants de marques connues, comme un dentifrice de marque.
37. Réponse : e.
D'après la méthode du coût complet réel, le coût des produits vendus est égal au coût réel multiplié par la quantité d'intrants réels qui se rattachent aux coûts directs et aux coûts indirects. Par conséquent, on ne calcule pas d'écart.
38. Réponse : b.
D'après la méthode du coût variable standard, le coût des produits vendus est égal au coût variable standard multiplié par la quantité d'intrants standards autorisés pour les résultats réels. Par conséquent, on peut constater des écarts sur coût variable, mais aucun écart sur coûts fixes.
39. Réponse : a.

Les états C et D doivent correspondre à la méthode du coût complet parce que chacun montre un écart sur frais généraux de fabrication fixes, tandis que les états A et B, qui ne montrent pas un écart sur frais généraux de fabrication fixes, doivent correspondre à la méthode du coût variable. Par conséquent, les autres coûts (150 000 \$) indiqués dans les états A et B doivent correspondre au montant réel des frais généraux de fabrication fixes et aux frais de vente et d'administration fixes. Les autres coûts (80 000 \$) figurant dans l'état E (coût complet réel) correspondent au montant réel des frais de vente et d'administration fixes. La différence de 70 000 \$ diminuée de l'écart sur frais généraux de fabrication fixes de 10 000 \$ correspond au montant total des frais généraux de fabrication fixes qui sont imputés aux intrants réels. Par conséquent, $60\,000\ \$ \div 6\ \$ \text{ par unité} = 10\,000\ \text{unités produites}$.

Le nombre d'unités produites peut également être calculé de la manière suivante :

État des résultats B (méthode du coût variable standard)	514 000 \$
État des résultats D (méthode du coût complet standard)	<u>508 000</u>
Frais généraux de fabrication fixes dans le stock de clôture	6 000
Divisés par le coût standard unitaire de 6 \$	<u>÷ 6</u>
Nombre d'unités dans le stock de clôture	1 000
Nombre d'unités vendues	<u>9 000</u>
Nombre d'unités produites	<u>10 000</u>

40. Réponse : e.

RST ltée dispose de la capacité voulue pour exécuter la commande; par conséquent, il n'y a aucun coût de renonciation.

Marge sur coûts variables visée = $48\,000\ \$ / 20\,000\ \text{unités} = 2,40\ \$ / \text{unité}$.

Coûts variables = $(2\,000\,000\ \$ / 125\,000\ \text{unités}) + (8\,000\ \$ / 20\,000\ \text{unités}) = 16,00\ \$ + 0,40\ \$ = 16,40\ \$$.

Par conséquent, le prix de vente unitaire devrait s'établir à $16,40\ \$ + 2,40\ \$ = 18,80\ \$ \text{ par unité}$.

Choix a) – 40,00 \$ est le prix de vente ordinaire par unité.

Choix b) – Le prix de vente ordinaire moins les coûts de fabrication fixes moins les frais de vente et d'administration fixes moins les économies au titre des commissions de vente
 $= 40,00\ \$ - (1\,250\,000\ \$ + 950\,000\ \$) / 125\,000\ \text{unités} - (2,40\ \$ - 0,40\ \$ = 40,00\ \$ - 17,60\ \$ - 2,20\ \$ = 20,20\ \$$.

Choix c) – Tous les coûts de fabrication sont inclus
 $= (2\,000\,000\ \$ + 1\,250\,000\ \$) / 125\,000\ \text{unités} + 0,40\ \$ + 2,40\ \$$
 $= 26,00\ \$ + 0,40\ \$ + 2,40\ \$ = 28,80\ \$$.

Choix d) – Tous les coûts moins les économies au titre des commissions de vente
 $= (4\,525\,000\ \$ / 125\,000\ \text{unités}) - 2,20\ \$ + 2,40\ \$ = 36,20\ \$ - 2,20\ \$ + 2,40\ \$ = 36,40\ \$$.

41. Réponse : d.

Pendant la mise en place d'un système d'information comptable, on néglige souvent les étapes préliminaires, par exemple définir le problème et déterminer les objectifs, les coûts et les avantages de la solution proposée. Par conséquent, on met souvent en place un système d'information comptable sans envisager d'autres solutions possibles. L'étape la plus importante consiste à bien examiner la situation et à réaliser une étude de faisabilité avant de mettre en place un système d'information comptable.

42. Réponse: b.
Étant donné que les coûts fixes demeurent les mêmes peu importe le prix proposé, ils n'influent pas sur la décision.

			A	B	C = A x B	C x 150 000
	Prix	Coût variable / unité	Marge sur coûts variables / unité	Probabilité	Marge sur coûts variables additionnelle prévue / unité	Marge totale sur coûts variables additionnelle prévue
a)	5,00 \$	3,60 \$	1,40 \$	100 %	1,40 \$	210 000 \$
b)	5,50 \$	3,60 \$	1,90 \$	90 %	1,71 \$	256 500 \$
c)	6,00 \$	3,60 \$	2,40 \$	65 %	1,56 \$	234 000 \$
d)	6,50 \$	3,60 \$	2,90 \$	40 %	1,16 \$	174 000 \$
e)	7,00 \$	3,60 \$	3,40 \$	10 %	0,34 \$	51 000 \$

43. Réponse : e.
Si PTM Itée propose un prix de 6,50 \$ pour le contrat et que la Société X fait elle aussi une soumission, la valeur attendue (espérée) est $425\ 000 \$ \times 40 \% \times 65 \% = 110\ 500 \$$.
Si PTM Itée propose un prix de 6,50 \$ pour le contrat et si la Société X ne fait pas de soumission, la valeur attendue est $425\ 000 \$ \times 85 \% \times 35 \% = 126\ 438 \$$.

Valeur attendue si PTM Itée propose un prix de 6,50 \$ = $110\ 500 \$ + 126\ 438 \$ = \underline{236\ 938 \$}$

- Choix a) – On emploie incorrectement les probabilités : $425\ 000 \$ \times 85 \% \times 40 \% = 144\ 500 \$$
 Choix b) – On suppose que la valeur attendue est égale à 100 % du bénéfice additionnel : $425\ 000 \$$
 Choix c) – On calcule la valeur attendue uniquement dans l'éventualité où la Société X ne ferait pas de soumission : $425\ 000 \$ \times 85 \% = 361\ 250 \$$
 Choix d) – On calcule la valeur attendue uniquement dans l'éventualité où la Société X ferait une soumission : $425\ 000 \$ \times 40 \% = 170\ 000 \$$

44. Réponse : b.
La fonction objectif (économique) décrit l'objectif qui consiste à maximiser la marge totale sur coûts variables. La première contrainte représente la contrainte de capacité de la machine 1, soit $(3A + 2B \leq 2\,500)$. La deuxième contrainte représente la contrainte de capacité de la machine 2, soit $(2A + 1,5B \leq 2\,500)$. Les contraintes restantes représentent les contraintes de la demande et la contrainte de non-négativité.
- Choix a) – La fonction objectif maximise le produit des ventes plutôt que le bénéfice; les contraintes de capacité des machines sont énoncées incorrectement (on suppose que la machine 1 sert à fabriquer le produit A et la machine 2, le produit B); on ne tient pas compte de la contrainte de la demande relative au produit B résultant du contrat.
- Choix c) – On a inclus à tort les heures-machines requises dans la fonction objectif; on a combiné à tort les contraintes de capacité de la machine 1 et de la machine 2; on ne tient pas compte de la contrainte de la demande relative au produit B résultant du contrat.
- Choix d) – La fonction objectif maximise le produit des ventes plutôt que le bénéfice.
- Choix e) – La fonction objectif maximise les coûts variables plutôt que le bénéfice; les contraintes de capacité des machines sont énoncées incorrectement (on suppose que la machine 1 sert à fabriquer le produit A et la machine 2, le produit B).

Mesure de la performance

45. Réponse : d.
Robert Motoz est responsable des décisions concernant les ventes, le contrôle des coûts (y compris le coût des matières premières en négociant le prix de cession interne) et l'acquisition d'immobilisations de la division B. Par conséquent, la division B devrait être considérée comme un centre d'investissement.
46. Réponse : b.
 $\text{RCI de la division A} = 65\,000 \$ / 400\,000 \$ = 16,3 \%$
 $\text{RCI de la division B} = 140\,000 \$ / 850\,000 \$ = 16,5 \%$
 $\text{RNR de la division A} = 65\,000 \$ - (400\,000 \$ \times 0,15) = 5\,000 \$$
 $\text{RNR de la division B} = 135\,000 \$ - (850\,000 \$ \times 0,15) = 7\,500 \$$
La division B affiche un RCI et un RNR supérieurs.
47. Réponse : b.
Lorsqu'il s'agit de transferts entre des divisions établies dans des pays différents, l'entreprise devrait considérer en premier lieu son bénéfice global tout en se conformant aux lois de ces pays. Les différents taux d'imposition, droits de douane et mesures incitatives gouvernementales sont parmi les facteurs qui peuvent influencer sur la fixation des prix de transfert qui maximisent le bénéfice global de l'entreprise.
- Choix a) – Pour être conforme aux lois des pays, le prix de transfert doit souvent être égal à la juste valeur marchande du produit.
- Choix c) – La réduction au minimum des droits de douane est l'un des facteurs qui influe sur le bénéfice global de l'entreprise. Parfois, il faut faire un compromis entre les droits de douane et les impôts pour déterminer l'effet global des transferts sur le bénéfice de l'entreprise.
- Choix d) – Il est possible de maximiser le bénéfice global de l'entreprise en réduisant au minimum plutôt qu'en maximisant le bénéfice net après impôts des filiales étrangères.

48. Réponse : e.

Du point de vue de l'entreprise, lorsque les 50 000 unités de la composante EX1 sont vendues au prix de 160 \$ à des clients externes :

Marge sur coûts variables découlant de la vente de 50 000 unités (160 \$ – (120 \$ + 7 \$)) x 50 000 unités	1 650 000 \$
Coût d'acquisition de 10 000 unités auprès d'un fournisseur externe 160 \$ x 10 000 unités	<u>1 600 000</u>
Marge sur coûts variables nette	<u>50 000 \$</u>

Du point de vue de l'entreprise, lorsque 40 000 unités de la composante EX1 sont vendues au prix de 160 \$ à des clients externes et que 10 000 unités sont fournies à la division A :

Marge sur coûts variables découlant de la vente de 40 000 unités (160 \$ – (120 \$ + 7 \$)) x 40 000 unités	1 320 000 \$
Coût différentiel de la fourniture de 10 000 unités à la division A 120 \$ x 10 000 unités	<u>1 200 000</u>
Marge sur coûts variables nette	<u>120 000 \$</u>

La division A devrait acheter 10 000 unités auprès de la division B au prix de 164 \$, car l'entreprise réalise un bénéfice additionnel de 70 000 \$.

- Choix a) Les coûts de la division A sont réduits de 40 000 \$ ((164 \$ - 160 \$) x 10 000 unités) si la division A achète 10 000 unités auprès d'un fournisseur externe. L'énoncé est FAUX.
- Choix b) Le bénéfice de la division B augmente de 110 000 \$ {[(164 \$ – (160 \$ - 7 \$)) x 10 000 unités] si la division B vend 10 000 unités à la division A. L'énoncé est FAUX.
- Choix c) La division B ne fonctionnait pas à pleine capacité lorsque la division A a acheté les 10 000 unités auprès d'un fournisseur externe, car la division B peut vendre toutes les unités produites, soit 50 000 unités, sur le marché. L'énoncé est FAUX.
- Choix d) Le bénéfice de l'entreprise n'est pas optimal lorsque la division B vend 50 000 unités à des clients externes, car la division A doit acheter 10 000 unités auprès d'un fournisseur externe. Le bénéfice de l'entreprise est optimal lorsque la division B vend 40 000 unités à des clients externes et fournit 10 000 unités à la division A. L'énoncé est FAUX.

49. Réponse : c.

Afin de fournir à la division A les unités dont elle a besoin, la division B doit réduire ses ventes externes. Le prix de cession interne doit prendre en considération la marge sur coûts variables des ventes externes perdues ainsi que les économies sur coûts de vente variables :

Marge sur coûts variables (MCV) par unité sur ventes perdues

$$= (160 \$ - 120 \$) \times 6\,000 \text{ unités} / 10\,000 \text{ unités} = 24 \$$$

Prix de cession interne = coût variable par unité - économies sur coûts de vente variables par unité + marge sur coûts variables des ventes perdues par unité = $120 \$ - 7 \$ + 24 \$ = 137 \$$.

Choix a) Il n'est pas tenu compte des ventes perdues ni des économies sur coûts de vente variables :
Prix de cession interne = coûts variables = 120 \$.

Choix b) Les coûts de fabrication fixes sont inclus dans le calcul de la marge sur coûts variables des ventes perdues : Marge sur coûts variables des ventes perdues par unité = $[160 \$ - 120 \$ - (1\,000\,000 \$/50\,000)] \times 6\,000 \text{ unités} / 10\,000 \text{ unités} = 12 \$$;
Prix de cession interne = $120 \$ - 7 \$ + 12 \$ = 125 \$$.

Choix d) Le prix de vente externe est retenu comme prix de cession interne : Prix de cession interne = 160 \$.

Choix e) Il n'est pas tenu compte des économies sur coûts de vente variables : Prix de cession interne = $120 \$ + 24 \$ = 144 \$$.

50. Réponse : d.

L'analyse comparative ou l'étalonnage repose sur le principe selon lequel il est illogique de réinventer une chose que quelqu'un d'autre utilise déjà avec succès. Il s'agit de trouver l'entreprise qui est la plus performante dans une activité clé donnée (la meilleure de sa catégorie), de déterminer la différence entre la performance de l'entreprise et celle de la meilleure entreprise de sa catégorie, et d'élaborer des programmes tactiques afin d'égaliser ou de dépasser la performance de la meilleure entreprise de la catégorie. Les autres choix constituent des stratégies plus générales; par exemple, l'analyse comparative pourrait faire partie d'une stratégie d'amélioration continue ou d'une stratégie de gestion intégrale de la qualité.

51. Réponse : d.

Dans le cadre d'un système de mesure de performance, les indicateurs de performance devraient être liés aux objectifs de l'organisation (énoncé a)), être raisonnablement objectifs et facilement quantifiables (énoncé c)), et être appliqués uniformément et régulièrement. Ils devraient aussi être conçus pour permettre aux gestionnaires de partager leur attention entre les enjeux à court terme et les enjeux à long terme. Autrement, les gestionnaires risquent de prendre des décisions qui entraîneraient un accroissement du bénéfice de l'exercice en cours, par exemple, au détriment des investissements qui généreraient des bénéfices encore plus élevés à plus long terme. Par conséquent, l'énoncé b) ne convient pas et l'énoncé d) est correct.

52. Réponse : a.
Le rendement du capital investi (RCI) est une façon courante de prendre en compte l'ensemble des investissements dans le calcul du rendement parce qu'il englobe dans un seul nombre tous les principaux éléments de la rentabilité (produits ou revenus, coûts et investissements) sur lesquels le directeur exerce un contrôle (énoncé a)). Comme il est relativement facile de le manipuler, par exemple en retardant des investissements nécessaires, l'énoncé b) n'est donc pas correct. Il permet de faire des comparaisons avec d'autres centres d'investissement dans le même secteur (mais non dans des secteurs différents); l'énoncé c) n'est donc pas correct. Il incite parfois le directeur à prendre des décisions qui ne s'harmonisent pas avec les objectifs généraux de l'organisation; l'énoncé d) n'est donc pas correct.
53. Réponse : d.
L'amabilité se caractérise notamment par les traits suivants : bon caractère, empathie et compassion. Les gens qui sont d'une très grande amabilité sont très efficaces pour gérer les relations avec la clientèle et résoudre les conflits.
- Choix a) – Le souci du travail bien fait caractérise les personnes minutieuses, fiables et disciplinées, qui se fixent des objectifs élevés. Bien qu'il s'agisse d'un facteur de la personnalité utile pour un employé affecté aux relations avec la clientèle, il n'est pas aussi important que la l'amabilité.
- Choix b) – Les gens ayant une grande stabilité émotionnelle sont posés, sûrs et calmes. Bien qu'il s'agisse d'un facteur de la personnalité utile pour un employé affecté aux relations avec la clientèle, il n'est pas aussi important que l'amabilité.
- Choix c) – L'ouverture à l'expérience désigne généralement le degré de sensibilité des gens, leur souplesse, leur créativité et leur curiosité. Bien qu'il s'agisse d'un facteur de la personnalité utile pour un employé affecté aux relations avec la clientèle, il n'est pas aussi important que l'amabilité.
- Choix e) – L'introversion caractérise les personnes tranquilles, timides et prudentes. Ce ne sont pas des qualités idéales pour un employé affecté aux relations avec la clientèle.
54. Réponse : d.
Il existe deux restrictions générales quant à l'utilisation des techniques et des principes de modification du comportement, soit les différences entre les individus (énoncé a)) et les normes de groupe (énoncé c)). Le gestionnaire efficace peut notamment tenir compte des différences entre les individus en permettant aux employés de participer à la détermination de leurs récompenses (énoncé b)). Par conséquent, la bonne réponse est l'énoncé d).
55. Réponse : a.
L'accroissement des responsabilités au travail augmente la satisfaction professionnelle, ce qui est un facteur de motivation selon Herzberg, tout en comblant les besoins de croissance (de développement ou d'évolution) selon la théorie ERG. Les autres choix sont des facteurs d'hygiène dont l'absence aurait, selon Herzberg, un effet démotivant et causerait du mécontentement. Les énoncés b), c) et e) représentent des besoins de relations avec autrui selon la théorie ERG, et l'énoncé d) est un exemple de besoin d'existence, toujours selon la théorie ERG.

56. Réponse : a.

La Loi sur l'équité salariale a pour but de combler l'écart salarial entre les hommes et les femmes (énoncé b)). La Loi sur les droits de la personne vise à assurer que tous soient traités sur un même pied en ce qui concerne l'emploi et les possibilités d'emploi, peu importe la race, la couleur, la religion, le sexe, etc. (énoncé c)). Les lois sur les normes d'emploi établissent les conditions minimales d'emploi (énoncé d)). Par les retombées des efforts des syndicats (énoncé a)), on entend le fait que des entreprises non syndiquées offrent à leurs employés les mêmes salaires, avantages et conditions de travail que les entreprises syndiquées du même secteur d'activité dans le but d'éviter la syndicalisation et aussi de recruter et de garder de bons employés. Le régime de rémunération de M. Legris est entièrement attribuable aux efforts des syndicats et non à des mesures législatives (énoncés b), c), et d)). Par conséquent, l'énoncé e) est incorrect et l'énoncé a) est la bonne réponse.

57. Réponse : c.

Le comptable en management doit tenir compte autant des risques que des avantages qu'une proposition pourrait comporter. Le fait de ne présenter les conséquences potentielles les plus favorables est contraire à l'éthique. Même si le directeur de division le demande, la compétence, l'objectivité et l'intégrité du comptable en management qui agit ainsi sont compromises.

Choix a) – Reporter à plus tard une campagne publicitaire onéreuse ne pose pas de problème d'ordre éthique. Il pourrait s'agir d'un choix valable dans les circonstances. Même si les dépenses de publicité étaient bel et bien effectuées, il pourrait être justifié de passer les coûts en charges au cours du prochain exercice, en conformité avec le principe du rapprochement des produits et des charges, si l'impact sur les ventes ne se fait sentir qu'à ce moment-là.

Choix b) – Accepter la soumission d'un fournisseur dont les pratiques sont nuisibles pour l'environnement, même si le fournisseur offre un produit de la plus haute qualité au plus bas prix, serait contraire à l'éthique.

Choix d) – C'est la bonne façon d'agir lorsqu'on soupçonne un collègue d'avoir commis un acte contraire à l'éthique.

Choix e) – Augmenter les primes de rendement représente un choix valable pour la direction dans les circonstances, et ne pose pas de problème d'ordre éthique.

58. Réponse : d.

Une garderie sur place et le partage de poste (énoncé a) pourraient constituer des avantages intéressants pour une femme qui a un enfant de quatre ans et un autre de deux ans, surtout si son mari travaille de longues heures. Des ateliers de formation (énoncé c) ne seraient pas aussi intéressants, car son mari ne pourrait garder les enfants en raison de son horaire chargé. Une voiture de fonction (énoncé c) représenterait un avantage imposable et ne faciliterait pas le transport des enfants; elle ne serait d'aucun intérêt pour M^{me} Simard. La permission de travailler à la maison et la flexibilité des horaires (énoncé b) seraient des avantages intéressants, car M^{me} Simard pourrait passer plus de temps avec ses enfants. Puisque les énoncés a) et b) seraient avantageux pour M^{me} Simard, l'énoncé d) est la meilleure réponse et l'énoncé e) est incorrect.

59. Réponse : e.

Le salaire est versé à même le bénéfice avant impôts, et les dividendes sont distribués à même le bénéfice après impôts.

Dividendes reçus = bénéfice après impôts : $25\,000 \$ - (25\,000 \$ \times 18,12 \%) = 25\,000 \$ - 4\,530 \$ = 20\,470 \$$

Dividendes majorés : $20\,470 \$ \times 5/4 = 25\,587,50 \$$

Impôts sur les dividendes : [Dividendes majorés x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)] –

[Dividendes majorés x (crédits d'impôt pour dividendes fédéral et provincial combinés)]

$= [25\,587,50 \$ \times (15,5 \% + 10 \%)] - [25\,587,50 \$ \times (13\ 1/3 \% + 6\ 2/3 \%)]$

$= 6\,524,81 \$ - 5\,117,50 \$ = 1\,407,31 \$$

Salaire reçu = $25\,000 \$$

Impôts sur le salaire = salaire x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)

$= 25\,000 \$ \times (15,5 \% + 10 \%) = 6\,375,00 \$$

Augmentation (diminution) nette de l'impôt = impôts sur les dividendes – impôts sur le salaire

$= 1\,407,31 \$ - 6\,375,00 \$ = (4\,967,69 \$)$ ou $(4\,968 \$)$ arrondi

Choix a) Il n'est pas tenu compte de la majoration des dividendes

Impôts sur les dividendes : [dividendes x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)] –

[dividendes x (crédits d'impôt pour dividendes fédéral et provincial combinés)]

$= [20\,470 \$ \times (15,5 \% + 10 \%)] - [20\,470 \$ \times (13\ 1/3 \% + 6\ 2/3 \%)]$

$= 5\,219,85 \$ - 4\,094,00 \$ = 1\,125,85 \$$

Augmentation (diminution) nette de l'impôt = impôts sur les dividendes – impôts sur le salaire

$= 1\,125,85 \$ - 6\,375,00 \$ = (5\,249,15 \$)$ ou $(5\,249 \$)$ arrondi

Choix b) Il n'est pas tenu compte du crédit d'impôt pour dividendes

Impôts sur les dividendes : [Dividendes majorés x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)]

$= [25\,587,50 \$ \times (15,5 \% + 10 \%)] = 6\,524,81 \$$

Augmentation (diminution) nette de l'impôt = impôts sur les dividendes – impôts sur le salaire

$= 6\,527,81 \$ - 6\,375,00 \$ = 149,81 \$$ ou $150 \$$ arrondi

Choix c) On suppose à tort que le salaire est versé à même le bénéfice après impôts :

Salaire reçu = $25\,000 \$ - (25\,000 \$ \times 18,12 \%) = 25\,000 \$ - 4\,530 \$ = 20\,470 \$$

Impôts sur le salaire = salaire x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)

$= 20\,470 \$ \times (15,5 \% + 10 \%) = 5\,219,85 \$$

Augmentation (diminution) nette de l'impôt = impôts sur les dividendes – impôts sur le salaire

$= 1\,407,31 \$ - 5\,219,85 \$ = (3\,812,54 \$)$ ou $(3\,813 \$)$ arrondi

Choix d) Il n'est pas tenu compte de l'impôt des sociétés et du crédit d'impôt pour dividendes :

Dividendes reçus = bénéfice avant impôts : $25\,000 \$$

Dividendes majorés : $25\,000 \$ \times 5/4 = 31\,250 \$$

Impôts sur les dividendes : [Dividendes majorés x (taux d'impôt fédéral et provincial combinés)]

$= [31\,250 \$ \times (15,5 \% + 10 \%)] = 7\,968,75 \$$

Augmentation (diminution) nette de l'impôt = impôts sur les dividendes – impôts sur le salaire

$= 7\,968,75 \$ - 6\,375,00 \$ = 1\,593,75 \$$ ou $1\,594 \$$ arrondi

Gestion financière

60. Réponse : b.

$$(50\,000 \$ \times 0,870) + (80\,000 \$ \times 0,756) = 103\,980 \$$$

61. Réponse : e.

$$\text{Coût de la dette après impôts} = \text{Taux d'intérêt applicable à la nouvelle dette} \times (1 - \text{taux d'imposition}) \\ = 0,06 \times 0,6 = 3,6 \%$$

$$\text{Coût des actions privilégiées} = \text{Dividende} \div \text{cours actuel de l'action privilégiée} \\ = 8 \$ / 45 \$ = 17,8 \%$$

Choix a) – On applique le taux d'imposition au coût des actions privilégiées : $8 \$ / 45 \$ \times 0,6 = 10,7 \%$ Choix b) – On utilise le taux d'intérêt applicable à l'ancienne dette : $0,09 \times 0,6 = 5,4 \%$;
on applique le taux d'imposition au coût des actions privilégiées : $8 \$ / 45 \$ \times 0,6 = 10,7 \%$ Choix c) – On utilise la valeur nominale des actions privilégiées : $8 \$ / 80 \$ = 10 \%$ Choix d) – On utilise le taux d'intérêt applicable à l'ancienne dette : $0,09 \times 0,6 = 5,4 \%$

62. Réponse : c.

$$\text{Coût des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires} = (\text{Dividende de la période 1} \div \text{cours} \\ \text{actuel de l'action}) + \text{taux de croissance du dividende} = [(4 \$ \times 1,1) / 50 \$] + 0,1 = 4,40 \$ / 50 \$ + 0,1 = \\ 0,0880 + 0,1 = 18,8 \%$$

Pourcentage de la dette, des actions privilégiées et des capitaux propres = 40 %, 10 % et 50 % respectivement.

$$\text{Coût moyen pondéré du capital} = (40 \% \times 3,9 \%) + (10 \% \times 14,2 \%) + (50 \% \times 18,8 \%) \\ = 0,0156 + 0,0142 + 0,094 = 12,4 \%$$

Choix a) – On n'ajoute pas le taux de croissance du dividende dans le calcul du coût des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires : $0,0156 + 0,0142 + (50 \% \times 4,40 \$ / 50 \$) = 7,4 \%$ Choix b) – On applique l'impôt au dividende dans le calcul du coût des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires :
 $0,0156 + 0,0142 + \{50 \% \times [(4,40 \$ \times 0,6) / 50 \$ + 0,1]\} = 10,6 \%$ Choix d) – On utilise le dividende de l'an dernier dans le calcul du coût des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires :
 $0,0156 + 0,0142 + \{50 \% \times [(4 \$ / 50 \$) + 0,1]\} = 12,0 \%$ Choix e) – On applique l'impôt au coût calculé des capitaux propres attribuables aux actions ordinaires :
 $0,0156 + 0,0142 + (50 \% \times 0,188 \times 0,6) = 8,6 \%$

63. Réponse : e.

Prix = Valeur actualisée de la valeur nominale de l'obligation + valeur actualisée des intérêts semestriels de $8 \% \times 1\,000 \$ / 2 = 40 \$$ pour $10 \times 2 = 20$ périodes à $10 \% / 2 = 5 \%$.

$$\text{Prix} = (1\,000 \$ \times 0,377) + (40 \$ \times 12,462) = 875 \$.$$

64. Réponse : d.
Le maximum que GEF inc. devrait être prête à payer pour HIP Itée serait le montant qui donne à GEF inc. un rendement du capital investi de 16 % exactement (ou une valeur actualisée nette de zéro avec un taux d'actualisation de 16 %). Ce montant est calculé comme suit :
- $$[4\,000\,000 \$ + (1\,000\,000 \$ \times 0,6)]/0,16 = 4\,600\,000 \$/0,16 = 28\,750\,000 \$.$$
- Choix a) – On déduit les économies après impôts liées à l'exploitation au lieu de les ajouter :
 $(4\,000\,000 \$ - 600\,000 \$)/0,16 = 21\,250\,000 \$$
- Choix b) – On utilise les économies avant impôts liées à l'exploitation : $(4\,000\,000 \$ + 1\,000\,000 \$)/0,16 = 31\,250\,000 \$$
- Choix c) – On déduit les économies avant impôts liées à l'exploitation au lieu de les ajouter :
 $(4\,000\,000 \$ - 1\,000\,000 \$)/0,16 = 18\,750\,000 \$$
- Choix e) – On ne tient pas compte des économies découlant des synergies : $4\,000\,000 \$/0,16 = 25\,000\,000 \$.$
65. Réponse : b.
La valeur minimale d'un droit de souscription correspond à $1/3 \times (15 \$ - 12 \$) = 1 \$.$
- Choix a) – $(15 \$ - 12 \$) \times 3 = 9 \$$
- Choix c) – $12 \$ \div 3 = 4 \$$
- Choix d) – On suppose une valeur minimale de zéro.
- Choix e) – $15 \$ - 12 \$ = 3 \$$
66. Réponse : b.
 $(20\,000 \$/140\,000 \$ \times 8 \%) + (40\,000 \$/140\,000 \$ \times 6 \%) + (70\,000 \$/140\,000 \$ \times 3 \%) + (10\,000 \$/140\,000 \$ \times 10 \%) = 5,07 \%$.
67. Réponse : a.
Le modèle d'évaluation des actifs financiers (une équation de la droite de marché des titres montrant le rapport entre le rendement attendu et le coefficient bêta) sert à déterminer le rendement requis des actions d'Avignon inc. :
- $$R_j = R_f + B_j (R_m - R_f), \text{ où } R_f = \text{taux hors risque de } 5,5 \%, B_j = \text{bêta de } 3, \text{ et } (R_m - R_f) = \text{prime de risque de } 12 \%$$
- $$R_j = 5,5 \% + 3 (12 \%) = 41,5 \%$$
- Choix b) – $R_j = 5,5 \% + 12 \% = 17,5 \%$
- Choix c) – $R_j = 3 \times 12 \% = 36 \%$
- Choix d) – $R_j = 5,5 \% + (12 \% - 5,5 \%) \times 3 = 25 \%$
- Choix e) – $R_j = 12 \% + (5,5 \% \times 3) = 28,5 \%$
68. Réponse : b.
Le délai moyen de recouvrement correspond à la période moyenne pondérée pendant laquelle la valeur des comptes clients est recouvrée. Le délai moyen de recouvrement d'Allard est de 12 jours :
 $(0,2 \times 0) + (0,6 \times 10) + (0,2 \times 30) = 12 \text{ jours}.$

69. Réponse : b.

Le levier d'exploitation montre dans quelle mesure une entreprise utilise ses immobilisations corporelles et engage des coûts fixes dans le cadre de son exploitation. Le ratio de levier d'exploitation peut se définir comme étant la variation en pourcentage du bénéfice d'exploitation résultant d'une variation en pourcentage du volume des ventes. Voici deux façons de calculer le ratio de levier d'exploitation (il convient de noter que « BAll » désigne ci-après le « bénéfice avant intérêts et impôts » et correspond à $500\,000 \$ - 200\,000 \$ - 120\,000 \$ = 180\,000 \$$) :

$$1) 1 + (\text{Coûts fixes} \div \text{BAll}) = 1 + (120\,000 \$ \div 180\,000 \$) = 1,7$$

$$2) (\text{Ventes} - \text{coûts variables}) \div \text{BAll} = (500\,000 \$ - 200\,000 \$) \div 180\,000 \$ = 1,7$$

Choix a) – $\text{BAll} \div \text{coûts fixes} = 180\,000 \$ \div 120\,000 \$ = 1,5$

Choix c) – $\text{Ventes} \div \text{BAll} = 500\,000 \$ \div 180\,000 \$ = 2,8$

Choix d) – $\text{BAll} \div (\text{BAll} - \text{intérêts}) = 180\,000 \$ \div (180\,000 \$ - 80\,000 \$) = 1,8$ (levier financier)

Choix e) – $\text{Marge sur coûts variables} \div \text{coûts fixes} = 300\,000 \$ \div 120\,000 \$ = 2,5$

70. Réponse : a.

Le produit de disposition minimum est égal au plus élevé des montants suivants :

- 1) la juste valeur marchande de la contrepartie autre que l'action (billet de 10 000 \$) ou
- 2) le moindre de (i) la juste valeur marchande du terrain (28 000 \$) et de (ii) le prix de base rajusté de l'immobilisation (40 000 \$).

Le produit de disposition minimum se chiffre donc à 28 000 \$.

71. Réponse: b.

Produit de disposition		300,000 \$
Moins:		
Prix de base rajusté	110,000 \$	
Coûts de disposition	<u>8,000</u>	<u>118,000</u>
Total du gain en capital		182,000 \$
Tranche non imposable (50%*)		<u>91,000</u>
Total du gain en capital imposable		<u><u>91,000 \$</u></u>

72. Réponse : c.

Dividende	10 000 \$
Majoration (25 %)	<u>2 500</u>
Dividende imposable	<u>12 500 \$</u>
Impôt fédéral (29 % x 12 500 \$)	3 625 \$
Crédit d'impôt pour dividendes (2 500 \$ x 2/3)	<u>1 667</u>
Impôt fédéral à payer	<u>1 958 \$</u>

Choix a) – Le dividende n'est pas majoré et le crédit d'impôt pour dividendes n'est pas déduit :
 $10\,000 \$ \times 29\% = 2\,900 \$$

Choix b) – Le dividende n'est pas majoré et le crédit d'impôt pour dividendes n'est pas calculé correctement : $(10\,000 \$ \times 29\%) - (2/3 \times 2\,900 \$) = 967 \$$

Choix d) – Le crédit d'impôt pour dividendes n'est pas calculé correctement :
 $3\,625 \$ - (2/3 \times 3\,625 \$) = 1\,208 \$$

Choix e) – Le crédit d'impôt pour dividendes n'est pas déduit : $12\,500 \$ \times 29\% = 3\,625 \$$

Information financière

73. Réponse : d.

74. Réponse : a.

Bénéfice net	1 380 \$
Impôts sur le bénéfice	920
Amortissement	800
Rajustement du stock de fermeture – passant de DEPS à PEPS	10
Rajustement du stock d'ouverture – passant de DEPS à PEPS	(15)
Intérêt pour paiement en retard des impôts sur le bénéfice	50
Contribution politique	10
DPA (1 950 \$ x 0,2 + 1 300 \$ x 0,3)	<u>(780)</u>
Bénéfice imposable	<u>2 375 \$</u>

Choix b) – On contrepassé les rajustements des stocks : $2\,375 \$ + 15 \$ + 15 \$ - 10 \$ - 10 \$ = 2\,385 \$$.

Choix c) – On ne tient pas compte de l'intérêt pour paiement en retard des impôts sur le bénéfice :
 $2\,375 \$ - 50 \$ = 2\,325 \$$

Choix d) – On réintègre les intérêts se rapportant à l'achat d'actions : $2\,375 \$ + 15 \$ = 2\,390 \$$.

Choix e) – On ne tient pas compte des rajustements des stocks et de la contribution politique :
 $2\,375 \$ - 10 \$ + 15 \$ - 10 \$ = 2\,370 \$$

75. Réponse : a.
 Bénéfice brut présenté en l'an 1 :
 $12\ 000 \$ \text{ coûts engagés pendant l'exercice} + 24\ 000 \$ \text{ coûts d'achèvement prévus} = 36\ 000 \$ \text{ total des coûts prévus}$
 $\% \text{ des travaux achevés en l'an 1} = 12\ 000 \$ / 36\ 000 \$ = 33,3 \%$
 $\text{Bénéfice brut présenté en l'an 1} = 33,3 \% \times (42\ 000 \$ - 36\ 000 \$) = 33,3 \% \times 6\ 000 \$ = 2\ 000 \$$
- Bénéfice brut présenté en l'an 2 :
 $12\ 000 \$ \text{ coûts de l'an 1} + 13\ 000 \$ \text{ coûts de l'an 2} + 15\ 000 \$ \text{ coûts d'achèvement prévus} = 40\ 000 \$ \text{ total des coûts prévus}$
 $\% \text{ des travaux achevés en l'an 2} = 25\ 000 \$ / 40\ 000 \$ = 62,5 \%$
 $\text{Bénéfice brut présenté en l'an 2} = [62,5 \% \times (42\ 000 \$ - 40\ 000 \$)] - 2\ 000 \$ \text{ constaté en l'an 1} = 62,5 \% \times 2\ 000 \$ - 2\ 000 \$ = 1\ 250 \$ - 2\ 000 \$ = (750 \$) \text{ (soit une perte de 750 \$)}$
76. Réponse : c.
 Pourcentage de marge brute sur les ventes de l'an 1 = $(600\ 000 \$ - 420\ 000 \$) / 600\ 000 \$ = 30 \%$
 Pourcentage de marge brute sur les ventes de l'an 2 = $(850\ 000 \$ - 680\ 000 \$) / 850\ 000 \$ = 20 \%$
 Marge brute réalisée en l'an 2 = $(210\ 000 \$ \times 30 \%) + (250\ 000 \$ \times 20 \%) = 113\ 000 \$$
- Choix a) – Marge brute sur toutes les ventes de l'an 2 : $850\ 000 \$ - 680\ 000 \$ = 170\ 000 \$$
 Choix b) – On inclut seulement la marge brute réalisée sur les recouvrements de l'an 2 : $250\ 000 \$ \times 20 \% = 50\ 000 \$$
 Choix d) – On utilise un pourcentage de marge brute de 30 % pour tous les recouvrements :
 $(210\ 000 \$ + 250\ 000 \$) \times 30 \% = 138\ 000 \$$
 Choix e) – On utilise un pourcentage de marge brute de 20 % pour tous les recouvrements :
 $(210\ 000 \$ + 250\ 000 \$) \times 20 \% = 92\ 000 \$$
77. Réponse : c.
 Les énoncés a), b), d) et e) ne sont pas qualifiés d'éléments extraordinaires parce qu'ils découlent de risques liés aux activités normales d'une entreprise. L'expropriation d'un terrain (énoncé c)) est manifestement un élément qui n'est pas typique, qui ne se répète pas fréquemment et qui ne résulte pas principalement d'une décision de la direction. Elle est donc qualifiée d'élément extraordinaire.
78. Réponse : b.
 Pour ce qui est de la garantie initiale d'un an, la totalité de la charge prévue est constatée en l'an 10 (principe du rattachement des produits aux charges), tandis qu'un passif est inscrit au titre des charges pour garantie qu'on s'attend à verser au cours des périodes futures. En ce qui concerne la garantie prolongée, le produit est amorti sur la période de deux ans, et les charges sont constatées au cours de la période où elles sont engagées. Par conséquent, en l'an 10, l'entreprise comptabiliserait une provision pour garantie de $(300 \times 80 \$) / 2 = 12\ 000 \$$ à l'égard de la garantie initiale d'un an. De plus, elle inscrirait la totalité du produit recueilli, soit $160 \times 400 \$ = 64\ 000 \$$ comme produit constaté d'avance au titre de la garantie prolongée. Au 31 décembre de l'an 11, la totalité de la période de garantie initiale d'un an se sera écoulée, ainsi que le quart de la période de garantie prolongée de deux ans. Par conséquent, il n'y aurait aucune provision pour garantie, et le solde des produits constatés d'avance serait de $64\ 000 \$ \times \frac{3}{4} = 48\ 000 \$$.
- Choix a) – On suppose que le produit au titre de la garantie est gagné en l'an 10 et on comptabilise les charges prévues au titre de la garantie prolongée comme une provision.
 Choix c) – On suppose que toutes les ventes sont effectuées au début de l'an 10.
 Choix d) – On constate la garantie prolongée prévue comme une provision.
 Choix e) – On suppose que toutes les ventes sont effectuées à la fin de l'an 10.

79. Réponse: c.

Perte d'exploitation nette	(160 000)\$
Réintégration de l'amortissement	30 000
Réintégration de l'augmentation des comptes fournisseurs	<u>15 000</u>
Rentrées (sorties) nettes liées aux activités d'exploitation	<u>(115 000)\$</u>

80. Réponse : e.

Conformément au paragraphe 3030.10 du Manuel de l'ICCA, la base d'évaluation des stocks ou la méthode de détermination du coût des stocks (premier entré, premier sorti (PEPS); dernier entré, premier sorti (DEPS); coût moyen; etc.) doit être indiquée clairement aux états financiers (énoncé d)). Selon le paragraphe 3030.13, si la base d'évaluation des stocks a été modifiée depuis l'exercice précédent, il faut le mentionner et préciser l'effet de cette modification (énoncé c)). Il est bon, mais non requis, de préciser la composition des stocks (énoncé b)). Il n'est pas nécessaire de fournir une liste des principaux fournisseurs (énoncé a)). Par conséquent, l'énoncé e) est la bonne réponse.

81. Réponse : c.

Lorsque les placements sont considérés comme détenus à des fins de transaction, les placements à court terme doivent être inscrits à leur juste valeur à la date du bilan.

Juste valeur des placements à court terme = 39 375 \$ + 243 625 \$ + 92 000 \$ = 375 000 \$.

Choix a) – On utilise la valeur la plus élevée : 39 375 \$ + 246 750 \$ + 92 750 \$ = 378 875 \$.

Choix b) – On utilise le coût : 31 500 \$ + 246 750 \$ + 92 750 \$ = 371 000 \$.

Choix d) – On utilise le coût des actions et la valeur nominale des obligations :
31 500 \$ + 246 750 \$ + 100 000 \$ = 378 250 \$.

Choix e) – On utilise le moindre du coût ou de la valeur de marché :
31 500 \$ + 243 625 \$ + 92 000 \$ = 367 125 \$.

82. Réponse : a.

Plus de 20 % des actions de la Société R appartiennent à la Société Q, un important client de la Société R. Par conséquent, la Société Q exerce une influence notable sur la Société R et devrait comptabiliser le placement à la valeur de consolidation. La quote-part du revenu de la Société R qui revient à la Société Q devrait être constatée comme un revenu de placement, et sa quote-part de l'excédent de la juste valeur du bien sur la valeur comptable de celui-ci devrait être amortie sur la durée de vie du bien et portée en diminution le revenu de placement dans les résultats de la Société Q. Il convient de noter que l'excédent versé par rapport à la valeur comptable des actions s'élevait à $3\,000\,000 \$ - (25 \% \times 11\,000\,000 \$) = 250\,000 \$$, montant qui correspond à la quote-part de la Société Q de l'excédent de la juste valeur du bien sur sa valeur comptable (c.-à-d. $1\,000\,000 \$ \times 25 \% = 250\,000 \$$). La Société Q devrait porter les dividendes qu'elle a reçus en diminution du compte de placement du bilan. Par conséquent, la Société Q ne devrait constater qu'un revenu de placement de $(500\,000 \$ \times 25 \%) - (250\,000 \$/25) = 125\,000 \$ - 10\,000 \$ = 115\,000 \$$ dans ses résultats.

Choix b) – On suppose que seuls les dividendes reçus sont constatés comme un produit : $200\,000 \times 25 \% = 50\,000 \$$.

Choix c) – On suppose que le dividende et les profits de détention latents sont comptabilisés comme un produit : $200\,000 \$ \times 25 \% = 50\,000 \$$ pour le revenu de dividende et $3\,100\,000 \$ - 3\,000\,000 \$ = 100\,000 \$$ pour le profit de détention latent.

Choix d) – On suppose que toutes les activités sont portées au compte de placement du bilan et que rien n'est comptabilisé dans les résultats.

Choix e) – On néglige de déduire l'amortissement de l'excédent de la juste valeur du bien sur sa valeur comptable : revenu de placement = $500\,000 \$ \times 25 \% = 125\,000 \$$.

83. Réponse : c.

Tous les coûts engagés jusqu'au moment d'excaver en prévision de la construction du nouveau bâtiment entrent dans le coût du terrain. Le produit de la vente des matériaux de construction du vieux bâtiment est porté en diminution du coût du terrain. Les taxes de répartition locale comme celles qui sont liées au système d'évacuation sont imputées au terrain en raison de leur nature permanente. Elles englobent notamment l'aménagement paysager.

Valeur du compte du terrain = $3\,600 \$ + 18\,500 \$ + 1\,500\,000 \$ = 1\,522\,100 \$$

Choix a) – On n'inclut pas les honoraires d'architecte : $18\,500 \$ + 1\,500\,000 \$ = 1\,518\,500 \$$.

Choix b) – On inclut le coût d'origine du vieux bâtiment et on tient compte du coût de l'enlèvement du vieux bâtiment et du produit de la vente, en plus des coûts appropriés : $1\,522\,100 \$ + (20 \% \times 200\,000 \$) + 25\,000 \$ - 5\,500 \$ = 1\,581\,600 \$$.

Choix d) – On inclut le coût de l'arpentage : $1\,522\,100 \$ + 500 \$ = 1\,522\,600 \$$.

Choix e) – On inclut le coût des arbres et de l'aménagement paysager : $1\,522\,100 \$ + 7\,300 \$ = 1\,529\,400 \$$.

84. Réponse : e.
Conformément aux principes comptables généralement reconnus, les frais de développement (mais non de recherche) peuvent être capitalisés lorsque certains critères sont respectés. Les énoncés a), b) et d) ont trait à trois des critères à respecter pour la capitalisation des frais de développement. Il faut avoir répondu à la question de l'énoncé c) avant même de considérer ces critères. Seul l'énoncé e) ne constitue pas l'un des critères à respecter pour la capitalisation des frais de développement.
85. Réponse : e.
Intérêts débiteurs = $(81\,915 \$ - 22\,890 \$) \times 8 \% = 4\,722 \$$
Amortissement = $81\,915 \$ / 4 = 20\,479 \$$
Total des frais pour l'an 1 = 25 201 \$
- Choix a) – Amortissement de 20 479 \$ seulement.
Choix b) – On suppose que les versements de loyer se font à la fin de l'année :
Total des frais = $(81\,915 \$ \times 8 \%) + 20\,479 \$ = 27\,032 \$$
Choix c) – Versement de loyer de 22 890 \$.
Choix d) – On utilise le taux d'intérêt marginal du preneur (10 %) pour calculer le montant à porter au bilan : $22\,890 \$ + 22\,890 \$ \times 2,487 = 79\,817 \$$
Intérêts débiteurs = $(79\,817 \$ - 22\,890 \$) \times 8 \% = 4\,554 \$$
Amortissement = $79\,817 \$ / 4 = 19\,954 \$$
Total des frais pour l'an 1 = $4\,554 \$ + 19\,954 \$ = 24\,508 \$$
86. Réponse : c.
Le bail serait considéré comme un contrat de location-vente :
Marge brute sur la vente du bien = $90\,000 \$ - 75\,000 \$ = 15\,000 \$$
Intérêts créditeurs = $(81\,915 \$ - 22\,890 \$) \times 8 \% = 4\,772 \$$
Augmentation totale du bénéfice avant impôts pour l'an 1 = $15\,000 \$ + 4\,772 \$ = 19\,772 \$$
- Choix a) – On traite le bail comme un contrat de location-financement, ne comptabilisant que des intérêts créditeurs de 4 772 \$.
Choix b) – Profit au titre de la seule vente du bien, soit 15 000 \$.
Choix d) – On traite le bail comme un contrat de location-exploitation : Produit de location de 22 890 \$ moins amortissement de $(75\,000 \$ - 11\,000 \$) / 4 \text{ ans} = 6\,890 \$$
Choix e) – On amortit le profit de la vente du bien sur 4 ans :
 $(90\,000 \$ - 75\,000 \$) / 4 + 4\,772 \$ = 8\,522 \$$

87. Réponse : a.

Charge de retraite = coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice + intérêts sur les prestations constituées – rendement prévu de l'actif de la caisse de retraite + amortissement du coût des prestations au titre des services passés + amortissement de la perte actuarielle nette non constatée = 640 000 \$ + 290 000 \$ - 184 000 \$ + 120 000 \$ + 66 000 \$ = 932 000 \$.

Choix b) – On inclut les prestations de retraite versées aux retraités : 640 000 \$ + 290 000 \$ - 184 000 \$ + 120 000 \$ + 66 000 \$ + 90 000 \$ = 1 022 000.

Choix c) – On inclut le rendement réel de l'actif de la caisse de retraite, plutôt que le rendement prévu : 640 000 \$ + 290 000 \$ - 160 000 \$ + 120 000 \$ + 66 000 \$ = 956 000 \$.

Choix d) – On déduit l'amortissement du gain actuariel net non constaté (c'est-à-dire qu'on le traite comme une perte) : 640 000 \$ + 290 000 \$ - 184 000 \$ + 120 000 \$ - 66 000 \$ = 800 000 \$.

Choix e) – On n'inclut pas l'amortissement de la perte actuarielle nette non constatée : 640 000 \$ + 290 000 \$ - 184 000 \$ + 120 000 \$ = 866 000 \$.

88. Réponse : e.

Les dividendes sur les actions privilégiées à dividende cumulatif sont déduits dans le numérateur, qu'ils soient déclarés ou non. Cependant, seuls les dividendes relatifs à l'exercice écoulé servent au calcul du bénéfice par action.

Bénéfice de base par action = (bénéfice net - dividendes privilégiés) ÷ moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation = [450 000 \$ - (8 % x 1 000 000 \$)] ÷ [200 000 + (100 000 x 3/12)] = 370 000 \$/225 000 = 1,64 \$

Choix a) – On ne déduit pas les dividendes privilégiés et on utilise le nombre d'actions à la clôture de l'exercice : 450 000 \$/(200 000 + 100 000) = 1,50 \$

Choix b) – On ne déduit pas les dividendes privilégiés : 450 000 \$/225 000 = 2,00 \$

Choix c) – On utilise le nombre d'actions à la clôture de l'exercice : 370 000 \$/300 000 = 1,23 \$

Choix d) – On déduit les dividendes privilégiés de l'an 5 et de l'an 6 : [450 000 \$ - (2 x 8 % x 1 000 000 \$)] ÷ [200 000 + (100 000 x 3/12)] = 1,29 \$

89. Réponse : a.

Il faut calculer le bénéfice par action (BPA) en supposant que la conversion des titres convertibles se fait au début de l'exercice, à moins que le titre n'ait un effet antidilutif (c'est-à-dire qu'au moment de la conversion, le BPA augmenterait au lieu de diminuer). Si les actions privilégiées étaient converties, ODP inc. ferait l'économie de dividende de $8\% \times 1\,000\,000 \$ = 80\,000 \$$, mais le nombre d'actions ordinaires augmenterait de $50\,000 \times 2 = 100\,000$ actions. Par conséquent, si les actions privilégiées sont converties, le BPA dilué = $450\,000 \$ / (200\,000 + 100\,000 + 3/12 \times 100\,000) = 450\,000 \$ / 325\,000 = 1,38 \$$. Comme il s'agit d'un chiffre inférieur au bénéfice de base par action de $(450\,000 \$ - 80\,000 \$) / 225\,000 = 1,64 \$$, la conversion des actions privilégiées serait comprise dans le calcul du BPA dilué.

Les options d'achat d'actions sont prises en compte dans le calcul du BPA selon la méthode du rachat d'actions, qui suppose que le produit reçu lors de l'exercice des options servirait à racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'année. Lorsque le prix d'exercice est inférieur au cours moyen, l'option a un effet dilutif et doit être prise en compte dans le calcul du BPA. S'il lui est supérieur, l'option a un effet antidilutif et ne doit pas être prise en compte dans le calcul du BPA. Comme le cours de l'option (18 \$ l'action) est supérieur au cours moyen de l'action (15 \$), les options ne doivent pas être prises en compte dans le calcul. Par conséquent, le bénéfice dilué par action se chiffre à 1,38 \$.

Choix b) – On déduit le dividende privilégié du bénéfice net :

$$(450\,000 \$ - 80\,000 \$) / 325\,000 = 1,14 \$$$

Choix c) – On ajoute le dividende privilégié au bénéfice net (autrement dit, on suppose que le dividende privilégié a déjà été déduit dans le calcul du bénéfice net) : $(450\,000 \$ + 160\,000 \$) / 325\,000 = 1,88 \$$.

Choix d) – On suppose que les options devraient être converties dans le calcul : $450\,000 \$ / [200\,000 + 100\,000 + 25\,000 + 60\,000 - (18 \$ \times 60\,000 / 15 \$)] = 450\,000 \$ / 313\,000 = 1,44 \$$

Choix e) – On suppose que ni la conversion des actions privilégiées, ni la levée des options ne s'appliqueraient : $[450\,000 \$ - (8\% \times 1\,000\,000 \$)] \div [200\,000 + (100\,000 \times 3/12)] = 370\,000 \$ / 225\,000 = 1,64 \$$

90. Réponse : b.

L'écart d'acquisition se calcule comme suit :

$$\text{Coût} - \text{Proportion de la juste valeur} = 800\,000 \$ - (1\,003\,000 \$ - 240\,000 \$) \times 70\% = 265\,900 \$$$

Choix a) – On utilise 100 % de la juste valeur = $800\,000 \$ - 763\,000 \$ = 37\,000 \$$

Choix c) – On utilise la valeur comptable du total de l'actif = $800\,000 \$ - 690\,000 \$ = 110\,000 \$$

Choix d) – On utilise 70 % de la juste valeur du total de l'actif = $800\,000 \$ - 1\,003\,000 \$ \times 70\% = 97\,900 \$$

Choix e) – On utilise les capitaux propres = $800\,000 \$ - 450\,000 \$ = 350\,000 \$$

91. Réponse : c.

Étant donné qu'UPL ne dépend pas de sa société mère en matière de gestion financière et d'exploitation, il s'agit d'une entité étrangère autonome. Ses états financiers doivent donc être convertis selon la méthode du taux courant. Celle-ci consiste à convertir tous les actifs et les passifs au taux de change en vigueur le 31 décembre de l'an 2, soit 0,34, tandis que tous les postes de l'état des résultats sont convertis à l'aide du taux moyen de l'an 2, soit 0,32 : stocks = 75 000 DPH x 0,34 = 25 500 \$; ventes = 600 000 DPH x 0,32 = 192 000 \$; amortissement = 10 000 DPH x 0,32 = 3 200 \$.

Choix a) – On utilise partout le taux moyen de l'an 2, soit 0,32.

Choix b) – On utilise partout le taux en vigueur au 31 décembre de l'an 2, soit 0,34.

Choix d) – On utilise le taux moyen du quatrième trimestre de l'an 2, soit 0,35, pour les stocks et le taux en vigueur au 31 décembre de l'an 2, soit 0,34, pour les ventes et de l'amortissement.

Choix e) – On utilise le taux moyen du quatrième trimestre de l'an 2, soit 0,35, pour les stocks, et le taux moyen de l'an 2, soit 0,32, pour les ventes et l'amortissement.

92. Réponse : b.

	An 2	Taux	Résultat de la conversion
Encaisse	150 000 DPH	0,34	51 000 \$ Dt
Comptes clients	90 000 DPH	0,34	30 600 Dt
Stocks (méthode PEPS)	75 000 DPH	0,34	25 500 Dt
Immobilisations	180 000 DPH	0,34	61 200 Dt
Comptes fournisseurs	25 000 DPH	0,34	8 500 Ct
Capital-actions	10 000 DPH	0,36	3 600 Ct
Bénéfices non répartis, 1 ^{er} janvier	240 000 DPH	0,33	79 200 Ct
Ventes	600 000 DPH	0,32	192 000 Ct
Coût des ventes	250 000 DPH	0,32	80 000 Dt
Amortissement	10 000 DPH	0,32	3 200 Dt
Autres charges liées à l'exploitation	120 000 DPH	0,32	38 400 Dt
Écart de conversion cumulatif			6 600 Ct

Choix a) – On utilise la méthode temporelle.

Choix c) – On utilise le taux en vigueur au 31 décembre de l'an 2, soit 0,34, pour convertir le capital-actions et les bénéfices non répartis.

Choix d) – On utilise le taux en vigueur au 31 décembre de l'an 2, soit 0,34, pour convertir le capital-actions.

Choix e) – On suppose que les soldes de tous les comptes sont convertis au même taux.

93. Réponse : a.

Perte comptable	(100 000) \$
Écart temporaire	<u>(40 000) \$</u>
Perte aux fins de l'impôt	<u>(140 000) \$</u>

RJT inc. pourra reporter en arrière 90 000 \$ pour compenser le bénéfice imposable antérieur, d'où un remboursement d'impôts à recevoir de $90\,000 \$ \times 0,4 = 36\,000 \$$, c'est-à-dire une économie d'impôts exigibles de 36 000 \$.

La perte restante de 50 000 \$ peut être reportée en avant. Par conséquent, un actif d'impôts futurs de $50\,000 \$ \times 40\% = 20\,000 \$$ serait inscrit. Un passif d'impôts futurs de $40\,000 \$ \times 40\% = 16\,000 \$$ résulterait de l'écart temporaire imposable au titre des débiteurs. Le résultat net serait le suivant :

Passif d'impôts futurs résultant de l'écart temporaire imposable	16 000 \$
Actif d'impôts futurs attribuable au report de perte en avant	<u>(20 000) \$</u>
Actif d'impôts futurs net	<u>(4 000) \$</u>

L'augmentation de l'actif correspond à l'économie d'impôts futurs de 4 000 \$.

Choix b) – On suppose que la totalité de la perte imposable de l'exercice est une économie d'impôts exigibles de $140\,000 \$ \times 0,4 = 56\,000 \$$. Charge d'impôts futurs = $40\,000 \$ \times 0,4 = 16\,000 \$$.

Choix c) – On suppose que la totalité de la perte imposable de l'exercice est un actif d'impôts futurs de $140\,000 \$ \times 0,4 = 56\,000 \$$ et que l'écart temporaire est un passif d'impôts futurs de $40\,000 \$ \times 0,4 = 16\,000 \$$. Par conséquent, l'économie d'impôts nette est de $56\,000 \$ - 16\,000 \$ = 40\,000 \$$.

Choix d) – On inverse le sens de l'écart temporaire : la perte aux fins de l'impôt de l'an 6 = $100\,000 \$ - 40\,000 \$ = 60\,000 \$$. Par conséquent, le report de perte en arrière correspond à 60 000 \$ et l'économie d'impôts exigibles, à $60\,000 \$ \times 0,4 = 24\,000 \$$. Économie d'impôts futurs = $40\,000 \$ \times 0,4 = 16\,000 \$$.

Choix e) – On suppose que l'économie d'impôts futurs résultant du report de perte en avant n'est pas constatée dans les états financiers. Économie d'impôts exigibles = $90\,000 \$ \times 0,4 = 36\,000 \$$. Charge d'impôts futurs = $40\,000 \$ \times 0,4 = 16\,000 \$$.

94. Réponse : b.
Lorsqu'une opération conclue en monnaie étrangère donne lieu à une somme à recevoir ou à payer, une variation du taux de change entre la monnaie fonctionnelle et celle dans laquelle l'opération est libellée constitue un gain ou une perte de change qui doit entrer dans le calcul du bénéfice tiré des activités poursuivies pour la période au cours de laquelle le taux de change fluctue. L'opération a été comptabilisée à 1,50 \$ la livre sterling. Au 31 décembre de l'an 10, le taux de change a monté à 1,55 \$, de sorte que la Société X doit inscrire une perte de 5 000 \$ [c.-à-d. $(1,55 \$ - 1,50 \$) \times 100\,000 \text{ £}$] en l'an 10. La perte inscrite en l'an 11 se chiffre à 2 000 \$ [c.-à-d. $(1,57 \$ - 1,55 \$) \times 100\,000 \text{ £}$].

95. Réponse : e.
Le ratio de liquidité relative = $(\text{Encaisse} + \text{Titres négociables} + \text{Débiteurs}) / \text{Passif à court terme} = (87 \$ + 40 \$ + 180 \$) / 455 \$ = 0,67$.

Choix a) – On utilise le total de l'actif dans le numérateur : $1\,379 \$ / 455 \$ = 3,03$

Choix b) – On utilise le total du passif dans le dénominateur : $307 \$ / 695 \$ = 0,44$

Choix c) – Ratio de liquidité générale : $(87 \$ + 40 \$ + 180 \$ + 432 \$) / 455 \$ = 1,62$

Choix d) – On utilise le total de l'actif et le total du passif : $1\,379\ \$ / 695\ \$ = 1,98$

96. Réponse : b.

Rotation des stocks = $365\ \text{jours} / \text{coût des produits vendus} / \text{stocks moyens} = 365 / \{1\,080\ \$ / [(432\ \$ + 366\ \$) / 2]\} = 365 / (1\,080\ \$ / 399\ \$) = 135\ \text{jours}$

Choix a) – On utilise les ventes et le stock d'ouverture = $365 / [1\,800\ \$ / 366\ \$] = 74\ \text{jours}$

Choix c) – On utilise les ventes plutôt que le coût des produits vendus = $365 / [1\,800\ \$ / 399\ \$] = 81\ \text{jours}$

Choix d) – On utilise le stock d'ouverture = $365 / [1\,080\ \$ / 366\ \$] = 124\ \text{jours}$

Choix e) – On utilise la marge brute plutôt que le coût des produits vendus = $365 / [(1\,800\ \$ - 1\,080\ \$) / 399\ \$] = 202\ \text{jours}$

97. Réponse : a.

Ratio de couverture des intérêts = bénéfice avant intérêts et impôts ÷ intérêts
= $(44\ \$ + 29\ \$ + 19\ \$) / 19\ \$ = 4,8\ \text{fois}$.

Choix b) – On utilise la marge brute : $(1\,800\ \$ - 1\,080\ \$) / 19\ \$ = 37,9$.

Choix c) – On utilise le bénéfice net : $44\ \$ / 19\ \$ = 2,3$.

Choix d) – On utilise le passif à long terme : $320\ \$ / 19\ \$ = 16,8$.

Choix e) – On utilise le bénéfice net avant intérêts mais après impôts : $(44\ \$ + 19\ \$) / 19\ \$ = 3,3$.

98. Réponse : b.

Ratio emprunts/capitaux propres = Total du passif / total des capitaux propres
= $695\ \$ / (500\ \$ + 184\ \$) = 695\ \$ / 684\ \$ = 1,02$

Choix a) – On utilise seulement les actions ordinaires : $695\ \$ / 500\ \$ = 1,39$

Choix c) – On utilise la dette à long terme : $(695\ \$ - 455\ \$) / 684\ \$ = 0,35$

Choix d) – On utilise le total de l'actif au lieu des capitaux propres : $695\ \$ / 1\,379\ \$ = 0,50$

Choix e) – On utilise seulement les bénéfices non répartis : $695\ \$ / 184\ \$ = 3,78$

99. Réponse : a.

La charge d'intérêts est fondée sur le prix d'émission (922 783 \$) et sur le taux d'intérêt effectif (10 % par an), plutôt que sur la valeur nominale (1 000 000 \$) et sur le taux d'intérêt nominal (8 % par an). La charge d'intérêts pour les six premiers mois = $922\,783\ \$ \times 10\ \% \times \frac{1}{2}\ \text{année} = 46\,139\ \$$.

Choix b) – On utilise la valeur nominale et le taux d'intérêt nominal : $1\,000\,000\ \$ \times 8\ \% \times \frac{1}{2}\ \text{année} = 40\,000\ \$$

Choix c) – On utilise le taux d'intérêt nominal : $922\,783\ \$ \times 8\ \% \times \frac{1}{2}\ \text{année} = 36\,911\ \$$

Choix d) – On utilise la valeur nominale : $1\,000\,000\ \$ \times 10\ \% \times \frac{1}{2}\ \text{année} = 50\,000\ \$$

Choix e) – On utilise les intérêts versés, majorés de l'amortissement de l'escompte calculé selon la méthode linéaire : $(1\,000\,000\ \$ \times 8\ \% \times \frac{1}{2}\ \text{année}) + [(1\,000\,000\ \$ - 922\,783\ \$) \div 10] = 40\,000\ \$ + 7\,722\ \$ = 47\,722\ \$$

100. Réponse : a.

Le paragraphe 1701.05 du Manuel de l'ICCA précise qu'il n'est pas nécessaire de présenter les flux de trésorerie sectoriels.

101. Réponse : b.
Les sommes destinées à des projets spéciaux ou à des activités particulières sont mises de côté dans un fonds de réserves.
- Choix a) – Les produits ou recettes et les charges ou dépenses reliés au fonctionnement sont comptabilisés dans le fonds d'administration.
- Choix c) – Les ressources sont destinées à l'amélioration des immobilisations ou à l'acquisition de nouvelles immobilisations corporelles.
- Choix d) – Les sommes confiées en fiducie par des tiers sont comptabilisées dans un fonds en fidéicommiss.
- Choix e) – Les dons dont le capital est maintenu intact sont conservés dans un fonds de dotation.

Compétences transversales

102. Réponse : e.
Selon la méthode des points extrêmes :
Coût variable (CV) par unité = $(680\ 000 \$ - 600\ 000 \$) / (100\ 000 - 80\ 000) = 4 \$$
Marge sur coûts variables (MCV) par unité = $10 \$ - 4 \$ = 6 \$$
- Choix a) – On utilise uniquement les matières premières et la main-d'œuvre directe : $10,00 \$ - 2,50 \$ = 7,50 \$$
- Choix b) – Chiffre égal au coût variable de 4 \$
- Choix c) – Calcul incorrect des coûts variables : $CV = 2,50 \$ + [(350\ 000 \$ / 80\ 000) - (380\ 000 \$ / 100\ 000)] = 3,075 \$$; $MCV = 10,00 \$ - 3,075 \$ = 6,925 \$$
- Choix d) – On utilise le coût unitaire pour 100 000 unités, sans l'amortissement : $CV = (150\ 000 \$ + 100\ 000 \$ + 380\ 000 \$) / 100\ 000 = 6,30 \$$; $MCV = 10,00 \$ - 6,30 \$ = 3,70 \$$
103. Réponse : a.
Économie d'impôts résultant de la DPA =
$$\frac{(210\ 000 \$ - 120\ 000 \$) \times 0,3 \times 0,4}{0,1 + 0,3} \left(\frac{2 + 0,1}{2(1 + 0,1)} \right) = 25\ 773 \$$$
- Choix b) – On ne tient pas compte de la règle de la demi-année.
- Choix c) – On utilise la valeur comptable de 180 000 \$ comme valeur de récupération de la vieille machine.
- Choix d) – On utilise la FNACC de la vieille machine de 195 500 \$ comme valeur de récupération de la vieille machine.
- Choix e) – On utilise le taux d'imposition de 0,4 au lieu du taux de DPA de 0,3 dans le dénominateur.
104. Réponse : e.
L'analyse horizontale indique que la marge sur coûts variables de l'an 10 est égale à 106 % de celle de l'an 8, tandis que le bénéfice d'exploitation net de l'an 10 est égal à 110 % de celui de l'an 8. Par conséquent, l'énoncé a) est faux, parce que le bénéfice d'exploitation net augmente plus rapidement que la marge sur coûts variables de l'entreprise.
- L'analyse des tendances indique que la part du marché du livre électronique de l'entreprise est passée de 4,8 % pendant l'an 8 à 5,7 % pendant l'an 9 et à 6,7 % pendant l'an 10. Par conséquent, l'énoncé b) est vrai.

Le tableau suivant présente la part du segment du livre électronique dans l'entreprise :

	An 8	An 9	An 10
Total des ventes	8,0 %	10,0 %	13,0 %
Marge sur coûts variables	9,8 %	14,2 %	19,8 %
Bénéfice d'exploitation net	7,8 %	15,0 %	26,9 %

L'apport du segment du livre électronique augmente chaque année en pourcentage des résultats de l'entreprise en ce qui concerne les ventes, la marge sur coûts variables et le bénéfice d'exploitation net. Par conséquent, l'énoncé c) est vrai.

Puisque l'énoncé b) et l'énoncé c) sont vrais, l'énoncé e) est la bonne réponse. L'énoncé d) est incorrect, parce que l'énoncé a) est faux.

105. Réponse : d.

L'accroissement de l'utilisation du livre électronique met l'accent sur l'élément économique (énoncé a), ainsi que sur l'élément environnemental (énoncé b), puisque la consommation de papier est réduite; cependant, la stratégie ne met pas l'accent sur l'élément social (énoncé c). Par conséquent, l'énoncé d) est correct et l'énoncé e) ne l'est pas.

Fin de la solution

Supplément Formules

1. STRUCTURE DU CAPITAL

a) Coût marginal de la dette après impôts :

$$k_d = k(1-t) \text{ ou } \frac{(1-t)I}{N}$$

où k = taux d'intérêt
 t = taux d'imposition de la société
 I = intérêts annuels versés sur la dette
 N = valeur nominale de la dette

b) Coût des actions privilégiées :

$$k_p = \frac{D_p}{PN_p}$$

où D_p = dividende annuel déclaré des actions
 PN_p = produit net provenant de l'émission d'actions privilégiées

c) Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

i) Coût des actions ordinaires (capitalisation des dividendes à taux constant de croissance) :

$$k_o = \frac{D_1}{PN_o} + g$$

où D_1 = dividende prévu pour la période 1
 PN_o = produit net provenant de l'émission d'actions ordinaires
 g = taux annuel de croissance à long terme du dividende

ii) Coût des bénéfices non répartis :

$$k_{bnr} = r_o = \frac{D_1}{P_o} + g$$

où P_o = cours du marché d'une action ordinaire
 r_o = rendement espéré de l'investissement des actionnaires ordinaires

iii) Modèle d'évaluation des actifs financiers (MEDAF) :

$$R_j = R_s + \beta_j(R_p - R_s)$$

où R_j = taux de rendement prévu du titre j
 R_s = taux sans risque
 R_e = rendement espéré du portefeuille de marché
 β_j = coefficient bêta du titre j (mesure du risque systématique)

- d) Coût moyen pondéré du capital :

$$k = \left(\frac{D}{V}\right)k_d + \left(\frac{P}{V}\right)k_p + \left(\frac{O}{V}\right)k_o$$

où D = montant de la dette en circulation

P = montant des actions privilégiées en circulation

O = montant des actions ordinaires en circulation

$V = D + P + O$ = valeur totale de l'entreprise

2. VALEUR ACTUALISÉE DES ÉCONOMIES D'IMPÔTS POUR LES ACTIFS AMORTISSABLES

- a) Valeur actualisée de l'économie d'impôts résultant de la déduction pour amortissement d'un nouvel actif :

$$\text{Valeur actualisée} = \frac{CTd}{(d+k)} \left(\frac{2+k}{2(1+k)} \right) = \frac{CTd}{(d+k)} \left(\frac{1+0,5k}{1+k} \right)$$

- b) Valeur actualisée des économies d'impôts provenant des déductions pour amortissement fiscal pour un actif acquis antérieurement :

$$\text{Valeur actualisée} = FNACC \left(\frac{Td}{d+k} \right)$$

- c) Valeur actualisée des économies d'impôts perdues à cause de la valeur de récupération :

$$\text{Valeur actualise} = \frac{R_n}{(1+k)^n} \left(\frac{Td}{d+k} \right) \text{ ou } \frac{R_n}{(1+k)^{n-1}} \left(\frac{Td}{d+k} \right),$$

selon l'hypothèse retenue en matière de flux monétaires

Notations pour les formules ci-dessus :

C = investissement initial net

$FNACC$ = fraction non amortie du coût en capital

R_n = valeur de récupération de l'actif réalisée à la fin de l'année n

T = taux d'imposition de la société

k = taux d'actualisation ou valeur temporelle de l'argent

d = taux maximum de la déduction pour amortissement

n = durée totale de l'investissement

Tables des valeurs actualisées

Table 1
Valeur actualisée d'un dollar échéant au terme de n années

$$VA = \frac{1}{(1+i)^n}$$

n	1 %	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %
01	0,990	0,980	0,971	0,962	0,952	0,943	0,935	0,926	0,917	0,909
02	0,980	0,961	0,943	0,925	0,907	0,890	0,873	0,857	0,842	0,826
03	0,971	0,942	0,915	0,889	0,864	0,840	0,816	0,794	0,772	0,751
04	0,961	0,924	0,888	0,855	0,823	0,792	0,763	0,735	0,708	0,683
05	0,951	0,906	0,863	0,822	0,784	0,747	0,713	0,681	0,650	0,621
06	0,942	0,888	0,837	0,790	0,746	0,705	0,666	0,630	0,596	0,564
07	0,933	0,871	0,813	0,760	0,711	0,665	0,623	0,583	0,547	0,513
08	0,923	0,853	0,789	0,731	0,677	0,627	0,582	0,540	0,502	0,467
09	0,914	0,837	0,766	0,703	0,645	0,592	0,544	0,500	0,460	0,424
10	0,905	0,820	0,744	0,676	0,614	0,558	0,508	0,463	0,422	0,386
11	0,896	0,804	0,722	0,650	0,585	0,527	0,475	0,429	0,388	0,350
12	0,887	0,788	0,701	0,625	0,557	0,497	0,444	0,397	0,356	0,319
13	0,879	0,773	0,681	0,601	0,530	0,469	0,415	0,368	0,326	0,290
14	0,870	0,758	0,661	0,577	0,505	0,442	0,388	0,340	0,299	0,263
15	0,861	0,743	0,642	0,555	0,481	0,417	0,362	0,315	0,275	0,239
16	0,853	0,728	0,623	0,534	0,458	0,394	0,339	0,292	0,252	0,218
17	0,844	0,714	0,605	0,513	0,436	0,371	0,317	0,270	0,231	0,198
18	0,836	0,700	0,587	0,494	0,416	0,350	0,296	0,250	0,212	0,180
19	0,828	0,686	0,570	0,475	0,396	0,331	0,277	0,232	0,194	0,164
20	0,820	0,673	0,554	0,456	0,377	0,312	0,258	0,215	0,178	0,149
21	0,811	0,660	0,538	0,439	0,359	0,294	0,242	0,199	0,164	0,135
22	0,803	0,647	0,522	0,422	0,342	0,278	0,226	0,184	0,150	0,123
23	0,795	0,634	0,507	0,406	0,326	0,262	0,211	0,170	0,138	0,112
24	0,788	0,622	0,492	0,390	0,310	0,247	0,197	0,158	0,126	0,102
25	0,780	0,610	0,478	0,375	0,295	0,233	0,184	0,146	0,116	0,092

Table 1 (suite)
Valeur actualisée d'un dollar échéant au terme de n années

$$VA = \frac{1}{(1+i)^n}$$

n	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	16 %	17 %	18 %	19 %	20 %
01	0,901	0,893	0,885	0,877	0,870	0,862	0,855	0,847	0,840	0,833
02	0,812	0,797	0,783	0,769	0,756	0,743	0,731	0,718	0,706	0,694
03	0,731	0,712	0,693	0,675	0,658	0,641	0,624	0,609	0,593	0,579
04	0,659	0,636	0,613	0,592	0,572	0,552	0,534	0,516	0,499	0,482
05	0,593	0,567	0,543	0,519	0,497	0,476	0,456	0,437	0,419	0,402
06	0,535	0,507	0,480	0,456	0,432	0,410	0,390	0,370	0,352	0,335
07	0,482	0,452	0,425	0,400	0,376	0,354	0,333	0,314	0,296	0,279
08	0,434	0,404	0,376	0,351	0,327	0,305	0,285	0,266	0,249	0,233
09	0,391	0,361	0,333	0,308	0,284	0,263	0,243	0,225	0,209	0,194
10	0,352	0,322	0,295	0,270	0,247	0,227	0,208	0,191	0,176	0,162
11	0,317	0,287	0,261	0,237	0,215	0,195	0,178	0,162	0,148	0,135
12	0,286	0,257	0,231	0,208	0,187	0,168	0,152	0,137	0,124	0,112
13	0,258	0,229	0,204	0,182	0,163	0,145	0,130	0,116	0,104	0,093
14	0,232	0,205	0,181	0,160	0,141	0,125	0,111	0,099	0,088	0,078
15	0,209	0,183	0,160	0,140	0,123	0,108	0,095	0,084	0,074	0,065
16	0,188	0,163	0,142	0,123	0,107	0,093	0,081	0,071	0,062	0,054
17	0,170	0,146	0,125	0,108	0,093	0,080	0,069	0,060	0,052	0,045
18	0,153	0,130	0,111	0,095	0,081	0,069	0,059	0,051	0,044	0,038
19	0,138	0,116	0,098	0,083	0,070	0,060	0,051	0,043	0,037	0,031
20	0,124	0,104	0,087	0,073	0,061	0,051	0,043	0,037	0,031	0,026
21	0,112	0,093	0,077	0,064	0,053	0,044	0,037	0,031	0,026	0,022
22	0,101	0,083	0,068	0,056	0,046	0,038	0,032	0,026	0,022	0,018
23	0,091	0,074	0,060	0,049	0,040	0,033	0,027	0,022	0,018	0,015
24	0,082	0,066	0,053	0,043	0,035	0,028	0,023	0,019	0,015	0,013
25	0,074	0,059	0,047	0,038	0,030	0,024	0,020	0,016	0,013	0,010

Table 1 (suite)
Valeur actualisée d'un dollar échéant au terme de n années

$$VA = \frac{1}{(1+i)^n}$$

n	21 %	22 %	23 %	24 %	25 %	26 %	27 %	28 %	29 %	30 %
01	0,826	0,820	0,813	0,806	0,800	0,794	0,787	0,781	0,775	0,769
02	0,683	0,672	0,661	0,650	0,640	0,630	0,620	0,610	0,601	0,592
03	0,564	0,551	0,537	0,524	0,512	0,500	0,488	0,477	0,466	0,455
04	0,467	0,451	0,437	0,423	0,410	0,397	0,384	0,373	0,361	0,350
05	0,386	0,370	0,355	0,341	0,328	0,315	0,303	0,291	0,280	0,269
06	0,319	0,303	0,289	0,275	0,262	0,250	0,238	0,227	0,217	0,207
07	0,263	0,249	0,235	0,222	0,210	0,198	0,188	0,178	0,168	0,159
08	0,218	0,204	0,191	0,179	0,168	0,157	0,148	0,139	0,130	0,123
09	0,180	0,167	0,155	0,144	0,134	0,125	0,116	0,108	0,101	0,094
10	0,149	0,137	0,126	0,116	0,107	0,099	0,092	0,085	0,078	0,073
11	0,123	0,112	0,103	0,094	0,086	0,079	0,072	0,066	0,061	0,056
12	0,102	0,092	0,083	0,076	0,069	0,062	0,057	0,052	0,047	0,043
13	0,084	0,075	0,068	0,061	0,055	0,050	0,045	0,040	0,037	0,033
14	0,069	0,062	0,055	0,049	0,044	0,039	0,035	0,032	0,028	0,025
15	0,057	0,051	0,045	0,040	0,035	0,031	0,028	0,025	0,022	0,020
16	0,047	0,042	0,036	0,032	0,028	0,025	0,022	0,019	0,017	0,015
17	0,039	0,034	0,030	0,026	0,023	0,020	0,017	0,015	0,013	0,012
18	0,032	0,028	0,024	0,021	0,018	0,016	0,014	0,012	0,010	0,009
19	0,027	0,023	0,020	0,017	0,014	0,012	0,011	0,009	0,008	0,007
20	0,022	0,019	0,016	0,014	0,012	0,010	0,008	0,007	0,006	0,005
21	0,018	0,015	0,013	0,011	0,009	0,008	0,007	0,006	0,005	0,004
22	0,015	0,013	0,011	0,009	0,007	0,006	0,005	0,004	0,004	0,003
23	0,012	0,010	0,009	0,007	0,006	0,005	0,004	0,003	0,003	0,002
24	0,010	0,008	0,007	0,006	0,005	0,004	0,003	0,003	0,002	0,002
25	0,009	0,007	0,006	0,005	0,004	0,003	0,003	0,002	0,002	0,001

Table 1 (suite)
Valeur actualisée d'un dollar échéant au terme de n années

$$VA = \frac{1}{(1+i)^n}$$

n	31 %	32 %	33 %	34 %	35 %	36 %	37 %	38 %	39 %	40 %
01	0,763	0,758	0,752	0,746	0,741	0,735	0,730	0,725	0,719	0,714
02	0,583	0,574	0,565	0,557	0,549	0,541	0,533	0,525	0,518	0,510
03	0,445	0,435	0,425	0,416	0,406	0,398	0,389	0,381	0,372	0,364
04	0,340	0,329	0,320	0,310	0,301	0,292	0,284	0,276	0,268	0,260
05	0,259	0,250	0,240	0,231	0,223	0,215	0,207	0,200	0,193	0,186
06	0,198	0,189	0,181	0,173	0,165	0,158	0,151	0,145	0,139	0,133
07	0,151	0,143	0,136	0,129	0,122	0,116	0,110	0,105	0,100	0,095
08	0,115	0,108	0,102	0,096	0,091	0,085	0,081	0,076	0,072	0,068
09	0,088	0,082	0,077	0,072	0,067	0,063	0,059	0,055	0,052	0,048
10	0,067	0,062	0,058	0,054	0,050	0,046	0,043	0,040	0,037	0,035
11	0,051	0,047	0,043	0,040	0,037	0,034	0,031	0,029	0,027	0,025
12	0,039	0,036	0,033	0,030	0,027	0,025	0,023	0,021	0,019	0,018
13	0,030	0,027	0,025	0,022	0,020	0,018	0,017	0,015	0,014	0,013
14	0,023	0,021	0,018	0,017	0,015	0,014	0,012	0,011	0,010	0,009
15	0,017	0,016	0,014	0,012	0,011	0,010	0,009	0,008	0,007	0,006
16	0,013	0,012	0,010	0,009	0,008	0,007	0,006	0,006	0,005	0,005
17	0,010	0,009	0,008	0,007	0,006	0,005	0,005	0,004	0,004	0,003
18	0,008	0,007	0,006	0,005	0,005	0,004	0,003	0,003	0,003	0,002
19	0,006	0,005	0,004	0,004	0,003	0,003	0,003	0,002	0,002	0,002
20	0,005	0,004	0,003	0,003	0,002	0,002	0,002	0,002	0,001	0,001
21	0,003	0,003	0,003	0,002	0,002	0,002	0,001	0,001	0,001	0,001
22	0,003	0,002	0,002	0,002	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001
23	0,002	0,002	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001
24	0,002	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001
25	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001

Table 2
Valeur actualisée d'une annuité d'un dollar pendant n années à i %

$$VA_n = \frac{1 - \left(\frac{1}{(1+i)^n} \right)}{i}$$

n	1 %	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %	8 %	9 %	10 %
01	0,990	0,980	0,971	0,962	0,952	0,943	0,935	0,926	0,917	0,909
02	1,970	1,942	1,914	1,886	1,859	1,833	1,808	1,783	1,759	1,736
03	2,941	2,884	2,829	2,775	2,723	2,673	2,624	2,577	2,531	2,487
04	3,902	3,808	3,717	3,630	3,547	3,465	3,387	3,312	3,240	3,170
05	4,854	4,713	4,580	4,452	4,330	4,212	4,100	3,993	3,890	3,791
06	5,796	5,601	5,417	5,242	5,076	4,917	4,767	4,623	4,486	4,355
07	6,728	6,472	6,230	6,002	5,786	5,582	5,389	5,206	5,033	4,868
08	7,652	7,325	7,020	6,733	6,463	6,210	5,971	5,747	5,535	5,335
09	8,566	8,162	7,786	7,435	7,108	6,802	6,515	6,247	5,995	5,759
10	9,471	8,983	8,530	8,111	7,722	7,360	7,024	6,710	6,418	6,145
11	10,368	9,787	9,253	8,760	8,306	7,887	7,499	7,139	6,805	6,495
12	11,255	10,575	9,954	9,385	8,863	8,384	7,943	7,536	7,161	6,814
13	12,134	11,348	10,635	9,986	9,394	8,853	8,358	7,904	7,487	7,103
14	13,004	12,106	11,296	10,563	9,899	9,295	8,745	8,224	7,786	7,367
15	13,865	12,849	11,938	11,118	10,380	9,712	9,108	8,560	8,061	7,606
16	14,718	13,578	12,561	11,652	10,838	10,106	9,447	8,851	8,313	7,824
17	15,562	14,292	13,166	12,166	11,274	10,477	9,763	9,122	8,544	8,022
18	16,398	14,992	13,753	12,659	11,690	10,828	10,059	9,372	8,756	8,201
19	17,226	15,678	14,324	13,134	12,085	11,158	10,336	9,604	8,950	8,365
20	18,046	16,351	14,877	13,590	12,462	11,470	10,594	9,818	9,129	8,514
21	18,857	17,011	15,415	14,029	12,821	11,764	10,836	10,017	9,292	8,649
22	19,661	17,658	15,937	14,451	13,163	12,042	11,061	10,201	9,442	8,772
23	20,456	18,292	16,444	14,857	13,489	12,303	11,272	10,371	9,580	8,883
24	21,244	18,914	16,936	15,247	13,799	12,550	11,469	10,529	9,707	8,985
25	22,023	19,523	17,413	15,622	14,094	12,783	11,654	10,675	9,823	9,077

Table 2 (suite)
Valeur actualisée d'une annuité d'un dollar pendant n années à i %

$$VA_n = \frac{1 - \left(\frac{1}{(1+i)^n} \right)}{i}$$

n	11 %	12 %	13 %	14 %	15 %	16 %	17 %	18 %	19 %	20 %
01	0,901	0,893	0,885	0,877	0,870	0,862	0,855	0,848	0,840	0,833
02	1,713	1,690	1,668	1,647	1,626	1,605	1,585	1,566	1,547	1,528
03	2,444	2,402	2,361	2,322	2,283	2,246	2,210	2,174	2,140	2,107
04	3,102	3,037	2,975	2,914	2,855	2,798	2,743	2,690	2,639	2,589
05	3,696	3,605	3,517	3,433	3,352	3,274	3,199	3,127	3,058	2,991
06	4,231	4,111	3,998	3,889	3,785	3,685	3,589	3,498	3,410	3,326
07	4,712	4,564	4,423	4,288	4,160	4,039	3,922	3,812	3,706	3,605
08	5,146	4,968	4,799	4,639	4,487	4,344	4,207	4,078	3,954	3,837
09	5,537	5,328	5,132	4,946	4,772	4,607	4,451	4,303	4,163	4,031
10	5,889	5,650	5,426	5,216	5,019	4,833	4,659	4,494	4,339	4,193
11	6,207	5,938	5,687	5,453	5,234	5,029	4,836	4,656	4,487	4,327
12	6,492	6,194	5,918	5,660	5,421	5,197	4,988	4,793	4,611	4,439
13	6,750	6,424	6,122	5,842	5,583	5,342	5,118	4,910	4,715	4,533
14	6,982	6,628	6,303	6,002	5,725	5,468	5,229	5,008	4,802	4,611
15	7,191	6,811	6,462	6,142	5,847	5,576	5,324	5,092	4,876	4,676
16	7,379	6,974	6,604	6,265	5,954	5,669	5,405	5,162	4,938	4,730
17	7,549	7,120	6,729	6,373	6,047	5,749	5,475	5,222	4,990	4,775
18	7,702	7,250	6,840	6,467	6,128	5,818	5,534	5,273	5,033	4,812
19	7,839	7,366	6,938	6,550	6,198	5,878	5,585	5,316	5,070	4,844
20	7,963	7,469	7,025	6,623	6,259	5,929	5,628	5,353	5,101	4,870
21	8,075	7,562	7,102	6,687	6,313	5,973	5,665	5,384	5,127	4,891
22	8,176	7,645	7,170	6,743	6,359	6,011	5,696	5,410	5,149	4,909
23	8,266	7,718	7,230	6,792	6,399	6,044	5,723	5,432	5,167	4,925
24	8,348	7,784	7,283	6,835	6,434	6,073	5,747	5,451	5,182	4,937
25	8,422	7,843	7,330	6,873	6,464	6,097	5,766	5,467	5,195	4,948

Table 2 (suite)
Valeur actualisée d'une annuité d'un dollar pendant n années à i %

$$VA_n = \frac{1 - \left(\frac{1}{(1+i)^n} \right)}{i}$$

n	21 %	22 %	23 %	24 %	25 %	26 %	27 %	28 %	29 %	30 %
01	0,826	0,820	0,813	0,807	0,800	0,794	0,787	0,781	0,775	0,769
02	1,510	1,492	1,474	1,457	1,440	1,424	1,407	1,392	1,376	1,361
03	2,074	2,042	2,011	1,981	1,952	1,923	1,896	1,868	1,842	1,816
04	2,540	2,494	2,448	2,404	2,362	2,320	2,280	2,241	2,203	2,166
05	2,926	2,864	2,804	2,745	2,689	2,635	2,583	2,532	2,483	2,436
06	3,245	3,167	3,092	3,021	2,951	2,885	2,821	2,759	2,700	2,643
07	3,508	3,416	3,327	3,242	3,161	3,083	3,009	2,937	2,868	2,802
08	3,726	3,619	3,518	3,421	3,329	3,241	3,156	3,076	2,999	2,925
09	3,905	3,786	3,673	3,566	3,463	3,366	3,273	3,184	3,100	3,019
10	4,054	3,923	3,799	3,682	3,571	3,465	3,364	3,269	3,178	3,092
11	4,177	4,035	3,902	3,776	3,656	3,543	3,437	3,335	3,239	3,147
12	4,279	4,127	3,985	3,851	3,725	3,606	3,493	3,387	3,286	3,190
13	4,362	4,203	4,053	3,912	3,780	3,656	3,538	3,427	3,322	3,223
14	4,432	4,265	4,108	3,962	3,824	3,695	3,573	3,459	3,351	3,249
15	4,489	4,315	4,153	4,001	3,859	3,726	3,601	3,483	3,373	3,268
16	4,536	4,357	4,189	4,033	3,887	3,751	3,623	3,503	3,390	3,283
17	4,576	4,391	4,219	4,059	3,910	3,771	3,640	3,518	3,403	3,295
18	4,608	4,419	4,243	4,080	3,928	3,786	3,654	3,529	3,413	3,304
19	4,635	4,442	4,263	4,097	3,942	3,799	3,664	3,539	3,421	3,311
20	4,657	4,460	4,279	4,110	3,954	3,808	3,673	3,546	3,427	3,316
21	4,675	4,476	4,292	4,121	3,963	3,816	3,679	3,551	3,432	3,320
22	4,690	4,488	4,302	4,130	3,971	3,822	3,684	3,556	3,436	3,323
23	4,703	4,499	4,311	4,137	3,976	3,827	3,689	3,559	3,438	3,325
24	4,713	4,507	4,318	4,143	3,981	3,831	3,692	3,562	3,441	3,327
25	4,721	4,514	4,323	4,147	3,985	3,834	3,694	3,564	3,442	3,329

Table 2 (suite)
Valeur actualisée d'une annuité d'un dollar pendant n années à i %

$$VA_n = \frac{1 - \left(\frac{1}{(1+i)^n} \right)}{i}$$

n	31 %	32 %	33 %	34 %	35 %	36 %	37 %	38 %	39 %	40 %
01	0,763	0,758	0,752	0,746	0,741	0,735	0,730	0,725	0,719	0,714
02	1,346	1,332	1,317	1,303	1,289	1,276	1,263	1,250	1,237	1,225
03	1,791	1,766	1,742	1,719	1,696	1,674	1,652	1,630	1,609	1,589
04	2,131	2,096	2,062	2,029	1,997	1,966	1,936	1,906	1,877	1,849
05	2,390	2,345	2,302	2,260	2,220	2,181	2,143	2,106	2,070	2,035
06	2,588	2,534	2,483	2,433	2,385	2,339	2,294	2,251	2,209	2,168
07	2,739	2,678	2,619	2,562	2,508	2,455	2,404	2,356	2,308	2,263
08	2,854	2,786	2,721	2,658	2,598	2,540	2,485	2,432	2,380	2,331
09	2,942	2,868	2,798	2,730	2,665	2,603	2,544	2,487	2,432	2,379
10	3,009	2,930	2,855	2,784	2,715	2,650	2,587	2,527	2,469	2,414
11	3,060	2,978	2,899	2,824	2,752	2,683	2,618	2,556	2,496	2,438
12	3,100	3,013	2,931	2,853	2,779	2,708	2,641	2,576	2,515	2,456
13	3,129	3,040	2,956	2,876	2,799	2,727	2,658	2,592	2,529	2,469
14	3,152	3,061	2,974	2,892	2,814	2,740	2,670	2,603	2,539	2,478
15	3,170	3,076	2,988	2,905	2,826	2,750	2,679	2,611	2,546	2,484
16	3,183	3,088	2,999	2,914	2,834	2,758	2,685	2,616	2,551	2,489
17	3,193	3,097	3,007	2,921	2,840	2,763	2,690	2,621	2,555	2,492
18	3,201	3,104	3,012	2,926	2,844	2,767	2,693	2,624	2,557	2,494
19	3,207	3,109	3,017	2,930	2,848	2,770	2,696	2,626	2,559	2,496
20	3,211	3,113	3,020	2,933	2,850	2,772	2,698	2,627	2,561	2,497
21	3,215	3,116	3,023	2,935	2,852	2,773	2,699	2,629	2,562	2,498
22	3,217	3,118	3,025	2,937	2,853	2,775	2,700	2,629	2,562	2,499
23	3,219	3,120	3,026	2,938	2,854	2,775	2,701	2,630	2,563	2,499
24	3,221	3,121	3,027	2,939	2,855	2,776	2,701	2,630	2,563	2,499
25	3,222	3,122	3,028	2,939	2,856	2,777	2,702	2,631	2,563	2,499